

BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT

BEI EIB

rapport annuel 1979



Banque
Européenne
d'Investissement

rapport annuel 1979



Ce rapport annuel est également disponible dans les langues suivantes :

DA ISBN 92-861-0000-0

DE ISBN 92-861-0001-9

EN ISBN 92-861-0002-7

IT ISBN 92-861-0004-3

NL ISBN 92-861-0005-1

Conseil des Gouverneurs

Président	René MONORY (France)
BELGIQUE	Gaston GEENS, Ministre des Finances <i>jusqu'en mai 1980</i> Robert HENRION, Ministre des Finances
DANEMARK	Knud HEINESEN, Ministre des Finances <i>jusqu'en octobre 1979</i> Svend JAKOBSEN, Ministre des Finances
ALLEMAGNE	Hans MATTHÖFER, Ministre des Finances <i>Président jusqu'en juin 1979</i>
FRANCE	René MONORY, Ministre de l'Économie
IRLANDE	George COLLEY, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances <i>jusqu'en décembre 1979</i> Michael O'KENNEDY, Ministre des Finances
ITALIE	Filippo Maria PANDOLFI, Ministre du Trésor
LUXEMBOURG	Jacques POOS, Ministre des Finances <i>jusqu'en juillet 1979</i> Pierre WERNER, Président du Gouvernement, Ministre d'État
PAYS-BAS	F. H. J. J. ANDRIESSEN, Ministre des Finances <i>jusqu'en février 1980</i> A. P. J. M. M. van der STEE, Ministre des Finances
ROYAUME-UNI	Denis HEALEY, Chancelier de l'Echiquier <i>jusqu'en mai 1979</i> Geoffrey HOWE, Chancelier de l'Echiquier

Comité de Vérification

Président	Cornille BRÜCK, Directeur de l'Inspection Générale des Finances, Luxembourg
Membres	Patrick L. McDONNELL, Secretary and Director of Audit, Bureau Général des Comptes, Dublin Jørgen BREDSDORFF, Rigsrevisor, Bureau Général de Contrôle des Comptes, Copenhague <i>Président jusqu'en juin 1979</i>

Conseil d'Administration

Président

Yves LE PORTZ

Vice-Présidents

Horst-Otto STEFFE

Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR

Maurits ESSELENS

C. Richard ROSS

Administrateurs

Alfred BECKER	Sprecher des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Francfort
Karl BREDAHL	Afdelingschef, Ministère des Finances, Copenhague
Giorgio CAPPON	Ex-Presidente dell'Istituto Mobiliare Italiano, Rome
André de LATTRE	Président du Crédit National, Paris
Salvatore GUIDOTTI	Presidente dell'Istituto Italiano per lo Studio della Congiuntura (ISCO), Rome
Pierre GUILL	Président Directeur de la Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg
Jean-Yves HABERER	Directeur du Trésor, Ministère de l'Économie, Paris
David HANCOCK	Deputy Secretary (Overseas Finance A), Trésorerie, Londres <i>à partir de février 1980</i>
Maurice HORGAN	Second Secretary, Ministère des Finances, Dublin
Norman JORDAN-MOSS	Deputy Secretary (Overseas Finance A), Trésorerie, Londres <i>jusqu'en janvier 1980</i>
Ludovicus MEULEMANS	Inspecteur-generaal van de administratie der Thesaurie, Ministerie van Financiën, Brussel
Rudolf MORAWITZ	Ministerialdirigent, Ministère Fédéral de l'Économie, Bonn
Waldemar MÜLLER-ENDERS	Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn <i>à partir de mars 1980</i>
Ugo MOSCA	Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles <i>jusqu'en août 1979</i>
Anne E. MUELLER	Deputy Secretary, Ministère de l'Industrie, Londres
Tommaso PADOA-SCHIOPPA	Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles <i>à partir de septembre 1979</i>
Maurice PÉROUSE	Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris
Rupert RAW	Former Adviser to the Governor, Banque d'Angleterre, Londres
Felice RUGGIERO	Direttore Generale del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome
B. F. van ITTERSUM	Directeur Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministère des Finances, La Haye
Hans-Herbert WEBER	Ministerialdirektor, Ministère Fédéral des Finances, Bonn <i>jusqu'en décembre 1979</i>
Suppléants	
Michel CAMDESSUS	Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, Paris
Lionello FRONZONI	Ex-Direttore, Banque d'Italie, Rome
Edward A. J. GEORGE	Assistant Director, Banque d'Angleterre, Londres
Winfried HECK	Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn <i>à partir de mars 1980</i>
Mary E. HEDLEY-MILLER	Under-Secretary, Finance (International Monetary), Trésorerie, Londres
P. C. MAAS	President-Directeur van de Nationale Investeringsbank N.V., La Haye
Pierre MATHIJSEN	Directeur Général de la Politique Régionale, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles
Horst MOLTRECHT	Ministerialdirektor, Ministère Fédéral de la Coopération Économique, Bonn
Waldemar MÜLLER-ENDERS	Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn <i>jusqu'en mars 1980</i>
Yves ROLAND-BILLECART	Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Paris
Savino SPINOSI	Dirigente Generale, IRFE, Ministère du Trésor, Rome

Comité de Direction

Yves LE PORTZ, Président
 Horst-Otto STEFFE, Vice-Président
 Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR, Vice-Président
 Maurits ESSELENS, Vice-Président
 C. Richard ROSS, Vice-Président

Structure des services

Directeurs

Direction de l'Administration Générale

Henri LENAERT, Secrétaire Général ⁽¹⁾
 Eugenio GREPPI, Secrétaire Général ⁽²⁾

Directeurs de département

Département Personnel, Administration et Budget

Hans HITZLBERGER, Directeur adjoint — Chef du Personnel

Administration, Personnel et Budget
 Recrutement et Carrières

Département Secrétariat et Affaires Générales

Secrétariat
 Information, Relations Publiques
 Bureau de Représentation à Bruxelles

Organisation et Méthodes
 Traduction

Chefs de division

Jean EQUINET, Conseiller
 Ronald STURGES, Conseiller

Michel LAUCHE, Conseiller principal
 Karl Georg SCHMIDT, Conseiller
 Manfred TEICHERT, Conseiller principal
 Penrhyn TURNER, Conseiller adjoint
 Klaus WOSZCZYNA, Conseiller adjoint

Direction des Financements dans la Communauté

Romeo dalla CHIESA

Coordination

Manfred THOMSEN, Conseiller

Département Belgique, Danemark, Allemagne, France, Luxembourg, Pays-Bas

Helmuth CRAMER, Directeur associé

Jean-Pierre LACAILLE, Conseiller principal ⁽³⁾
 Gérard d'ERM, Conseiller
 John AINSWORTH, Conseiller

Département Italie, Rome

Giorgio RATTI, Directeur adjoint

Manfred KNETSCH, Conseiller adjoint
 Filippo MANZI
 Francis CARPENTER

Département Irlande, Royaume-Uni

Dennis KIRBY, Directeur adjoint

Thomas HALBE, Conseiller
 Luciano ROTONDI, Conseiller

Département Administration des Financements

Marc de BUYER, Directeur adjoint

Giovanni TORELLI, Conseiller adjoint

Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté

Dieter HARTWICH

Coordination

Roger ADAMS

Département ACP—PTOM

Jacques SILVAIN, Directeur associé

Jean-Marie PAYEN, Conseiller principal
 Thomas OURSIN, Conseiller
 Rex SPELLER, Conseiller adjoint
 Fridolin WEBER-KREBS, Conseiller adjoint

Département Méditerranée

Christopher LETHBRIDGE, Directeur adjoint

Elio GONELLA, Conseiller
 Pietro PETTOVICH, Conseiller
 Ernest LAMERS, Conseiller adjoint

Département Administration des Financements

Robert CORNEZ, Directeur adjoint

Alfred KAWAN, Conseiller

⁽¹⁾ Jusqu'en janvier 1980; à partir de février 1980, Conseiller spécial du Comité de Direction

⁽²⁾ à partir de février 1980; était Secrétaire Général adjoint depuis janvier 1978

⁽³⁾ transféré en avril 1980 de la Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté

Structure des services *(suite)*

Directeurs	Directeurs de département	Chefs de division
Direction des Finances et de la Trésorerie André GEORGE	Département Emissions Wolfgang THILL, Directeur adjoint	Rutger ADVOCAT, Conseiller adjoint Jean-Claude BRESSON, Conseiller adjoint Ulrich MEIER, Conseiller adjoint Araldo BONDURRI
	Département Trésorerie John VAN SCHIL, Directeur adjoint	Anthony CLOVER, Conseiller adjoint Lucio RAGUSIN
	Département Comptabilité Générale Anthon PETERSEN, Directeur adjoint	François ROUSSEL, Conseiller adjoint Ernest ERPELDING
	Informatique	
Direction des Études John H. WILLIAMS	Département Études Économiques Henri LEROUX, Directeur associé	Jean-Paul JACQUOT, Conseiller Klaus ACKERMANN, Conseiller Joachim MÜLLER-BORLE, Conseiller adjoint Luigi GENAZZINI
	Département Études Financières Desmond G. McCLELAND, Directeur adjoint	
	Documentation et Bibliothèque	Francis THOUVENEL, Conseiller
Direction des Affaires Juridiques J. Nicolaas van den HOUTEN ⁽¹⁾ Douglas J. FONTEIN ⁽²⁾	Jörg KÄSER, Directeur adjoint	Xavier HERLIN, Conseiller principal Bruno EYNARD, Conseiller Michael KONSTAM, Conseiller (†) Alessandro MORBILLI, Conseiller

Corps des Conseillers Techniques

Groupe A: Projets spéciaux	Hellmuth BERGMANN, Chef de Corps Filippo BARILLI, Conseiller Technique principal Ernst-Helmut LINDER, Conseiller Technique principal Zdenek HAVELKA, Conseiller Technique ^(*)
Groupe B: Projets dans la Communauté	Walter LOWENSTEIN-LOM, Chef de Groupe Giuseppe DURANTE, Conseiller Technique Thomas FLYNN, Conseiller Technique
Groupe C: Projets à l'extérieur de la Communauté	Jacques FAUDON, Chef de Groupe Robert VERMEERSCH, Conseiller Technique principal

⁽¹⁾ jusqu'en avril 1979; de mai à novembre 1979, Conseiller spécial du Comité de Direction

⁽²⁾ à partir de mai 1979; était directeur adjoint depuis novembre 1978

^(*) à partir d'avril 1980

(†) décède en novembre 1979

Table des matières

Conseil des Gouverneurs — Comité de Vérification	3
Conseil d'Administration	4
Comité de Direction — Structure des services	5
Unité de compte	8
Introduction	
Les politiques communautaires	9
Le contexte économique	13
Financements accordés en 1979	21
Financements dans la Communauté	
<i>Présentation générale</i>	23
<i>Prêts sur ressources propres de la Banque: contrats signés en 1979</i>	42
<i>Prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts: contrats signés en 1979</i>	47
Financements à l'extérieur de la Communauté	
<i>Présentation générale</i>	49
<i>Prêts sur ressources propres de la Banque: contrats signés en 1979</i>	57
<i>Financements sur ressources budgétaires de la Communauté: contrats signés en 1979</i>	59
Ressources	61
Résultats de gestion	65
Administration de la Banque	67
États financiers	
Bilan	68
Compte de profits et pertes	70
Section spéciale	71
Notes explicatives	72
Déclaration du Comité de Vérification	79
Financements accordés de 1958 à 1979	80
Financements dans la Communauté (1973—1979)	82
Financements à l'extérieur de la Communauté	84

Unité de compte

La valeur de l'unité de compte de la Banque Européenne d'Investissement est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales des États membres:

Deutsche Mark	0,828
Livre sterling	0,0885
Franc français	1,15
Lire italienne	109
Florin néerlandais	0,286
Franc belge	3,66
Franc luxembourgeois	0,14
Couronne danoise	0,217
Livre irlandaise	0,00759

Cette définition est identique à celle de l'unité de compte européenne, cf. état financiers, annexe E note A (page 75).

Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement et de collecte des ressources, la Banque utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir, en 1979:

	durant le 1er trimestre	durant le 2ème trimestre	durant le 3ème trimestre	durant le 4ème trimestre
1 unité de compte =				
DM	2,50868	2,52529	2,52222	2,48777
£	0,675274	0,653132	0,629803	0,649544
FF	5,75538	5,80903	5,84606	5,85499
Lit	1 140,06	1 135,45	1 136,26	1 145,01
Hfl	2,71453	2,72291	2,77055	2,75931
FB	39,6543	39,9434	40,4155	40,2326
Flux	39,6543	39,9434	40,4155	40,2326
DKr	6,99113	7,01814	7,24533	7,26913
£irl.	0,675274	0,656495	0,668529	0,668086
\$US	1,37688	1,35172	1,36447	1,42770
FS	2,22839	2,28820	2,26911	2,21579
Yen	265,566	283,456	296,772	319,305
Sch. autr.	18,2739	18,5118	18,5295	17,9033
£lib.	4,13752	4,28225	4,42771	4,68999

Le bilan et les états financiers sont établis sur la base des taux de conversion constatés au 31 décembre de l'exercice concerné (cf. page 75).

Les financements nouveaux accordés par la Banque Européenne d'Investissement ont atteint, en 1979, 2 702,1 millions sur ressources propres et 369 millions sur ressources de la section spéciale (cf. page 71), soit au total 3 071,1 millions d'unités de compte ⁽¹⁾ contre 2 188,3 millions en 1978.

Ils concernent pour 2 558,2 millions des investissements dans les pays membres de la Communauté. Aux 2 281,2 millions de prêts sur les ressources propres de la Banque se sont ajoutés pour la première fois 277 millions accordés sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC). Ils portent d'autre part, pour 512,9 millions, sur des investissements contribuant au développement de pays du bassin méditerranéen et de pays signataires de la Convention de Lomé.

Les prêts dans les pays membres sur les ressources propres de la Banque répondent aux objectifs définis par l'article 130 du Traité de Rome et les prêts sur les ressources du NIC à ceux qui ont été définis par les décisions du Conseil des Communautés à ce sujet (cf. pages 23 et 25). Les financements à l'extérieur de la Communauté sont accordés pour des investissements répondant aux objectifs définis par les accords et protocoles financiers les concernant.

Les politiques communautaires

Le niveau sensiblement accru de l'activité de la Banque répond aux orientations arrêtées par le Conseil Européen puis précisées par le Conseil des Communautés Européennes sur proposition de la Commission et par le Conseil des Gouverneurs de la Banque.

A plusieurs reprises depuis sa réunion des 26 et 27 mars 1977, le Conseil Européen — la réunion des Chefs d'État ou de Gouvernement des pays de la Communauté — a confirmé ses orientations visant à stimuler la croissance économique dans la stabilité, à réduire le chômage et à favoriser une meilleure convergence des performances économiques des différents pays membres par la réalisation d'un niveau accru d'investissements grâce notamment à un renforcement des moyens de financement de la Communauté en Europe. L'évolution de la situation économique générale l'a amené, en particulier lors de ses réunions des 21 et 22 juin 1979 à Strasbourg et des 29 et 30 novembre à Dublin, à préciser ses conclusions antérieures.

Lors de ces réunions, le Conseil Européen a notamment constaté que la situation de l'emploi au sein de la Communauté reste préoccupante. Il a reconnu que la poursuite des efforts nationaux et communautaires en vue d'améliorer les structures économiques, en premier lieu par l'accroissement de l'investissement, revêt une importance fondamentale. Réaffirmant la nécessité de politiques économiques concertées et d'une poursuite de la lutte contre l'inflation, il a procédé simultanément à un échange de vues sur la convergence des réalisations économiques et sur les questions budgétaires. Il a exprimé sa détermination de favoriser la croissance harmonieuse des économies des États membres et de réduire les disparités existant entre ces économies. Il a insisté sur la nécessité de renforcer l'action communautaire dans le domaine des structures, particulièrement dans la perspective de l'élargissement de la Communauté qui appelle certaines dispositions en faveur de l'agriculture méditerranéenne. D'autre part, compte tenu de la gravité de la situation énergétique mondiale, il a confirmé l'importance et l'urgence de la mise en valeur des ressources énergétiques propres des États membres. Le charbon, l'énergie nucléaire «sans le développement de laquelle, au cours des décennies à venir, il n'y aura pas de croissance économique possible», les hydrocarbures, la recherche et le développement de ressources énergétiques alternatives, et les économies d'énergie doivent contribuer à rendre la Communauté moins dépendante des sources d'approvisionnement extérieures.

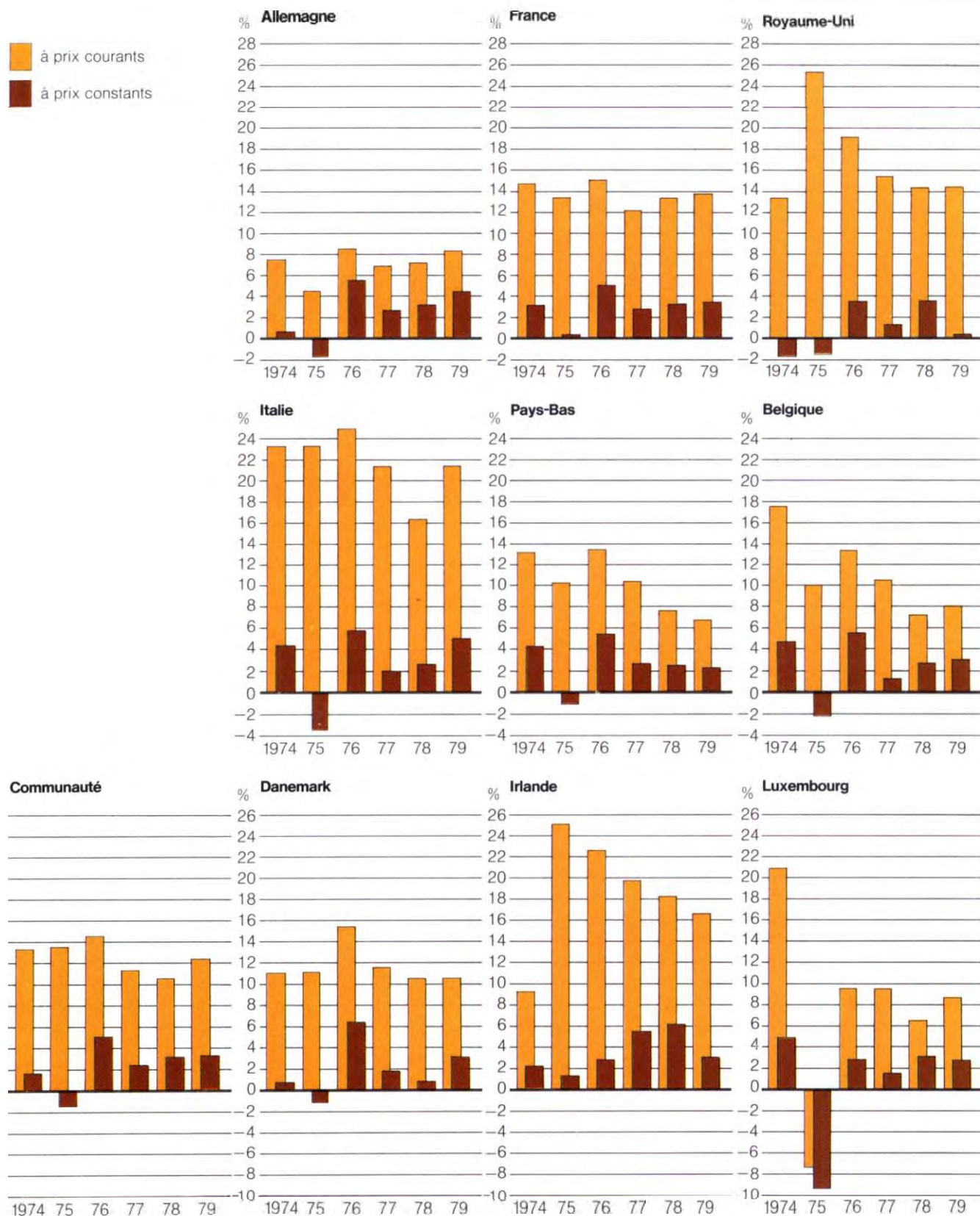
Des mesures importantes sont venues compléter l'action de la Banque pour répondre à ces orientations.

En application de sa décision du 16 octobre 1978 créant, sur proposition de la Commission des Communautés Européennes, un nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC), le Conseil des Communautés a pris, le 14 mai 1979, une décision autorisant une première tranche d'emprunts à concurrence de 500 millions, dont le produit est destiné à l'octroi de prêts pour le financement de

(1) Sauf indication contraire, tous les montants cités sont exprimés en unités de compte (cf. page 8). Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux obtenus par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.

Produit intérieur brut dans la Communauté

variations en % par rapport à l'année précédente



projets d'investissements situés sur le territoire de la Communauté et qui répondent aux objectifs prioritaires de celle-ci dans les domaines de l'infrastructure et de l'énergie. La Commission collecte les ressources sur les marchés de capitaux et les verse à la Banque à un compte ouvert à son nom; elle décide de l'éligibilité des projets, sur la base des lignes directrices définies par le Conseil; celles-ci visent la conformité de l'investissement aux règles communautaires applicables dans les domaines en cause, et sa contribution à la solution des principaux problèmes structurels de la Communauté, notamment à la réduction des disparités régionales et à l'amélioration de la situation de l'emploi. La Banque a reçu mandat d'effectuer les opérations de prêts au nom de la Communauté, conformément aux procédures prévues par ses statuts et suivant ses critères habituels. Elle instruit les demandes puis, après que la Commission a statué sur l'éligibilité des projets, décide de l'octroi des prêts et les administre.

Le Conseil des Communautés Européennes a également arrêté, le 3 août 1979, le règlement relatif à la bonification de certains prêts, au taux de 3 % par an, accordée dans le cadre du Système Monétaire Européen (SME), institué par un règlement du 18 décembre 1978 entré en vigueur le 13 mars 1979. Ces bonifications d'intérêt sont accordées à concurrence, d'une part, d'un montant de prêts à bonifier de 5 milliards pour la période 1979—83 par tranches annuelles d'un milliard, d'autre part, d'un montant d'un milliard à inscrire au budget des Communautés, réparti en tranches annuelles de 200 millions et correspondant à l'actualisation de cette bonification. Peuvent bénéficier d'une bonification d'intérêt les prêts octroyés sur les ressources propres de la Banque ainsi que ceux accordés sur les ressources du NIC en faveur de certains investissements réalisés dans les États membres moins prospères pour autant que ces États participent effectivement et entièrement au SME. La décision du 3 août 1979 du Conseil des Communautés Européennes a désigné comme bénéficiaires de cette mesure l'Italie et l'Irlande.

Les prêts bonifiés sont octroyés et administrés par la Banque conformément à ses statuts après décision de la Commission sur l'éligibilité des projets en application des lignes directrices suivantes: l'investissement est conforme aux règles communautaires applicables dans le domaine en cause; les prêts sont affectés essentiellement au financement de projets et de programmes d'infrastructure; l'investissement contribue à la solution des principaux problèmes structurels affectant l'État concerné et notamment à la réduction des disparités régionales et à l'amélioration de la situation de l'emploi; l'investissement obéit

aux dispositions du Traité de Rome en matière de concurrence et n'entraîne pas de distorsion directe ou indirecte de la position concurrentielle d'industries déterminées dans les États membres.

Le 20 décembre 1979, le Conseil des Communautés a décidé de porter de 500 à 1 000 millions le montant total des emprunts que la Commission est habilitée à contracter au nom de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (Euratom) dont le produit doit être affecté, sous forme de prêts, au financement de projets d'investissement ayant pour objet la production d'électricité d'origine nucléaire et les installations industrielles des cycles du combustible. La Banque procède à l'instruction des demandes de prêts, agit en tant qu'agent pour la conclusion des contrats de financement qu'elle signe avec la Commission, administre les prêts qu'elle comptabilise dans le cadre de sa section spéciale pour le compte d'Euratom.

Par ailleurs il y a lieu de mentionner l'évolution des travaux des instances communautaires concernant divers domaines où s'exerce une part importante de l'activité de la Banque. Les propositions de règlement instituant des actions communautaires spécifiques de développement régional susceptibles de bénéficier de concours sur les ressources du Fonds européen de développement régional au titre de la section hors quotas étaient en fin d'année en cours d'examen par le Conseil des Communautés.

Le Traité d'adhésion de la Grèce à la Communauté signé à Athènes le 29 mai 1979 devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1981. La Grèce deviendra alors membre de la Banque et celle-ci y développera ses interventions selon les critères et directives applicables à son activité de prêts dans la Communauté.

Les négociations engagées, respectivement en octobre 1978 et en février 1979, avec le Portugal et avec l'Espagne, en vue de leur adhésion à la Communauté, se poursuivent. Parallèlement à ce processus d'élargissement, une relance de l'association entre la Communauté et la Turquie a été recherchée.

Les concours prévus **à l'extérieur de la Communauté** dans les conventions, protocoles financiers et décisions en cours d'exécution concernant des pays en voie de développement, correspondent, quant aux aides remboursables, à un montant total de quelque 1,3 milliard de prêts sur les ressources de la Banque, ainsi que 851,5 millions de prêts à des conditions spéciales et 101 millions de concours sous forme de capitaux à risques, sur ressources budgétaires, pour une période s'étendant en principe sur cinq ans.

Les protocoles financiers conclus en 1976 et 1977 sont entrés en vigueur au cours du second semestre de 1978 en ce qui concerne la Grèce, le Portugal, les trois pays du Maghreb, Malte, les quatre pays du Machrek et Israël et, respectivement le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai 1979, pour Chypre et la Turquie.

Les négociations entre la Communauté et la Yougoslavie ont abouti, le 2 avril 1980, à la signature d'un accord de coopération assorti d'un protocole financier comportant l'accès de la Yougoslavie aux prêts de la Banque, à concurrence d'un montant de 200 millions pour une période de cinq ans.

Quatre nouveaux États ont accédé, en 1979, à la première convention de Lomé signée, le 28 février 1975, entre la Communauté Economique Européenne et un ensemble d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dont le nombre s'est trouvé ainsi

porté à 58 (1). La convention est arrivée à expiration le 1^{er} mars 1980.

Les négociations menées par la Communauté avec ces mêmes États ACP ont abouti, le 31 octobre 1979, à la signature de la seconde convention de Lomé.

Le montant global des concours financiers prévus dans cette Convention est de plus de 5 milliards jusqu'au 1^{er} novembre 1984 en faveur des États ACP et de 109 millions en faveur des pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Cette aide comprend à concurrence de 700 millions (685 millions dans les États ACP et 15 millions dans les PTOM) des prêts de la Banque sur ses ressources propres assortis d'une bonification d'intérêt de trois points, dont la charge est imputée sur le Fonds européen de développement (FED). La Banque est également chargée de mettre en œuvre, au nom de la Communauté, les

Montants de l'aide financière de la Communauté prévue dans les divers conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur au 31 décembre 1979

(en millions u.c.)

Pays	Date d'expiration	Prêts sur ressources de la BEI	Interventions sur ressources budgétaires				Total
			Prêts à conditions spéciales	Opérations de capitaux à risques	Aides non remboursables (8) (4)	Stabilisation des recettes d'exportation (4)	
ACP	1. 3. 1980	390 (1)	440,1 (4)	97 (5)	2 139,75	380	3 466,85
PTOM	1. 3. 1980	10 (1)	29,4 (4)	4 (5)	34,83	20	112,65 (9)
Grèce	31. 10. 1981	225 (2)	10 (6)	—	45	—	280
Portugal	31. 10. 1983	200 (2)	—	—	30	—	230
Turquie	31. 10. 1981	90	220 (6)	—	—	—	310
Yougoslavie	Protocole en cours de négociation (10)						
Algérie	31. 10. 1981	70 (3)	—	19 (7)	25	—	114
Maroc	31. 10. 1981	56 (3)	—	58 (7)	16	—	130
Tunisie	31. 10. 1981	41 (3)	—	39 (7)	15	—	95
Egypte	31. 10. 1981	93 (3)	—	14 (7)	63	—	170
Jordanie	31. 10. 1981	18 (3)	—	4 (7)	18	—	40
Liban	—	—	—	—	—	—	—
— protocole financier	31. 10. 1981	20 (3)	—	2 (7)	8	—	30
— aide d'urgence	—	20	—	—	—	—	20
Syrie	31. 10. 1981	34 (3)	—	7 (7)	19	—	60
Malte	31. 10. 1983	16 (3)	—	5 (6)	5	—	26
Chypre	31. 12. 1983	20 (3)	—	4 (6)	6	—	30
Israël	31. 10. 1981	30	—	—	—	—	30
Total bassin méditerranéen		933	382	250	—	—	1 565

(1) Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt de 3 points, sur ressources du Fonds européen de développement, sauf pour les investissements pétroliers et miniers, à moins que, dans ce dernier cas, ils ne soient situés dans un des états les moins développés déterminés à l'article 48 de la convention de Lomé.

(2) Prêts pouvant bénéficier, pour partie, de bonifications d'intérêt de 3 points sur ressources budgétaires.

(3) Prêts pouvant bénéficier de bonifications d'intérêt de 2 points sur ressources budgétaires.

(4) Financements octroyés par la Commission des Communautés Européennes.

(5) Concours octroyés par la Banque.

(6) Financements octroyés par la Banque.

(7) La Banque gère les prêts spéciaux et les opérations sur capitaux à risques dans les secteurs industriel, énergétique, minier, touristique et de l'infrastructure économique, la Commission gère les prêts spéciaux dans les autres secteurs.

(8) Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

(9) Dont 14,42 millions de réserve.

(10) Cf. page 12 du présent rapport.

287 millions de ressources du FED affectés aux concours sous forme de capitaux à risques (280 millions dans les États ACP et 7 millions dans les PTOM).

Il est, par ailleurs, prévu que des interventions complémentaires de la Banque sur ses ressources propres pourront être engagées après autorisation donnée cas par cas par son Conseil des Gouverneurs, conformément à l'article 18, paragraphe 1, deuxième alinéa de ses statuts, en vue du financement de projets d'investissements miniers et énergétiques reconnus par l'État ACP concerné et par la Communauté comme étant d'intérêt mutuel.

Dans la phase transitoire prévue avant l'entrée en vigueur de la deuxième convention de Lomé, la Banque continuera à accorder des financements dans les États ACP et dans les PTOM, dans la limite des montants prévus mais non encore engagés dans la première convention de Lomé. Elle mène, en collaboration avec la Commission des Communautés Européennes, les travaux et contacts préparatoires à la mise en œuvre de la nouvelle convention, notamment en participant aux missions de programmation de l'aide communautaire dans chacun des États ACP.

Les départements français d'outre-mer (DOM), qui bénéficiaient jusqu'alors des prêts de la Banque en application de la décision du Conseil des Communautés Européennes du 29 juin 1976, complétant en faveur des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) la convention de Lomé, ont désormais, aux termes d'une décision prise par le Conseil des Gouverneurs le 18 mars 1980 en application de l'article 18 § 1 alinéa 2 des statuts, accès aux prêts de la Banque dans les mêmes conditions que les autres départements français.

Le contexte économique

L'évolution du contexte économique dans lequel s'est déroulée cette activité en 1979 a été moins favorable qu'on ne pouvait le prévoir en début d'année.

Les événements qui ont perturbé les marchés pétroliers et les facteurs internes d'aggravation de l'inflation dans de nombreux pays industrialisés sont venus compromettre les progrès escomptés vers une croissance économique plus soutenue, une plus grande stabilité des prix et une amélioration de la situation de l'emploi.

Dès le début de l'année, la réduction de l'offre consécutive à l'évolution de la situation en Iran, alors que la demande des principaux pays importateurs restait soutenue, a été le point de départ d'une série de hausses des prix du pétrole brut qui ont plus que doublé par rapport à leur niveau de décembre 1978 et augmenté d'environ 40 % en moyenne annuelle. Ce mouvement, précédé en début d'année par une hausse des cours de la plupart des produits de base suscitée notamment par le niveau alors relativement élevé de l'activité industrielle, a contribué à la dégradation des balances des paiements et à une nouvelle poussée d'inflation dans les pays importateurs de pétrole. Aux États-Unis, l'accélération de la hausse des prix a été suivie par une politique économique progressivement plus restrictive; le taux de croissance s'est affaibli, mais moins qu'il n'était prévu et le déficit de la balance des paiements courants s'est sensiblement réduit. Dans la plupart des autres pays industrialisés, en particulier au Japon, en Allemagne et en Italie, l'activité est restée assez soutenue. La reprise de l'investissement n'a pas toujours suffi à relancer l'emploi. Au cours du second semestre, une priorité accrue a dû être conférée à la lutte contre l'inflation et aux politiques énergétiques.

Les conditions d'emprunts sont restées relativement favorables au début de 1979 sur la plupart des marchés de capitaux. L'importance des ressources disponibles, en particulier dans le secteur des titres libellés en dollars du marché international, a permis le maintien à un niveau élevé des émissions d'obligations à taux fixe, en dépit de la légère tendance à la hausse des taux d'intérêt. Les marchés des changes, demeurés calmes avant et après la mise en œuvre du SME, n'ont d'abord exercé que peu d'influence sur les variations du loyer de l'argent, sinon pour favoriser une certaine convergence des taux d'intérêt à long terme.

La situation s'est progressivement modifiée vers la fin du premier semestre, au fur et à mesure que les

(1) Les États ACP comprennent (au 31 décembre 1979):

Afrique de l'Ouest: Bénin, Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Afrique Centrale: Burundi, Centrafrique, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Tchad, Zaïre.

Afrique de l'Est: Comores, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Ouganda, Seychelles, Somalie, Soudan, Tanzanie.

Afrique Australe: Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambie.

Caraïbes: Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, Guyane, Jamaïque, Sainte-Lucie, Surinam, Trinité et Tobago.

Pacifique: Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle Guinée, Salomon, Samoa Occidentale, Tonga, Tuvalu.

pays industrialisés étaient amenés à adopter des politiques monétaires plus restrictives pour lutter contre l'inflation ou pour défendre le taux de change de leur monnaie.

Un nouvel affaiblissement du dollar des États-Unis à partir de l'été a suscité un renforcement de la politique restrictive de crédit du Système de Réserve Fédérale. Les émissions d'obligations étrangères sur le marché intérieur des États-Unis se sont très sensiblement ralenties. Sur le marché international des capitaux, la hausse abrupte des taux d'intérêt des eurodollars à court terme a perturbé le fonctionnement du marché obligataire. Aucune émission d'obligations à taux fixe libellées en dollars n'a été lancée sur le marché primaire entre septembre et novembre, l'activité ayant été limitée pendant cette période aux émissions convertibles et aux titres à taux variables.

En Allemagne, le mouvement des taux d'intérêt a été irrégulier, la tendance à la hausse s'étant inversée momentanément au début du second semestre. Le montant des émissions étrangères d'obligations libellées en Deutsche Mark a été nettement inférieur à celui de l'année précédente; après un fléchissement accentué au premier semestre, le second a vu une reprise de l'activité d'émission. L'évolution sur ce marché a été soumise à d'importantes fluctuations, les anticipations quant à une éventuelle variation du taux de change du Deutsche Mark soit à l'intérieur du SME soit vis-à-vis du dollar, ayant influencé les comportements des investisseurs et des emprunteurs potentiels.

Sur la plupart des autres marchés de capitaux, le coût des emprunts a subi une hausse substantielle au cours du deuxième semestre.

En France, l'augmentation des taux d'intérêt a été très nette. Cependant, malgré la dégradation du marché secondaire au quatrième trimestre, de nombreux emprunts ont été émis, ce qui a permis au montant annuel total des émissions de progresser, même en francs constants, par rapport à 1978. Sur le marché de l'eurofranc, les émissions ont été plus régulières et plus nombreuses qu'en 1978.

Le durcissement de la politique monétaire au Royaume-Uni à partir du mois de juin puis son renforcement au début du dernier trimestre ont interrompu la reprise des émissions sur le marché de l'euro-sterling qui bénéficiait depuis le mois de mars de la solidité persistante de la monnaie britannique.

Dans les autres pays de la Communauté, une hausse des taux à court terme s'est également manifestée. Cependant, si les émissions publiques étrangères libellées en florins néerlandais ont été fortement

réduites, celles en francs belges et luxembourgeois ont pu se maintenir.

Hors de la Communauté, une diminution sensible des emprunts sur le marché financier japonais, notamment en raison de l'affaiblissement du yen, a été enregistrée; en revanche, le montant des emprunts sur le marché suisse a légèrement progressé.

Malgré ces tensions, la Banque a pu collecter un montant de ressources plus important qu'en 1978, en particulier sur divers marchés obligataires nationaux, mais à des taux sensiblement plus élevés.

Le produit intérieur brut de la **Communauté** a augmenté d'environ 3,3 % ⁽¹⁾, taux légèrement supérieur à celui de l'année 1978. Ce modeste redressement économique, escompté à la suite des actions concertées décidées en 1978, a cependant été sérieusement perturbé par les événements qui ont affecté l'approvisionnement pétrolier et son coût. La hausse de ce coût, et, dans une moindre mesure, de celui d'autres matières premières, ont en effet contribué à la détérioration des termes de l'échange et à une poussée plus vive de l'inflation, qui a interrompu le ralentissement graduel des taux de hausse des prix et la tendance à la réduction de leur écart entre pays membres. Si, en revanche, les déficits des finances publiques ont eu plutôt tendance à s'atténuer en valeur relative, cela tient surtout aux suppléments de recettes fiscales résultant d'une croissance économique en valeur amplifiée par l'inflation.

L'investissement et la consommation privée se sont développés à un rythme relativement soutenu, contribuant à la croissance rapide des importations et à l'affaiblissement des résultats du commerce extérieur, déjà affectés par le renchérissement de la facture pétrolière. L'excédent important de la balance des paiements courants de 1978 a fait place à un déficit résultant de la persistance d'une balance déficitaire au Danemark, dans les pays du Benelux et en Irlande, et de son apparition au Royaume-Uni et en Allemagne.

Le chômage, en léger recul en Allemagne, au Danemark, en Irlande et au Royaume-Uni, mais en hausse en France, en Belgique et en Italie, est resté, pour l'ensemble de la Communauté, à un niveau élevé.

Les mouvements des taux de change à l'intérieur de la Communauté ont été assez limités; le 23 septembre, les autorités monétaires des pays membres participant au SME se sont mis d'accord sur un réalignement des taux centraux par une réévaluation de

(1) Tous les taux cités dans ce chapitre correspondent, sauf indication contraire, à une évolution en volume.

2 % du Deutsche Mark et une dévaluation de 3 % de la couronne danoise par rapport aux autres monnaies participantes; en novembre, est intervenu un nouvel ajustement en baisse de 5 % de la couronne danoise. Les économies des pays membres, engagées dans la voie d'un renforcement de leur interdépendance, ont néanmoins connu en 1979 des évolutions assez contrastées.

En **Allemagne**, l'accélération de la croissance de l'activité, amorcée en 1978, s'est amplifiée. Les investissements se sont, en effet, encore accrus, les entreprises industrielles s'efforçant de maintenir leur compétitivité et d'ajuster leurs procédés de fabrication en fonction de la hausse du coût de l'énergie, mais aussi de renforcer leurs capacités de production. D'abord ralentie par un hiver rigoureux, la construction de logements a connu ensuite une forte activité, freinée cependant par le manque de main-d'œuvre qualifiée, puis par la hausse des taux d'intérêt. La consommation privée, soutenue au premier semestre par l'augmentation appréciable du revenu disponible résultant des diminutions d'impôt et de la revalorisation des retraites, a contribué pour une part importante, à la croissance de la demande; celle-ci a aussi été stimulée par un mouvement de reconstitution des stocks; néanmoins, le relèvement en cours d'année des taux de la taxe sur la valeur ajoutée a ensuite infléchi cette évolution. En fin d'année, la croissance de la demande et de la production semble avoir été freinée davantage encore par la nouvelle hausse des prix du pétrole.

Les effectifs employés ont sensiblement augmenté. L'excédent de la balance commerciale a fléchi notamment sous l'effet de la détérioration des termes de l'échange résultant principalement de la hausse des prix du pétrole dans une période de relative stabilité du taux de change du Deutsche Mark. Les paiements nets de services à l'extérieur s'étant en outre accrus, il en est résulté, pour la première fois depuis 1965, un déficit de la balance des paiements courants.

La vive hausse des prix à l'importation a aussi contribué à une certaine accélération du rythme d'inflation qui est néanmoins resté inférieur à la moyenne communautaire.

En **France**, la croissance économique est restée modérée, du même ordre qu'en 1978. Pourtant, la consommation des ménages a connu une certaine décélération, liée à une moindre progression de leurs revenus disponibles, du fait, notamment, de l'augmentation des taux de cotisations et des autres mesures destinées à réduire le déficit de la Sécurité Sociale. La diminution du taux d'épargne et les

mesures d'aide en faveur des foyers à bas revenus ont partiellement compensé cette tendance. La construction de logements, après le fléchissement continu des années précédentes, s'est stabilisée. Les investissements des entreprises publiques ont continué à progresser à un rythme très soutenu. Les investissements des entreprises privées se sont redressés, notamment en fin d'année, à des degrés divers selon les secteurs. Une reconstitution des stocks, surtout au second semestre, a contribué à l'accroissement de la demande intérieure.

Le nombre des demandeurs d'emplois s'est accru au cours du premier semestre.

Les mesures d'assainissement de la Sécurité Sociale ont permis une diminution sensible du besoin de financement des administrations exprimé en pourcentage du produit intérieur brut.

La hausse des prix à la consommation a été supérieure à celle qui avait été enregistrée en 1978. Les exportations ont connu une assez forte progression sans toutefois compenser les effets d'une facture pétrolière fortement alourdie; le déficit de la balance commerciale s'est accru. L'évolution très favorable des transactions invisibles a néanmoins permis à la balance des paiements courants de dégager un solde légèrement positif, ce qui a favorisé la stabilité du franc sur les marchés des changes.

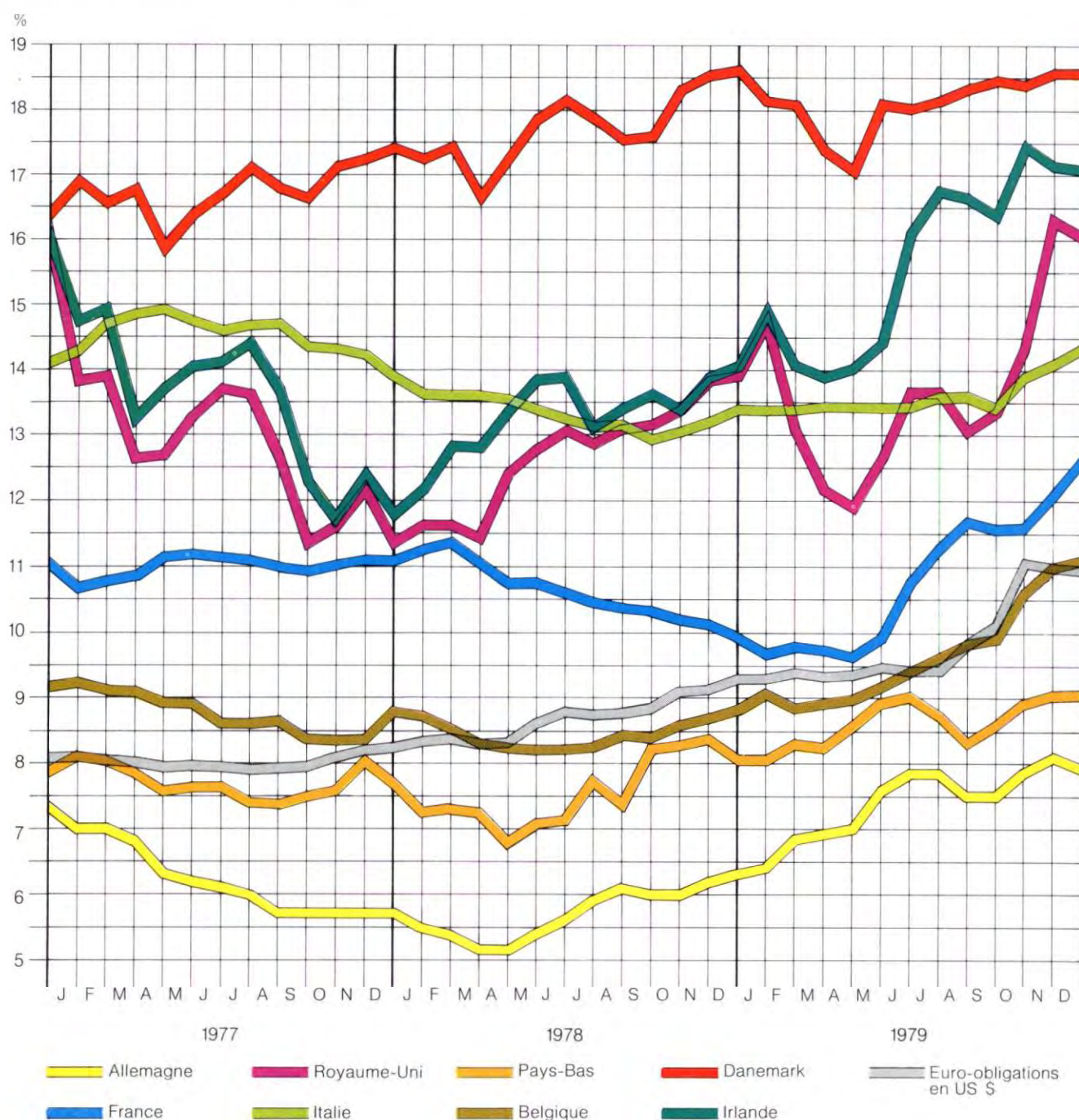
Au **Royaume-Uni**, l'activité économique s'est faiblement accrue, grâce notamment à l'augmentation de la production de pétrole de la Mer du Nord. Après un vif essor en début d'année, la consommation des ménages a progressé plus lentement au second semestre. L'investissement des entreprises s'est progressivement affaibli dans le secteur pétrolier et semble être resté étale dans l'industrie manufacturière. La baisse de l'investissement des administrations s'est accentuée et la construction de logements a continué de fléchir.

Le chômage, en léger retrait jusqu'à l'été, a entamé ensuite un mouvement inverse. La hausse des prix de détail s'est fortement accélérée dans la seconde partie de l'année, reflétant une vive progression des salaires nominaux, le relèvement en juillet des taux de la taxe à la valeur ajoutée et, dans une moindre mesure, la hausse relativement modérée des prix à l'importation.

D'importants changements dans l'orientation de la politique économique ont été introduits dans le budget présenté en juin au Parlement: la part de la fiscalité directe a été amoindrie au profit de celle de la fiscalité indirecte et d'importantes réductions de dépenses ont été opérées dans les programmes de

Taux de rendement brut des obligations

cotées en bourse sur les différents marchés financiers de la Communauté et dont les émissions présentent les caractéristiques les plus proches de celles des emprunts de la Banque. Aux fins de comparaison pour le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark, les rendements capitalisés sur une base semestrielle ont été ramenés à une base annuelle.



dépenses publiques du gouvernement précédent. Diverses mesures incluant une forte hausse des taux d'intérêt ont, en outre, été prises pour modérer l'expansion de la masse monétaire et du crédit.

En dépit de l'amélioration des termes de l'échange et de l'amélioration du poste pétrole de la balance commerciale, la vive croissance des importations en volume a entraîné un déficit commercial accru. Une évolution moins favorable qu'en 1978 des opérations invisibles et une augmentation des transferts courants à l'étranger ont contribué à l'apparition d'un déficit de la balance des paiements courants. A partir d'octobre, le contrôle des changes a été supprimé.

En **Italie**, le rythme de progression de l'activité économique a été nettement supérieur à celui de l'ensemble de la Communauté. La consommation des ménages a été stimulée notamment par une augmentation des salaires nominaux supérieure à la hausse des prix; les investissements se sont inscrits en net progrès en dépit de la faiblesse persistante de la construction de logements. Les investissements des administrations publiques se sont accrus notablement et ont même dépassé les prévisions initiales. Ils ont au contraire fléchi dans le secteur des entreprises publiques.

La situation du marché du travail est demeurée médiocre; malgré l'augmentation des effectifs employés, l'accroissement du nombre des demandeurs d'emploi, surtout parmi les jeunes, a entraîné une hausse du taux de chômage.

Le besoin de financement des administrations, des entreprises publiques et de la sécurité sociale, toujours particulièrement élevé, a toutefois très légèrement fléchi en pourcentage du PIB. La nouvelle orientation donnée à la politique budgétaire à la fin de 1979 n'accordait cependant plus la même priorité à l'objectif de modération du déficit public, en raison du risque d'affaiblissement de la conjoncture.

Les événements extérieurs, les tensions suscitées par la croissance soutenue de la demande globale, ainsi que les relèvements des prix administrés et l'augmentation continue des salaires ont conduit à une nouvelle et vive accélération de l'inflation.

Les exportations ont de nouveau constitué l'élément le plus dynamique de la demande, mais les importations se sont accrues plus rapidement encore. L'évolution très favorable des opérations invisibles a néanmoins permis à la balance des opérations courantes de se solder par un excédent substantiel bien qu'inférieur à celui de 1978. En raison du remboursement d'emprunts extérieurs, les réserves se sont stabilisées; en fin d'année, le resserrement de l'écart entre

les taux d'intérêt en Italie et sur les marchés internationaux paraît toutefois avoir suscité quelques sorties nettes de capitaux.

Aux **Pays-Bas**, la croissance économique s'est affaiblie, l'expansion de la demande extérieure n'ayant que partiellement compensé la décélération de la consommation privée et la stagnation des investissements. L'augmentation des dépenses courantes des administrations n'a pu être suffisamment contenue pour éviter un nouvel élargissement du déficit budgétaire. Le taux d'inflation a été proche de celui, relativement bas, enregistré en 1978. Le déficit de la balance des opérations courantes s'est accru en raison notamment d'une évolution moins favorable des opérations invisibles.

En **Belgique**, l'activité économique a progressé à un rythme modéré, à peine supérieur à celui de 1978 malgré un nouvel accroissement du déficit budgétaire. La hausse des prix s'est accélérée dans la seconde partie de l'année, mais est demeurée néanmoins modeste comparée aux taux observés dans la plupart des autres pays membres. Le déficit de la balance des opérations courantes s'est élargi; le chômage s'est de nouveau accru.

Au **Grand-Duché de Luxembourg**, l'amélioration relative de la situation de la sidérurgie et le niveau assez élevé des investissements ont permis de maintenir le chômage à un niveau assez bas. La consommation des ménages a crû légèrement tandis que la hausse des prix s'accélérait peu à peu.

Au **Danemark**, l'activité économique s'est très légèrement redressée grâce au développement de la demande extérieure. Le chômage a sensiblement diminué. La hausse des prix s'est accélérée en fin d'année et le déficit de la balance des paiements courants s'est aggravé; deux ajustements en baisse du taux de change de la couronne par rapport aux autres monnaies participant au SME se sont avérés nécessaires en septembre et en novembre.

En **Irlande**, l'expansion économique, très vive ces deux dernières années, s'est ralentie en 1979. Une accélération de l'inflation a accompagné un nouvel élargissement du déficit du secteur public et a freiné la croissance en termes réels des revenus disponibles et de la consommation des ménages. La progression de l'investissement est restée très soutenue. Le ralentissement de la croissance des exportations et la vive augmentation des importations en volume, en particulier des importations d'équipements, ainsi que l'évolution défavorable des termes de l'échange ont conduit à un quadruplement, en valeur, du déficit de la balance des opéra-

tions courantes. Le chômage, malgré une diminution sensible, est resté important.

Dans **les pays en voie de développement** avec lesquels la Communauté a conclu des accords de coopération financière, la situation économique s'est en général détériorée, notamment en ce qui concerne la balance des paiements. La hausse des cours de certaines de leurs productions agricoles et minérales est, en effet, restée insuffisante pour compenser les coûts accrus des importations d'énergie et de produits industriels, en particulier des équipements nécessaires à leur développement économique. Cette évolution s'est traduite par une progression de l'endettement extérieur. En outre, le gonflement des emprunts contractés aux conditions du marché, plus rapide que celui des apports de capitaux étrangers à des conditions relativement favorables, risque d'entraîner, au cours des années à venir, un nouvel alourdissement de la charge du service de leur dette.

Les **pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique**, signataires de la convention de Lomé, ont été affectés à des degrés divers par cette évolution. La balance des paiements de ceux qui disposent de ressources pétrolières s'est améliorée. La hausse des cours et l'augmentation des ventes de produits miniers ont permis aux quelques pays exportateurs de minerais d'éviter un affaiblissement de leur situation économique et financière qui, pour certains d'entre eux, demeure néanmoins fragile. Les finances extérieures de la majorité des autres pays se sont dégradées, particulièrement celles des pays exportateurs de produits arachidières, fortement touchés par une baisse de production et par l'abondance des récoltes américaines d'oléagineux. Cette tendance générale défavorable a été accentuée dans certains États africains du Sahel par de mauvaises conditions climatiques et une récolte nettement inférieure à la moyenne.

Dans les pays non pétroliers, un fléchissement en termes réels du solde budgétaire courant a lourdement pesé sur le financement des investissements publics qui dépend désormais davantage des apports de capitaux étrangers.

Même les pays relativement prospères, dont l'économie est déjà assez diversifiée, tels la Côte-d'Ivoire et le Kenya, ont subi un ralentissement de la croissance économique, une évolution défavorable des finances publiques et une progression notable de l'endettement extérieur.

En **Grèce**, la croissance du PIB a été d'environ 4 % en 1979, contre 5 % en 1978. Cette progression est

surtout imputable à l'activité industrielle, car les bonnes récoltes de 1978 n'ont pu être renouvelées. La faiblesse de l'investissement industriel privé a persisté, mais les investissements du secteur public se sont considérablement accrus, tandis que la consommation se développait à un rythme soutenu et pesait sur les importations. L'augmentation de la facture pétrolière et des achats anticipés pour constitution de stocks dans l'industrie ont aussi contribué à un déficit record de la balance commerciale en dépit de l'essor rapide des exportations, ce qui a amené les autorités à prendre, en cours d'année, diverses mesures de restriction des importations. Malgré une nouvelle expansion des recettes au titre des services et transferts, le déficit de la balance des paiements courants s'est accru, et le gouvernement a dû fortement augmenter le montant de ses emprunts sur les marchés internationaux.

En **Turquie**, la croissance du PIB s'est de nouveau ralentie atteignant à peine 2 %, ce qui est inférieur à celle de la population. L'industrie a continué à souffrir de la pénurie d'énergie et de fournitures importées. Les investissements ont baissé, notamment dans le secteur privé, et l'utilisation des capacités est restée faible. L'inflation et le chômage déjà alarmants en 1978, se sont encore aggravés. Malgré l'augmentation des exportations et la limitation des importations, rendue nécessaire par la pénurie de devises, le déficit commercial s'est de nouveau accru et a atteint environ 2,5 milliards de dollars des États-Unis en raison, principalement, de la hausse des prix du pétrole. Toutefois, l'essor considérable des transferts effectués par les ouvriers turcs à l'étranger à la suite de la dévaluation de la livre, a permis de maintenir le déficit des paiements courants au niveau de l'année précédente. La situation de la balance des paiements de la Turquie n'en reste pas moins critique. La charge de la dette déjà lourde est en voie d'accroissement rapide, malgré les efforts de restructuration et les aides exceptionnelles accordées à des conditions favorables dans le cadre de l'OCDE.

Au **Portugal**, une moindre progression de la production manufacturière et la médiocrité des récoltes ont eu pour conséquence un nouveau ralentissement de la croissance économique qui a passé de 3,5 % en 1978 à 3 %. L'investissement a fléchi en volume et la consommation des ménages n'a que très peu augmenté.

Les recettes d'exportation et du tourisme et les transferts de fonds des travailleurs émigrés se sont accrus plus rapidement que les importations conduisant à un léger excédent de la balance des paiements courants.

En dépit des efforts pour modérer l'inflation et réduire le déficit budgétaire, la hausse des prix s'est poursuivie à un taux élevé. Le chômage est resté important.

En **Yougoslavie**, une vive expansion de la consommation et des investissements a entraîné une légère accélération du taux de croissance économique (7 % contre 6,6 % en 1978), une stagnation des exportations et une forte poussée des importations qui ont considérablement alourdi le déficit commercial. Le faible développement des recettes du tourisme et des transferts des travailleurs à l'étranger n'a pu empêcher le déficit de la balance des paiements courants de doubler par rapport à 1978. Les pressions inflationnistes se sont fortement accentuées et le chômage s'est maintenu à un niveau élevé.

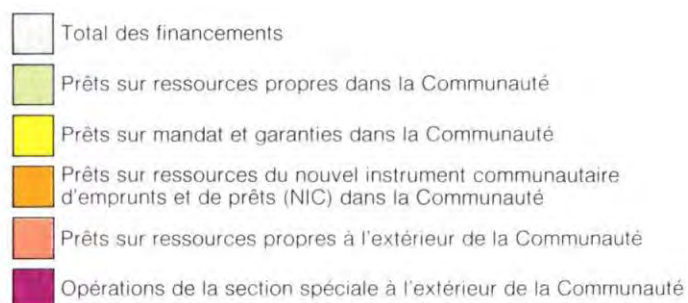
Dans l'ensemble des pays du **Maghreb** et du **Machrek**, à l'exception du Maroc, la croissance économique a été soutenue, atteignant des taux compris entre 7 % en Tunisie et en Jordanie, et 12 % à 13 % en Syrie et en Algérie. La présence ou l'absence de ressources en pétrole et en gaz sur leur territoire a déterminé dans une large mesure, pour chacun d'entre eux, la situation de la balance des

paiements, à l'amélioration de laquelle a pu contribuer, dans certains cas, l'évolution des recettes du tourisme et des transferts de revenus des travailleurs expatriés sans toutefois que ces divers éléments aient été suffisants pour éviter à certains un déficit plus ou moins ample. L'inflation a été le plus souvent de l'ordre de 20 %, sauf en Syrie où la hausse des prix n'a été que de quelque 10 %, et en Tunisie où elle s'est établie à un taux encore inférieur. L'importance des subventions à la consommation et des dépenses militaires a continué à peser sur la situation des finances publiques. Au Liban, le prolongement des hostilités a entravé la reconstruction économique. En règle générale, le financement des investissements nécessaires au développement économique est resté en grande partie subordonné à l'obtention d'aides et de crédits extérieurs, situation qui semble devoir persister ces prochaines années.

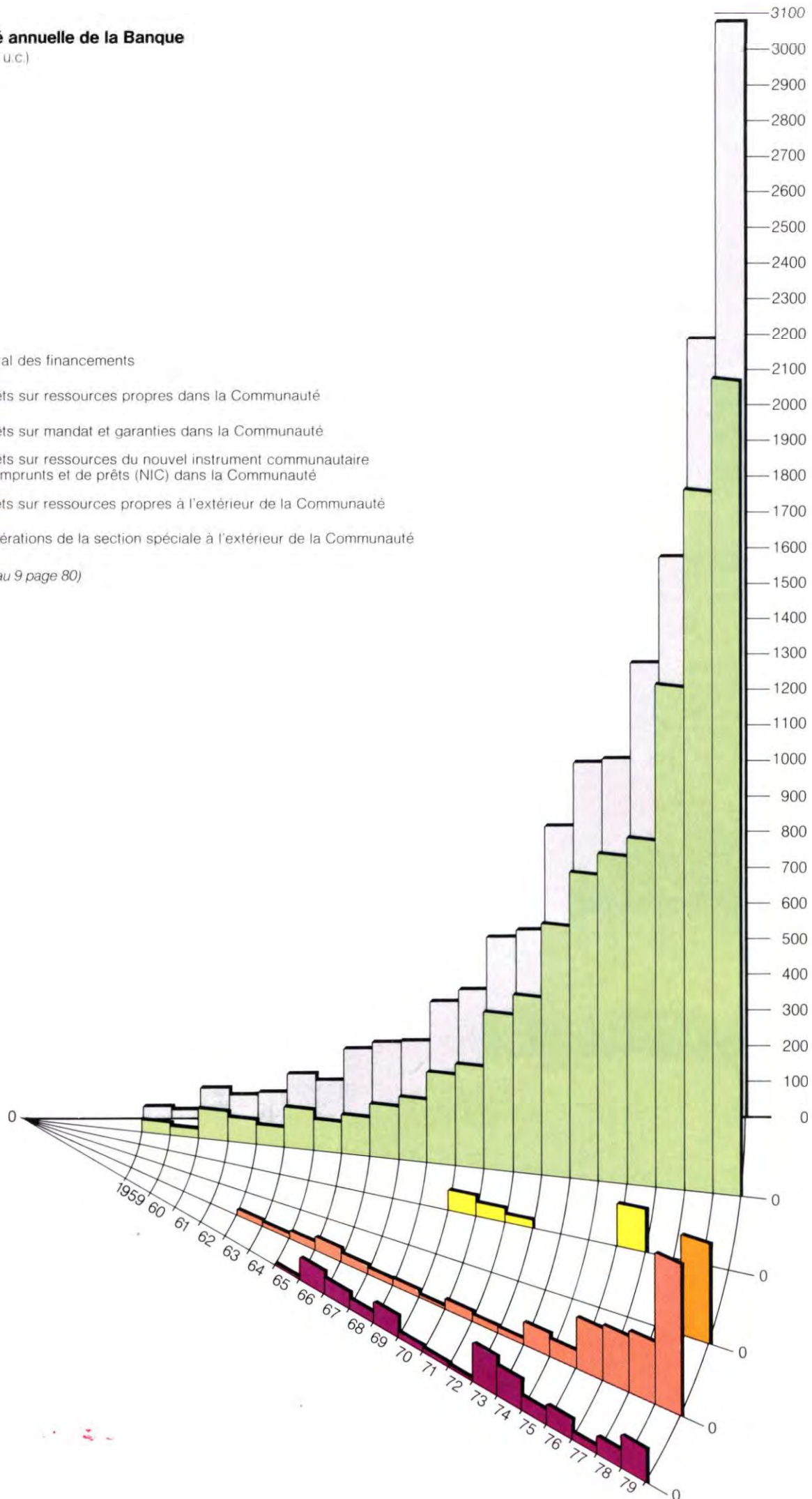
A **Chypre**, la croissance économique semble avoir été plus nette dans le Sud que dans le Nord grâce à un fort développement des initiatives privées. A **Malte**, l'activité économique est demeurée vive, mais l'essor du tourisme n'a pas suffi à éviter un nouveau déficit de la balance des paiements courants. En **Israël**, une forte accélération de l'inflation est allée de pair avec une croissance modérée du PIB.

Activité annuelle de la Banque

(millions u.c.)



(cf. tableau 9 page 80)



Financements accordés en 1979

La Banque consent principalement des prêts sur ses ressources propres (c'est-à-dire essentiellement le produit de ses emprunts sur les marchés des capitaux) et des garanties. Elle intervient, en outre, sur mandat et sur ressources des États membres ou de la Communauté en accordant des financements dans des pays tiers, en application de la politique de coopération économique et financière de la Communauté et, depuis 1979, dans les pays membres en accordant des prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC); ces financements, comptabilisés hors bilan dans la section spéciale, figurent dans les statistiques et comptes rendus d'activité de la Banque si la décision d'octroi des concours est du ressort de son Conseil d'Administration.

Les financements consentis par la Banque Européenne d'Investissement en 1979 ont atteint un montant total de 3 071,1 millions d'unités de compte ⁽¹⁾, contre 2 188,3 millions en 1978 et 1 571,5 millions en 1977. L'augmentation de 40,3 % par rapport à l'exercice précédent fait suite à une progression du même ordre de grandeur qu'en 1978. Les prêts sur

ressources propres ont atteint 2 702,1 millions (contre 2 140,4 millions en 1978, soit une progression de 26,2 %), et les opérations de la section spéciale 369 millions (contre 47,8 millions).

Comme le montre le tableau 1, les financements dans la Communauté ont atteint, en 1979, 2 281,2 millions sur les ressources propres de la Banque et 277 millions sur les ressources du NIC, soit au total 2 558,2 millions ou 83,3 % de l'ensemble des financements. Les concours à l'extérieur de la Communauté se sont élevés à 420,9 millions sur les ressources propres de la Banque et 92 millions sur les ressources budgétaires de la Communauté, soit au total 512,9 millions.

L'encours des prêts sur ressources propres et des garanties est passé de 8 352,7 millions au 31 décembre 1978 à 10 325,9 millions au 31 décembre 1979, augmentant ainsi de 23,6 %. Les garanties principales dont sont assortis les prêts en cours figurent à la note 2 de l'annexe B des états financiers (page 73).

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, tous les montants cités sont exprimés en unités de compte (cf. page 8). Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et les totaux obtenus par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.

Tableau 1: **Financements accordés en 1979 et de 1958 à 1979**

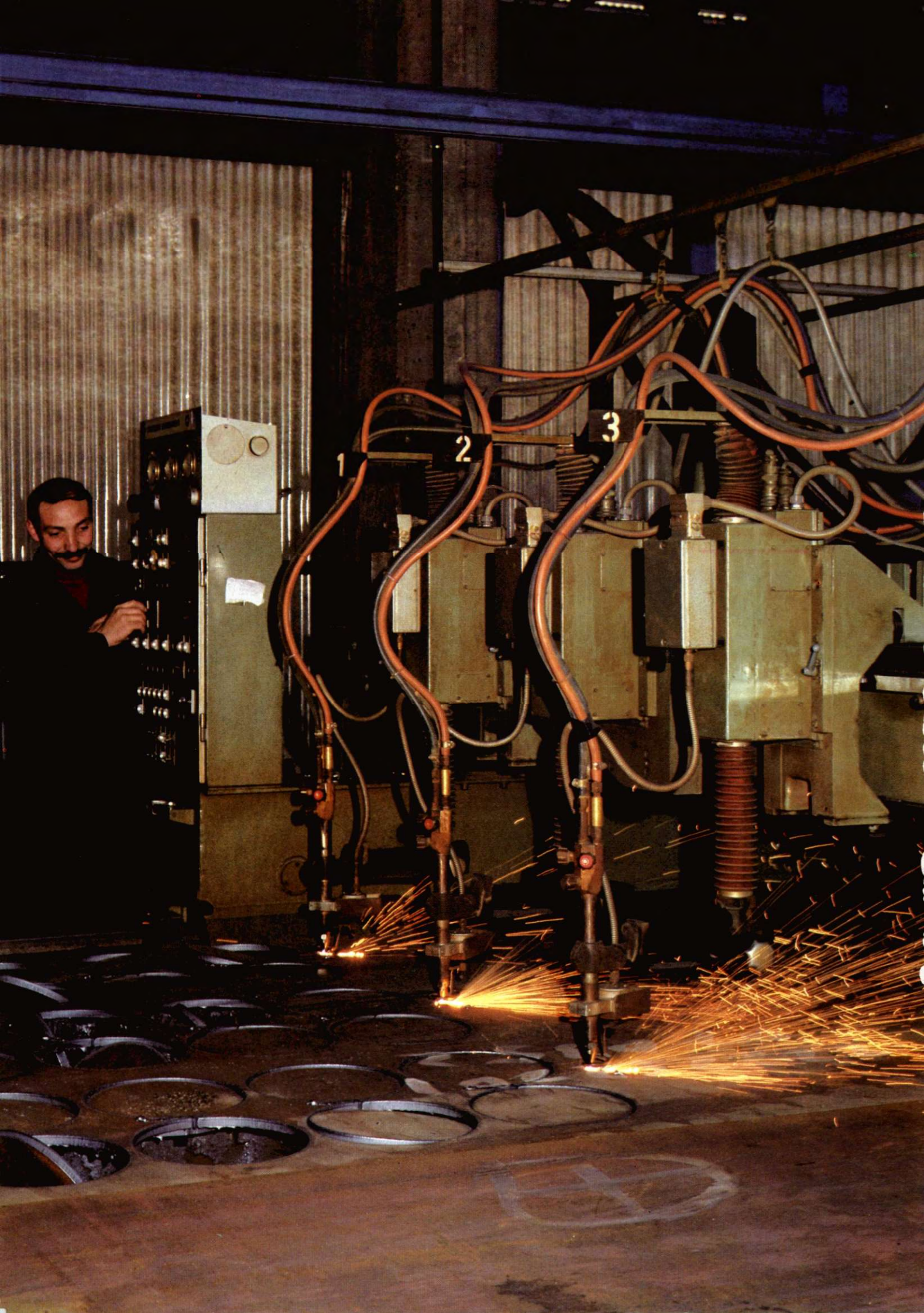
Répartition globale selon l'origine des ressources et la localisation des projets d'investissements

	1979			1958—1979 ⁽³⁾		
	Nombre	Montant (millions u.c.)	%	Nombre	Montant (millions u.c.)	%
Prêts sur ressources propres et garanties						
à l'intérieur de la Communauté	115	2 281,2 ⁽¹⁾	74,3	861	11 654,5 ⁽¹⁾	84,7
à l'extérieur de la Communauté	36	420,9	13,7	142	1 165,8	8,4
Total	151	2 702,1	88,0	1 003	12 820,3	93,1
Opérations de la section spéciale (cf. page 71)						
à l'intérieur de la Communauté, sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts	9	277,0 ⁽²⁾	9,0	9	277,0 ⁽²⁾	2,0
à l'extérieur de la Communauté, sur les ressources des États membres ou de la Communauté	20	92,0	3,0	152	667,7	4,9
Total	29	369,0	12,0	161	944,7	6,9
Total général	180	3 071,1	100,0	1 164	13 765,0	100,0
dont — à l'intérieur de la Communauté	124	2 558,2	83,3	870	11 931,5	86,7
— à l'extérieur de la Communauté	56	512,9	16,7	294	1 833,5	13,3

⁽¹⁾ Dont prêts bonifiés dans le cadre du SME: 791 millions d'unités de compte

⁽²⁾ Dont prêts bonifiés dans le cadre du SME: 87,4 millions d'unités de compte

⁽³⁾ Cf. note 1 du tableau 2, page 24.



Financements dans la Communauté

En 1979, les prêts accordés pour des projets d'investissements localisés dans les pays membres ont atteint 2 281,2 millions d'unités de compte sur les ressources propres de la Banque contre 1 966,5 millions en 1978, soit une progression de 16 %. Les neuf premiers prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC) sont venus s'y ajouter pour un total de 277 millions.

Le montant total de ces prêts s'est ainsi élevé à 2 558,2 millions; l'augmentation globale, de 30 %, faisant suite à celles de 40 % en 1978 et de 29 % en 1977, tend à répondre, dans une situation économique toujours difficile, à la demande formulée par le Conseil Européen en mars 1977, pour que la Banque, d'une part, et la Commission des Communautés Européennes, d'autre part, renforcent leur action en faveur de la création d'emplois, d'un niveau accru d'investissements et de l'atténuation des divergences économiques entre les pays membres.

La bonification d'intérêt de 3 %, par an instaurée dans le cadre du système monétaire européen (SME) et financée sur des crédits inscrits au budget des Communautés pour certains prêts, sur les ressources propres de la Banque et sur celles du NIC, en faveur d'investissements réalisés dans les États membres les moins prospères participant effectivement et entièrement au mécanisme du SME, est entrée en application au cours du second semestre 1979.

Un montant total de 878,4 millions de prêts a ainsi fait l'objet de bonifications d'intérêts, ce qui représente environ un tiers du montant total des prêts accordés dans les pays membres.

Les financements dans la Communauté consentis par la Banque sur ses **ressources propres** en 1979 sont présentés en détail aux pages 42 à 46: ils sont comptabilisés dans son bilan.

Les opérations sur les ressources du **NIC** sont décrites page 47; elles sont reprises hors bilan dans la section spéciale instituée par le Conseil des Gouverneurs pour comptabiliser les opérations que la Banque effectue sur mandat et pour le compte de tiers.

Les tableaux pages 24, 38, 39 et 40 donnent des ventilations distinctes des prêts sur les ressources propres de la Banque et des prêts sur les ressources du NIC; ils présentent, en outre, ces ventilations pour le montant total des concours sur ces deux catégories de ressources dont l'impact économique est apprécié de façon plus significative au niveau de cet ensemble.

Les prêts sur ressources propres et les prêts sur les ressources du NIC sont accordés en fonction d'objectifs et de critères analogues; ils ont contribué, en 1979, au financement des mêmes projets; il convient donc de donner une vue de l'ensemble de ces ressources mises en œuvre dans la Communauté et des principaux aspects économiques des projets financés; tel est l'objet des commentaires ci-après (pages 23 à 41). Ces opérations peuvent être considérées selon trois points de vue: les objectifs de politique économique à la réalisation desquels les projets financés contribuent, leur ventilation par secteur d'activité ou type d'infrastructure et leur localisation.

*Les objectifs de politique économique auxquels les financements sur les **ressources propres de la Banque** doivent répondre dans la Communauté sont définis par l'article 130 du Traité de Rome. En pratique, les financements de la Banque s'appliquent:*

*— en priorité à des investissements contribuant au développement économique des régions en difficulté — **investissements d'intérêt régional**;*

*— à des investissements présentant un intérêt commun à plusieurs États membres ou à la Communauté dans son ensemble — qualifiés ci-après **investissements d'intérêt commun européen**;*

soit parce qu'ils contribuent à l'intégration économique de l'Europe (infrastructures de communications: autoroutes, voies ferrées et navigables, télécommunications; investissements résultant d'une coopération technique et économique étroite entre entreprises de pays membres différents. . .),

soit parce qu'ils concourent à la réalisation d'objectifs communautaires tels que la protection de l'environnement, l'introduction de technologies avancées et, surtout, un approvisionnement en énergie plus diversifié et plus sûr,

*— à des investissements tendant à la **modernisation**, à la **conversion** d'entreprises ou à la **création d'activités** nouvelles rendues nécessaires par les difficultés structurelles.*

Tableau 2: **Financements dans la Communauté en 1979 et de 1958 à 1979**

Répartition selon les objectifs de politique économique

Objectifs de politique économique	sur ressources propres de la Banque		sur ressources du NIC		1979	
	Montant (millions u.c.)	%	Montant (millions u.c.)	%	Montant (millions u.c.)	%
Développement régional	1 570,6	100,0	152,2		1 722,8	100,0
Belgique	8,7	0,5	—		8,7	0,5
Danemark	15,6	1,0	—		15,6	0,9
Allemagne	4,0	0,3	—		4,0	0,2
France	123,8	7,9	—		123,8	7,2
Irlande	252,9	16,1	86,7		339,6	19,7
Italie	683,4	43,5	39,6		723,0	42,0
Luxembourg	—	—	—		—	—
Pays-Bas	—	—	—		—	—
Royaume-Uni	482,2	30,7	25,9		508,1	29,5
Modernisation et conversion d'entreprises	30,8	100,0	—		30,8	100,0
Intérêt commun européen	921,1	100,0	124,8		1 045,9	100,0
Energie	785,9	85,3	124,8		910,7	87,1
Développement des ressources internes de la Communauté	553,1	60,0	124,8		677,9	64,8
<i>hydro-électricité et géothermie</i>	84,6	9,2	45,4		130,0	12,4
<i>nucéaire</i>	305,6	33,1	—		305,6	29,2
<i>hydrocarbures</i>	45,0	4,9	—		45,0	4,3
<i>combustibles solides</i>	115,3	12,5	79,4		194,7	18,6
<i>énergies alternatives</i>	2,6	0,3	—		2,6	0,2
Economies d'énergie	68,5	7,4	—		68,5	6,6
Diversification des importations ⁽²⁾	164,3	17,9	—		164,3	15,7
<i>gaz naturel</i>	124,9	13,6	—		124,9	12,0
<i>électricité, charbon</i>	39,4	4,3	—		39,4	3,8
Communications	32,3	3,5	—		32,3	3,1
Transports	32,3	3,5	—		32,3	3,1
<i>Chemins de fer</i>	—	—	—		—	—
<i>Routes et ouvrages d'art</i>	6,7	0,7	—		6,7	0,6
<i>Transports maritimes</i>	—	—	—		—	—
<i>Transports aériens</i>	25,6	2,8	—		25,6	2,4
Télécommunications	—	—	—		—	—
Autres infrastructures	—	—	—		—	—
Protection de l'environnement	5,0	0,6	—		5,0	0,5
Coopération industrielle	90,4	9,8	—		90,4	8,6
Technologies nouvelles-Recherche	7,5	0,8	—		7,5	0,7
— à déduire pour tenir compte des doubles emplois dans le cas de financements justifiés simultanément par référence à plusieurs objectifs	— 241,3	—	—		— 241,3	—
Total	2 281,2		277,0		2 558,2	

(1) Montants aux prix et aux taux de change courants; une récapitulation sur une aussi longue période doit être interprétée avec prudence: en effet les données relatives aux différentes années sont affectées par le mouvement des prix et les variations des taux de change intervenus de 1958 à 1979.

(2) Par exemple gazoducs, investissements permettant d'accroître les importations d'électricité, équipement de centrales pour utilisation de charbon importé, etc.

1958—1979 (1)		Objectifs de politique économique
sur ressources propres de la Banque		
Montant (millions u.c.)	%	
8 551,1	100,0	Développement régional
83,8	1,0	Belgique
134,9	1,6	Danemark
372,6	4,3	Allemagne
1 287,6	15,1	France
606,7	7,1	Irlande
3 951,1	46,2	Italie
4,0	—	Luxembourg
70,5	0,8	Pays-Bas
2 039,9	23,9	Royaume-Uni
243,3	100,0	Modernisation et conversion d'entreprises
4 457,8	100,0	Intérêt commun européen
3 165,8	70,9	Energie
2 524,1	56,5	Développement des ressources internes de la Communauté
213,0	4,8	hydro-électricité et géothermie
1 420,8	31,9	nucléaire
666,8	14,9	hydrocarbures
220,9	4,9	combustibles solides
2,6	—	énergies alternatives
74,0	1,7	Economies d'énergie
567,7	12,7	Diversification des importations (2)
472,9	10,6	gaz naturel
94,8	2,1	électricité, charbon
850,8	19,1	Communications
760,6	17,1	Transports
103,9	2,3	Chemins de fer
550,6	12,4	Routes et ouvrages d'art
47,9	1,1	Transports maritimes
58,2	1,3	Transports aériens
90,2	2,0	Télécommunications
21,2	0,5	Autres infrastructures
25,6	0,6	Protection de l'environnement
364,4	8,2	Coopération industrielle
30,0	0,7	Technologies nouvelles-Recherche
— 1 597,7	—	— à déduire pour tenir compte des doubles emplois dans le cas de financements justifiés simultanément par référence à plusieurs objectifs
11 654,5		Total

Les projets retenus par la Banque peuvent, le plus souvent, être classés par référence à un seul objectif de politique économique: toutefois, certains d'entre eux contribuent simultanément à plusieurs objectifs. Ainsi, en 1979, des prêts sur ressources propres, pour 241,3 millions, concernent des investissements d'intérêt régional qui présentent également un intérêt commun européen (234,3 millions) ou qui concourent à la modernisation et à la conversion d'entreprises (7 millions).

Les financements accordés par la Banque sur les **ressources du NIC** doivent satisfaire aux règles directrices fixées à ce sujet par le Conseil des Communautés et sur la base desquelles la Commission des Communautés Européennes décide de l'éligibilité des projets. De même, les conditions d'octroi des bonifications d'intérêt instituées dans le cadre du SME font l'objet d'un règlement particulier (cf. introduction p. 11).

Aux termes de la décision du Conseil des Communautés Européennes autorisant une première tranche de 500 millions, les investissements financés sur les ressources du **NIC** peuvent être regroupés en deux grandes catégories:

— des infrastructures et équipements énergétiques contribuant à la réduction des disparités régionales et à l'amélioration de la situation de l'emploi, et qu'on peut de ce fait classer avec les opérations d'intérêt régional;

— des projets dans le domaine de l'énergie, lorsqu'ils contribuent à une plus grande indépendance, sécurité et diversification de l'approvisionnement ou qu'ils assurent le développement, l'exploitation, le transport et le stockage de ressources énergétiques, ou encore qu'ils contribuent aux économies d'énergie et au développement de ressources énergétiques alternatives; on peut classer ces projets avec les investissements d'intérêt commun européen.

La Banque a reçu mandat pour l'octroi de ces prêts au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté. La Banque reçoit les demandes de prêts, puis, après décision de la Commission des Communautés Européennes sur l'éligibilité de chaque projet, conformément aux procédures prévues par ses statuts et suivant ses critères habituels, instruit ces demandes, décide de l'octroi des prêts et les administre. La Commission négocie les emprunts et verse les fonds empruntés à la Banque qui en assure le placement temporaire en cas de besoin.

Sur la première tranche du NIC, la Banque a octroyé et signé, conjointement avec la Commission des Communautés Européennes, neuf prêts d'un montant total de 277 millions. Les projets financés sont localisés au Royaume-Uni (105,3 millions), en Irlande (86,7 millions) et en Italie (85 millions) (cf. page 47). Six prêts pour 152,2 millions concernent des projets d'infrastructures et des équipements énergétiques contribuant à la réduction des disparités régionales par l'amélioration de l'approvisionnement en eau (Irlande, Ecosse et Pouilles) et en électricité (Irlande), ainsi que par le développement des dessertes routières et des télécommunications (Irlande); trois prêts pour 124,8 millions ont été accordés pour des investissements qui répondent aux objectifs prioritaires de la Communauté dans le domaine de l'énergie, en développant ses ressources internes: deux centrales hydro-électri-

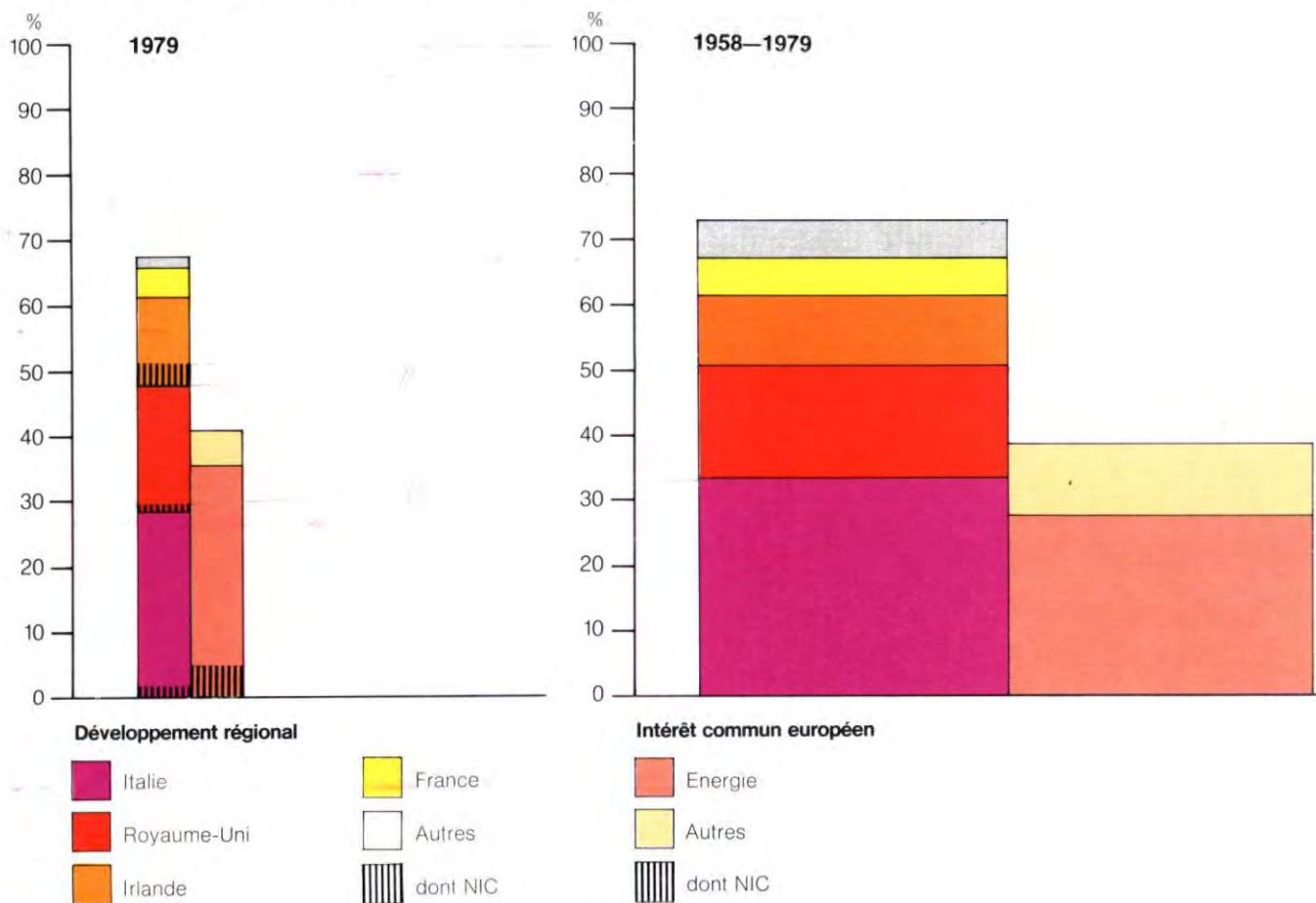
ques dans le Piémont et au Pays de Galles et des centrales géothermiques en Toscane.

Parmi les financements accordés sur les ressources propres de la Banque et les ressources du NIC, 33 prêts d'un montant total de 878,4 millions ont été assortis de la bonification de 3 % par an instituée dans le cadre du SME (cf. page 11) ⁽¹⁾. Il s'agit de 29

⁽¹⁾ Compte tenu en outre d'une bonification d'intérêt mise en place début 1980 pour le prêt n° 121 sur les ressources du NIC (cf. page 47), ce sont au total 34 prêts accordés qui ont été bonifiés pour un montant total de 913,3 millions (29 prêts pour 791 millions sur ressources propres de la Banque et cinq sur celles du NIC pour 122,3 millions). Il est à noter que les montants en unités de compte des prêts bonifiés cités dans le présent rapport diffèrent légèrement de ceux retenus par la Commission des Communautés Européennes dans son rapport annuel sur les bonifications SME: les conversions en unités de compte ayant été effectuées sur la base de taux observés à des dates différentes.

Financements dans la Communauté en 1979 et de 1958 à 1979

Répartition selon les principaux objectifs de politique économique ⁽¹⁾



⁽¹⁾ Certains projets contribuent simultanément à plusieurs objectifs, (cf. page 25 et tableau 2 page 24).

prêts sur ressources propres (791 millions) et de quatre prêts sur ressources du NIC (87,4 millions). Les projets concernés sont localisés en Italie (618,9 millions) et en Irlande (259,5 millions). Le crédit budgétaire de 200 millions destiné à couvrir en 1979 le montant total actualisé de la bonification d'intérêt a ainsi été engagé à l'exception d'un solde de 3,4 millions à reporter sur l'exercice 1980. Les prêts qui ont été assortis de la bonification d'intérêt au titre du SME sont mentionnés de façon appropriée aux chapitres relatifs à la présentation des contrats de prêts sur les ressources propres de la Banque (page 42 à 46) et des contrats de prêts sur les ressources du NIC (page 47).

* *

Le développement de l'ensemble de l'activité de prêt, tant sur les ressources propres de la Banque que sur celles du NIC, s'est traduit par des transferts importants de capitaux extérieurs vers les pays et régions où les problèmes structurels sont les plus aigus; le financement des investissements prioritaires en a été facilité et leur réalisation s'en est trouvée accélérée, dans la mesure notamment où certaines difficultés résultant, selon les pays, tantôt de la réticence des investisseurs nationaux à s'engager à long terme, tantôt de problèmes de balance des paiements, ont pu ainsi être surmontées.

Le montant des prêts accordés sur les deux catégories de ressources pour des investissements contribuant au développement de régions en difficultés s'est accru, en 1979, de 18,2 % et représente plus des deux tiers de l'activité de la Banque dans la Communauté. Les neuf dixièmes du montant de ces concours portent sur des projets en Italie, au Royaume-Uni et en Irlande. Les prêts pour des projets d'intérêt commun européen ont augmenté davantage encore (plus 58 %) et spécialement ceux qui servent les objectifs énergétiques de la Communauté (plus 67 %).

Les prêts pour de grandes équipements énergétiques et hydrauliques (adduction, épuration, irrigation) ont fortement progressé et conservent avec les prêts en faveur des grandes infrastructures de transport et de télécommunications, une place prépondérante dans l'activité de la Banque. Mais les prêts pour des projets dans le secteur de l'industrie, et accessoirement de l'agriculture et des services, accordés d'ailleurs uniquement sur ressources propres, ont connu une très nette reprise. Ils ont été constitués, pour une part croissante, par des crédits sur prêts

globaux affectés à des initiatives de petite et moyenne dimension dont le nombre a presque triplé et le montant, presque doublé.

Les prêts accordés en 1979 ont contribué au financement de 515 investissements (contre 235 en 1978), y compris les initiatives ayant fait l'objet d'affectations de crédits sur prêts globaux; leur coût total peut être estimé à près de 7,1 milliards. Ces prêts ont couvert en moyenne 32,3 % du coût des projets (contre 28,1 % en moyenne en 1978) et 36,2 % compte tenu des prêts sur les ressources du NIC. C'est pour les projets de taille moyenne ou modeste que ces pourcentages de financement ont été les plus substantiels.

Les investissements financés en 1979 devraient assurer directement la création de quelque 24 000 emplois permanents (contre 11 000 en 1978) et la stabilisation de près de 11 000 autres, principalement dans l'industrie.

Les équipements du secteur de l'énergie et les diverses infrastructures, en particulier l'aménagement des eaux, favorisent à terme la création d'un nombre important d'emplois permanents, surtout de façon indirecte du fait des activités productives dont elles conditionnent le développement. En outre, les travaux et fournitures nécessaires à la construction de ces équipements — comme celle des installations industrielles — exercent d'importants effets temporaires directs et indirects sur l'emploi durant des périodes de construction parfois relativement longues. Ces effets temporaires des investissements au financement desquels la Banque a contribué en 1979, peuvent être estimés à près de 500 000 hommes-années, soit l'équivalent de quelque 145 000 emplois durant les deux premières années, puis progressivement moins ensuite. Si l'on tient compte des effets analogues exercés par les projets financés au cours des deux exercices précédents, c'est probablement un effectif total d'environ 360 000 travailleurs dont l'activité a été soutenue en 1979.

Prêts pour des investissements d'intérêt régional

Le montant des prêts consentis pour des investissements contribuant au développement régional s'élève à 1 570,6 millions sur les ressources propres de la Banque et à 152,2 millions sur les ressources du NIC, soit au total à 1 722,8 millions. Ces prêts s'appliquent à des investissements situés en Italie pour 42 % de leur montant total, 29,5 % au Royaume-Uni, près de 20 % en Irlande,

un peu plus de 7 % en France et pour des montants plus faibles au Danemark, en Belgique et en Allemagne. Ils concernent des réseaux d'irrigation et d'adduction d'eau et des installations d'épuration des eaux usées (477,3 millions sur ressources propres et 90,1 millions sur ressources du NIC), des équipements énergétiques (344,2 millions sur ressources propres et 24,7 millions sur ressources du NIC), les télécommunications (265,3 millions sur ressources propres et 18 millions sur ressources du NIC), des infrastructures de transport (121,6 millions sur ressources propres et 19,4 millions sur ressources du NIC), et l'industrie (352,1 millions sur ressources propres).

Près des deux tiers du montant total des financements portent sur des projets dans des régions très prioritaires: Irlande, Mezzogiorno, Irlande du Nord et Groenland. Près des quatre cinquièmes des concours intéressent des régions où le taux de chômage est supérieur de plus d'un quart à la moyenne communautaire.

En Italie, après la progression de plus de 80 % enregistrée en 1978, année au cours de laquelle les prêts de la Banque pour le développement régional avaient atteint 688,7 millions, les prêts sur les ressources propres de la Banque ont atteint 683,4 millions et les prêts sur les ressources du NIC 39,6 millions. L'ensemble des concours s'est élevé à 723 millions dont plus des neuf dixièmes concernent le Mezzogiorno.

Dans le Mezzogiorno, près de 60 % des financements portent sur des projets localisés dans les Pouilles, les Abruzzes, en Sicile et près de 30 % sur des investissements intéressant plusieurs régions, dans les domaines de l'énergie, des télécommunications et des prêts globaux.

Les prêts pour des projets d'irrigation et d'adduction d'eau ont fortement augmenté et atteint 239 millions sur les ressources de la Banque (contre 147,7 millions en 1978) auxquels s'ajoutent 39,6 millions sur les ressources du NIC, soit au total 279,2 millions. Les financements sur ressources propres de la Banque dans le secteur de l'énergie ont atteint 140 millions et ceux pour des infrastructures de transports et de télécommunications 81,9 millions. Les prêts pour des projets industriels (219,1 millions sur ressources propres contre 126,9 millions en 1978) ont vivement progressé; ils concernent pour l'essentiel des investissements dans les secteurs de l'automobile ou des pneumatiques et, des prêts globaux en faveur de petites et moyennes initiatives industrielles.

Environ le tiers des concours dans le Sud intéresse les Pouilles. Outre un prêt pour une usine de moteurs automobiles, ils portent principalement sur

des infrastructures hydrauliques communes à plusieurs régions, élaborées et réalisées par la Cassa per il Mezzogiorno, tels que l'aqueduc du Pertusillo dont dépend l'approvisionnement en eau potable d'une zone peuplée d'un million et demi d'habitants, principalement dans la province de Bari, et les ouvrages nécessaires à l'irrigation de 20 000 ha dans la province de Tarente et de 23 600 ha au sud-est de Foggia.

Des prêts ont été accordés pour deux projets destinés à approvisionner en eau les provinces d'Avellino et Benevento (**Campanie**) ainsi qu'à irriguer et drainer 11 800 ha de terres agricoles dans la province de Campobasso (**Molise**).

Le gazoduc entre l'Algérie et l'Italie — environ 55 % du gaz transporté approvisionnera le Mezzogiorno — a fait l'objet de deux nouveaux prêts, l'un pour la traversée de la Sicile, d'ouest en est, l'autre pour le franchissement du détroit de Messine et la traversée de la Calabre.

En Sicile, outre un prêt global, les financements de la Banque ont porté sur l'aménagement de la zone industrielle de Syracuse, la construction de la rocade ouest de Catane destinée à améliorer les liaisons entre l'autoroute de Palerme et les zones industrielles de Syracuse et Augusta, la restructuration et la modernisation d'une usine de pneumatiques près de Messine.

Dans le secteur automobile, dont certaines capacités de production sont progressivement transférées du nord de l'Italie vers le sud, de nouveaux concours ont été accordés pour la construction d'une usine de véhicules utilitaires légers à Atezza dans les Abruzzes et de deux unités de production, l'une d'injecteurs pour moteurs diesel dans les Pouilles et l'autre de boîtes de vitesse à Termoli en Molise. La construction de logements pour les travailleurs de cet établissement et pour ceux des usines de Cassino et Sulmona a également fait l'objet d'un prêt. La Banque a aussi contribué au financement de l'agrandissement et de la modernisation d'une fabrique de produits alimentaires surgelés, à Cisterna di Latina dans le Latium.

Elle a enfin poursuivi ses concours en faveur du développement d'industries manufacturières diversifiées dans le Mezzogiorno en concluant trois prêts globaux pour un montant total de 79,1 millions avec des instituts intermédiaires pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension: l'ISVEIMER — Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale —, l'IMI — Istituto Mobiliare Italiano — et l'IRFIS — Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia.

En 1979, 94 crédits pour un montant total de 35,5 millions ont été affectés sur des prêts globaux en cours en faveur de petites et moyennes industries et des exploitations d'élevage dans le Mezzogiorno. Les investissements ainsi financés sont localisés surtout dans les Abruzzes (21 crédits pour 6,7 millions), la Campanie (17 crédits pour 6,4 millions), le Latium (15 crédits pour 8,3 millions) et la Sardaigne (10 crédits pour 5,4 millions), puis la Basilicate et les Pouilles (8 crédits chacun pour respectivement 3,1 et 2,5 millions), la Calabre (7 crédits pour 0,7 million), la Sicile (5 crédits pour 0,7 million), la Molise (3 crédits pour 1,7 million). Le montant moyen de ces crédits, de l'ordre d'un peu moins de 0,4 million, est en baisse par rapport à la moyenne de 0,5 million aux prix courants enregistrée de 1969 à 1978.

En-dehors du Mezzogiorno, la Banque est également intervenue en faveur de projets d'intérêt régional pour un montant total de 56,6 millions, d'une part, par un prêt destiné au renforcement du réseau de transport d'électricité dans la région de **Frioul-Vénétie Julienne** et trois prêts en faveur d'usines de matériel biomédical dans le **Piémont**, de fabrications métalliques en **Toscane** et de pneumatiques dans la partie

centrale du Latium, d'autre part, par deux prêts globaux au Mediocredito Centrale et à la Centrobanca (Banca Centrale di Credito Popolare).

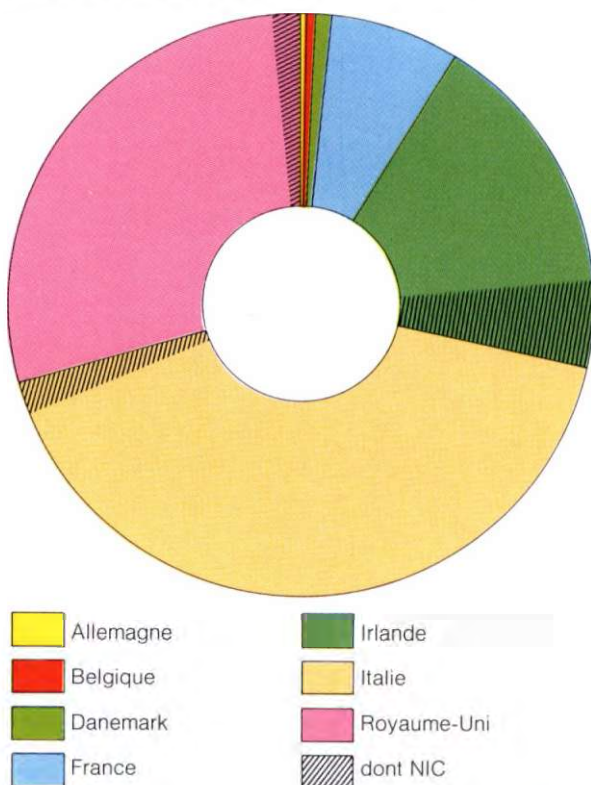
En 1979, 34 crédits pour un montant total de 13,2 millions ont été affectés sur des prêts globaux en faveur de petites et moyennes initiatives des zones moins développées du centre et du nord de l'Italie. Les investissements ainsi financés sont localisés dans le Trentin Haut-Adige (12 crédits pour 5,3 millions), la Toscane (7 crédits pour 1,4 million), le Frioul-Vénétie Julienne (7 crédits pour 0,9 million), l'Ombrie (4 crédits pour 3,4 millions) et les Marches (4 crédits pour 2,2 millions). Le montant moyen de ces crédits est du même ordre de grandeur que de ceux affectés dans le sud.

Au **Royaume-Uni**, la Banque a accordé pour des projets d'intérêt régional 482,2 millions sur ses ressources propres ⁽¹⁾, contre 351,9 millions en 1978, et 25,9 millions sur les ressources du NIC, soit au total 508,1 millions.

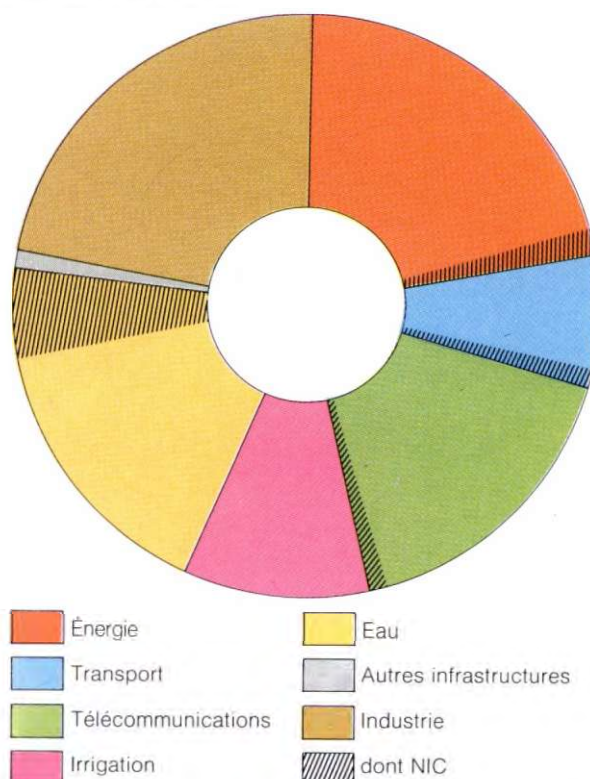
⁽¹⁾ non compris les affectations de crédits sur les contrats de mandat et de garantie (voir page 31)

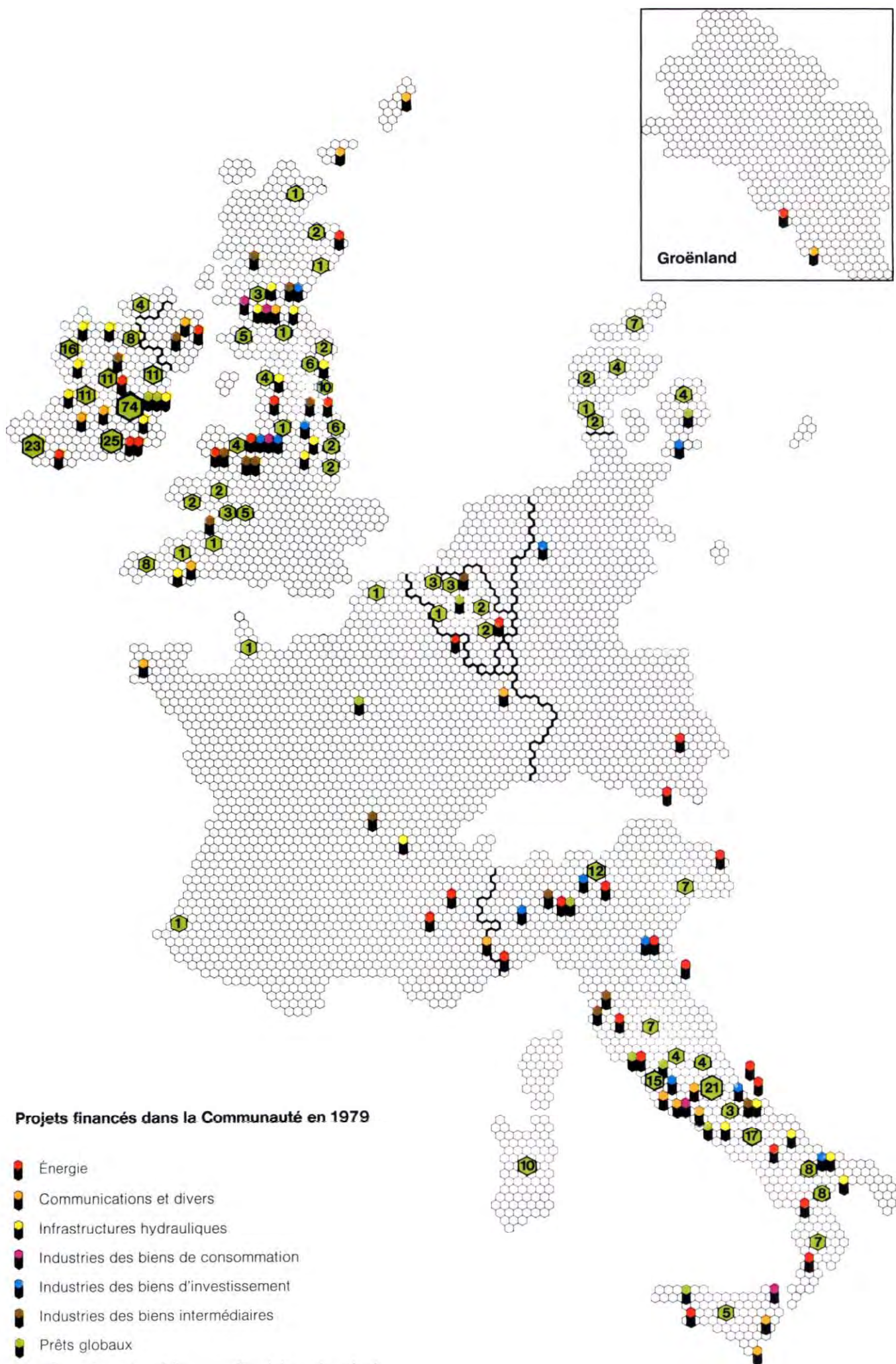
Prêts d'intérêt régional accordés en 1979

Répartition selon la localisation



Répartition par secteur





Ces prêts s'appliquent principalement à des investissements en infrastructures tendant à faciliter le développement et la conversion des régions, notamment des projets d'adduction d'eau et d'épuration des eaux usées (151,3 millions sur ressources propres et 25,9 millions sur ressources du NIC pour un projet en Ecosse), des infrastructures de communication (148,6 millions sur ressources propres), et des équipements énergétiques (118,3 millions sur ressources propres). Ils portent également sur une gamme diversifiée de projets industriels (64 millions sur ressources propres). Ils concernent les principales régions assistées, l'Ecosse (92,3 millions sur ressources propres et 25,9 millions sur les ressources du NIC, soit au total 118,2 millions), le Pays de Galles (108,6 millions), l'Irlande du Nord (77,7 millions), le Nord-Ouest (54 millions), le Nord (46,5 millions), le Yorkshire & Humberside (46 millions), le Sud-Ouest (11,2 millions); ces derniers prêts uniquement sur ressources propres.

En **Ecosse**, trois des projets financés sont liés à l'activité pétrolière en Mer du Nord: la centrale électrique de Peterhead qui peut brûler du gaz associé à l'extraction de pétrole, l'aménagement du port pétrolier de Sullom Voe sur la principale des îles Shetland, et différentes infrastructures connexes à des installations portuaires dans l'archipel des Orcades. Trois prêts sur ressources propres et un sur les ressources du NIC ont été accordés à des agences régionales chargées de l'aménagement des eaux, d'une part, dans le Strathclyde conjointement avec la construction de l'autoroute Monkland traversant Glasgow, d'autre part, en faveur de diverses zones industrielles à Grangemouth, Falkirk, Stirling et Alloa et de la ville nouvelle de Cumbernauld dans le centre de la région, et enfin, pour des équipements hydrauliques et routiers dans le Lothian, notamment pour la ville nouvelle de Livingston.

Cinq autres prêts sur ressources propres concernent des projets industriels: une usine d'aluminium à Lochaber, deux usines à Dundee, l'une d'équipements pour l'exploitation pétrolière et l'autre de raccords pour tuyauteries, la modernisation d'une imprimerie à Glasgow, et l'extension d'une fabrique de whisky à Dumbarton.

Dans les autres régions du Royaume-Uni, les prêts pour des projets d'intérêt régional ont été consentis uniquement sur les ressources propres de la Banque.

Le principal prêt au **Pays de Galles** vise à renforcer le réseau de télécommunications. En outre, quatre prêts contribuent au développement d'activités industrielles diversifiées: dans le nord de la Principauté, deux usines d'emballages pour boissons et

aliments à Wrexham, dans le sud-est, une usine de laine minérale à Bridgend et une fabrique de pièces en matière plastique à Blaenau. Enfin, un prêt a été accordé pour le développement des réseaux de transport d'électricité, projet concernant aussi le Nord-Ouest.

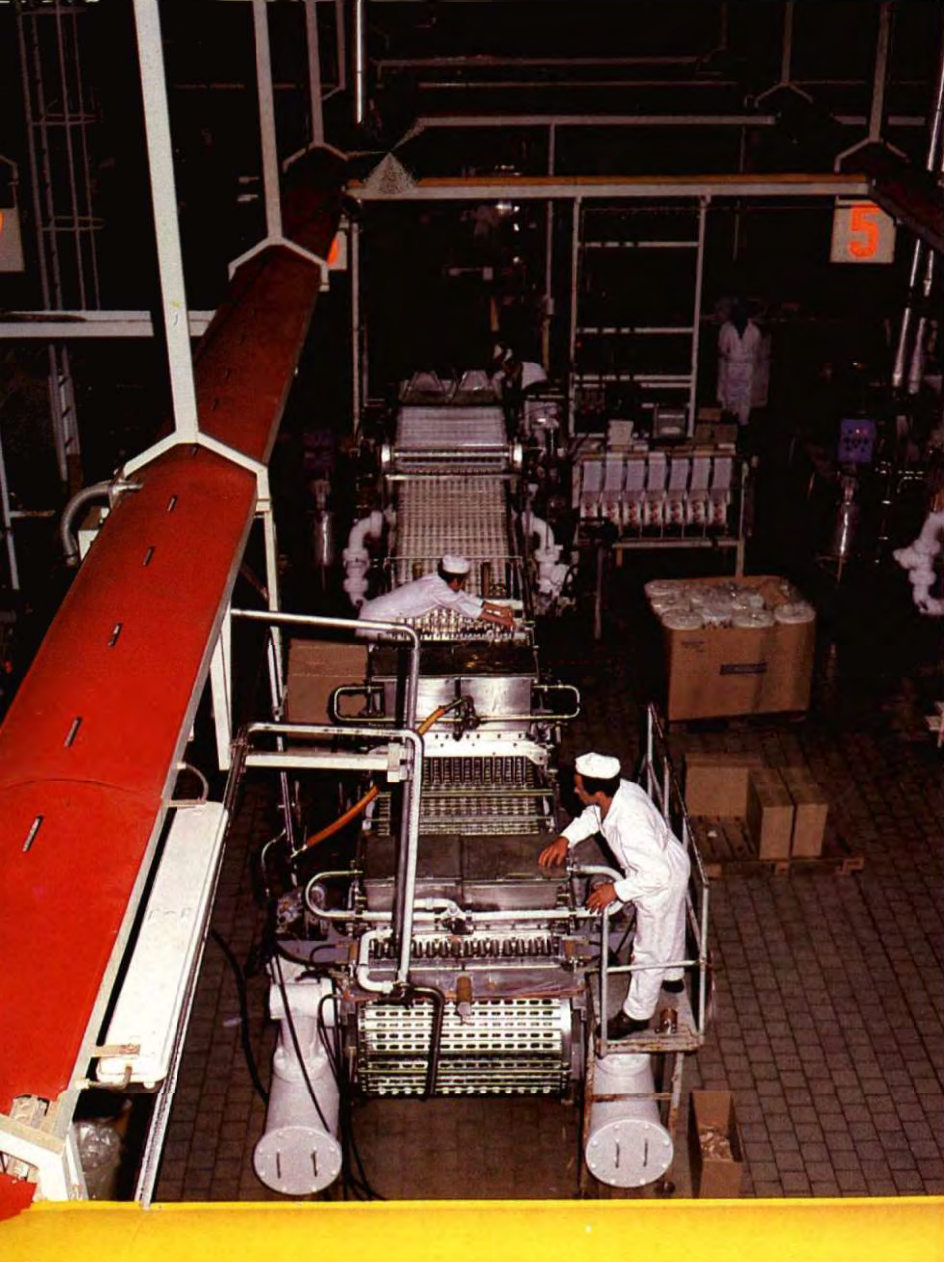
En **Irlande du Nord**, le prêt pour la centrale thermique de Kilroot a été assorti d'une bonification d'intérêt de trois points sur les ressources du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER); il s'agit du premier cas d'application de cette forme de concours prévue, depuis 1975, dans le règlement instituant le FEDER. Deux autres prêts contribuent à financer le renforcement du réseau routier dans les zones de Belfast et Londonderry et la modernisation de fabriques de pneumatiques à carcasse radiale à Belfast et à Ballymena.

Dans le **Nord**, le **Nord-Ouest** et dans le **Yorkshire & Humberside**, la Banque a apporté son concours à plusieurs projets d'adduction d'eau, de collecte et de traitement des eaux usées, qui s'inséreront dans l'aménagement des zones industrielles de Tyneside, de Merseyside et de Sheffield, ainsi que de l'ouest et du sud du Yorkshire. Elle a aussi accordé des prêts pour la construction d'une fabrique de pompes à Leeds, d'une manufacture de mobilier à Runcorn, d'une fabrique de tuyaux et de produits pour le bâtiment à Brandon, d'une usine de turbo-compresseurs à Skelmersdale et, dans cette même localité, pour la modernisation d'une fabrique de câbles de télécommunications.

Dans le **Sud-Ouest**, deux prêts ont été consentis pour l'aménagement de zones industrielles et d'un aéroport dans le Devon et pour des adductions d'eau de la région de Plymouth.

Enfin, les deux contrats de mandat et de garantie conclus avec le gouvernement britannique en 1977 et 1978 ont donné lieu à l'affectation, avec l'accord de la Banque, de 72 crédits pour un montant total de 50,3 millions. Ces initiatives sont localisées principalement dans le Nord (28 crédits pour 19,6 millions), le Pays de Galles (17 crédits pour 8,9 millions), l'Ecosse (13 crédits pour 8,3 millions) et le Sud-Ouest (9 crédits pour 8,3 millions); viennent ensuite le Yorkshire & Humberside (4 crédits pour 4,8 millions), et le Nord-Ouest (un crédit de 0,4 million).

Le montant total des prêts en **Irlande**, tous pour des projets d'intérêt régional, a triplé; il comprend 252,9 millions de prêts sur ressources propres et 86,7 millions sur les ressources du NIC, soit au total 339,6 millions contre 110 millions en 1978. Cet accroissement est imputable principalement aux concours accordés pour des projets du secteur de l'énergie (79,3 millions sur ressources propres et 24,7 millions



En 1979, l'industrie alimentaire a bénéficié de concours de la Banque pour un total de 29,8 millions d'u.c. (investissements localisés au Royaume-Uni, au Danemark, en Irlande et en Belgique).

Financements dans la Communauté

sur ressources du NIC), d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées (70,1 millions sur ressources propres et 24,7 millions sur ressources du NIC), des secteurs agricole, sylvicole et agro-industriel (37,1 millions sur ressources propres), ainsi que pour des investissements industriels (22,6 millions sur ressources propres). En outre, l'extension et la modernisation des télécommunications et l'amélioration du réseau routier ont fait l'objet d'interventions s'élevant à 43,9 millions sur ressources propres et 37,3 millions sur ressources du NIC.

Dans le secteur de l'énergie, les prêts concernent la construction d'une centrale thermique et l'installation de trois générateurs à turbines à gaz destinés à mieux répondre à la demande de pointe, à Aghada, dans la zone de Cork, principal centre industriel du pays après Dublin, ainsi que le renforcement du réseau irlandais de transport et de distribution d'électricité, la production, dans le centre du pays, de briquettes de tourbe pour l'usage domestique et la mise en exploitation de tourbières pour l'alimentation de centrales électriques qui fournissent 20 % de la production irlandaise d'électricité. Ces deux derniers projets au financement desquels la Banque a contribué depuis 1976 permettent de substituer la tourbe à quelque 450 000 tonnes de pétrole importé par an.

Les cinq grands projets d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées contribuent à améliorer les conditions du développement économique et industriel dans l'agglomération de Dublin, ainsi que dans 14 des 23 comtés des provinces de Connaught, Munster et Leinster. La Banque a, en outre, accordé un prêt pour le drainage de 58 000 ha de terres agricoles dans ces trois provinces. Pour la première fois dans la Communauté, elle a apporté son concours en faveur d'un projet comportant le reboisement d'environ 40 000 ha, la construction de routes d'exploitation forestière et l'acquisition de matériel d'abattage. Elle a, par ailleurs, accordé à l'Agricultural Credit Corporation un prêt global pour le financement de certains investissements de modernisation agricoles et d'initiatives agro-industrielles de petite dimension ainsi que deux nouveaux prêts globaux à l'Industrial Credit Company pour le financement de petits investissements industriels.

Sur les prêts globaux en cours, 183 crédits, d'un montant total de 20,6 millions, ont été affectés à des investissements industriels et agricoles de petite dimension (contre 23 crédits pour 2,7 millions en 1978). Le montant moyen de ces crédits est de l'ordre de 110 000 unités de compte.

Dans les autres pays membres, les prêts ont été consentis exclusivement sur les ressources de la Banque.

En **France**, les prêts pour des projets d'intérêt régional ont atteint 123,8 millions. L'essentiel de ces concours concerne l'extension et l'amélioration du réseau de télécommunications en Lorraine, région affectée notamment par la crise de la sidérurgie. En Bretagne et dans la région Rhône-Alpes, la Banque a consenti deux prêts, l'un pour une station de nettoyage des réservoirs des pétroliers à Brest, le second pour la construction du barrage de Villerest; ce dernier contribuera à la régularisation du cours de la Loire réduisant ainsi aussi bien la pénurie d'eau que les risques d'inondation en aval, tout en fournissant de l'électricité. En Auvergne, elle a octroyé un prêt pour la construction d'une usine de laine minérale pour isolation, à St-Eloy-les-Mines.

Enfin, la Banque a consenti un prêt global pour le financement de petites et moyennes infrastructures publiques d'intérêt régional, à la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales. En 1979, trois crédits d'un montant total de 4,4 millions ont été affectés sur ce prêt global pour des infrastructures portuaires à Cherbourg (Basse-Normandie), à Bayonne (Aquitaine) et à Calais (Nord-Pas-de-Calais).

Les deux tiers des prêts au **Danemark** concernent deux projets au Groenland (10,2 millions, sur un montant total de 15,6 millions): la construction d'une centrale thermique à Holsteinsborg sur la côte ouest et l'extension du réseau de télécommunications par ondes hertziennes. Un prêt a d'autre part été accordé pour l'extension d'une usine de matériel de traitement phytosanitaire dans l'île de Falster-Storstroms. Enfin, un nouveau prêt global a été conclu avec l'État danois. En 1979, 21 crédits ont été affectés, sur les prêts globaux en cours, pour un montant total de 5,5 millions, à de petites et moyennes initiatives dans les régions de développement, dont 4,5 millions dans le Vest for Storebaelt et un million dans l'Øst for Storebaelt.

Dans les autres pays membres, les interventions d'intérêt régional ont été plus limitées. En **Belgique**, un prêt a été accordé pour une usine de produits auto-adhésifs à usage industriel près de Turnhout (province d'Anvers) contribuant à y diversifier des activités industrielles encore très dépendantes des secteurs de l'habillement et de la chaussure. Par ailleurs, l'affectation de 11 crédits pour 6,2 millions en faveur d'initiatives industrielles localisées dans les zones d'aide régionale, épuise la totalité du montant d'un deuxième prêt global conclu avec la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. En **Allemagne**, l'octroi d'un prêt pour un investissement industriel dans le Westmünsterland contribuera à la diversification économique de cette zone.

Prêts pour des investissements d'intérêt commun européen

Le montant des prêts pour des investissements d'intérêt commun européen a atteint 921,1 millions sur les ressources propres de la Banque et 124,8 millions sur les ressources du NIC. Ces concours, d'un montant total de 1 045,8 millions, ont été affectés à raison de près de 90 % à des investissements qui répondent aux objectifs de la Communauté en matière d'énergie: développement des ressources énergétiques internes (533,1 millions sur ressources propres et 124,8 millions sur ressources du NIC), diversification des importations (164,3 millions sur ressources propres) et économies d'énergie (68,5 millions sur ressources propres). L'ensemble des investissements financés au cours des trois dernières années tendra à réduire d'environ 38 millions de tonnes les importations annuelles de pétrole de la Communauté, soit 8 % du plafond retenu comme objectif pour 1985 par le Conseil des Communautés Européennes.

Conformément aux orientations communautaires, la Banque a contribué au financement de projets visant à développer les ressources énergétiques internes. La production d'électricité d'origine nucléaire a bénéficié de cinq prêts d'un montant total de 254,1 millions sur ressources propres: pour deux centrales au Royaume-Uni à Hartlepool, dans le Teesside, et à Heysham, dans le Lancashire; en France, pour la centrale de Creys-Malville, dans les Alpes, dont le réacteur surrégénérateur à neutrons rapides permettra une consommation spécifique d'uranium moindre que celle des réacteurs nucléaires à eau légère, et pour l'amélioration des conditions de fonctionnement et de sécurité de la centrale ardennaise de Chooz; enfin, en Belgique pour la centrale de Tihange, près de Liège. Ces deux derniers projets d'une puissance totale de 1 200 MW, permettront, une fois achevés, d'économiser chaque année 1,6 million de tonnes d'équivalent pétrole. La production de ces cinq centrales contribuera à réduire les importations de pétrole de près de 6,5 millions de tonnes. Les équipements en amont des centrales nucléaires ont fait l'objet de deux prêts d'un montant total de 51,1 millions, l'un pour la poursuite de la construction de l'usine EURODIF d'enrichissement d'uranium par diffusion gazeuse au Tricastin, dans le sud-est de la France; l'autre, en Allemagne dans une zone à prédominance textile, pour un établissement d'assemblage de centrifugeuses destinées aux usines d'enrichissement d'uranium.

D'autre part, la Banque a, en qualité d'agent de l'EURATOM, signé conjointement avec la Commission des Communautés Européennes les contrats de prêts accordés pour les centrales nucléaires d'Alto Lazio en Italie (33,8 millions), de Doel en Belgique (50,2 millions) et Super-Phénix à Creys-Malville en France (68,3 millions). Comptabilisées hors bilan dans la section spéciale (cf. page 71) ces opérations, instruites et administrées par la Banque, ne sont pas retenues dans ses statistiques d'activité, la décision de financement étant prise par la Commission.

La Banque a aussi contribué au financement de deux centrales de stockage d'énergie par pompage (182,2 millions sur ressources propres et 114,3 millions sur ressources du NIC) qui utiliseront l'électricité produite pendant les heures creuses de la nuit pour accumuler un potentiel hydroélectrique en vue de la couverture des besoins de pointe: la centrale de l'Alto Gesso dans les Alpes italiennes d'une puissance de 1 190 MW, et celle de Dinorwic au Pays de Galles, d'une puissance de 1 680 MW, la plus grande d'Europe.

Trois autres projets dont le financement (17,7 millions de prêts sur ressources propres) a déjà été mentionné au titre de l'intérêt régional contribueront également à l'exploitation de ressources énergétiques communautaires: le barrage de Villerest en France qui comporte une centrale hydro-électrique d'une puissance de 60 MW, et en Irlande la mise en exploitation de tourbières pour l'alimentation de centrales thermiques et la construction d'une usine de briquettes.

La Banque a octroyé quatre prêts sur ressources propres d'un montant total de 24,2 millions pour la mise en valeur de petits gisements de gaz ou de pétrole, trois en mer Adriatique et deux dans le nord de l'Italie. Elle a consenti des prêts d'un montant total de 20,8 millions sur ressources propres pour différents investissements en Ecosse liés à l'exploitation pétrolière en mer du Nord et déjà mentionnés au titre de l'intérêt régional: l'extension du port pétrolier de Sullom Voe dans les Shetlands, l'amélioration des équipements portuaires des Orcades, et l'extension d'un atelier d'équipements pour l'industrie pétrolière à Dundee.

Enfin, la Banque a accordé deux prêts pour des projets destinés à l'utilisation d'énergies alternatives, l'un sur ressources du NIC pour la construction de cinq centrales électriques utilisant l'énergie géothermique, l'autre sur ses ressources propres pour la restructuration et la modernisation d'établissements produisant des panneaux solaires pour le chauffage, ce dernier dans une zone en difficulté de la Toscane.

Les interventions en faveur d'investissements visant à la diversification des importations ont porté en premier lieu sur le renforcement du réseau de gazoducs (124,9 millions sur ressources propres): un tronçon, long de 470 km, du gazoduc déjà cité, destiné à l'approvisionnement en gaz algérien de la Communauté, en particulier du Mezzogiorno italien; l'acquisition par la Société SAIPEM d'équipements de pose de conduites terrestres qui seront utilisés principalement pour le gazoduc Algérie-Italie; la construction du gazoduc MEGAL, destiné à l'acheminement du gaz naturel en provenance d'Union Soviétique.

En outre, la Banque a accordé un prêt sur ressources propres pour un aménagement hydro-électrique au Zillertal (Tyrol autrichien) dont la production est destinée pour moitié au réseau allemand. Ce projet, en dehors des pays membres, a été financé en raison de son intérêt pour l'approvisionnement en énergie de la Communauté, sur autorisation

spéciale accordée par le Conseil des Gouverneurs de la Banque conformément à l'article 18 de ses statuts.

Les financements pour des projets contribuant à des économies d'énergie se sont élevés à 68,5 millions sur ressources propres contre 5,5 millions en 1978. Ils concernent, en Italie, la création d'un système de gestion intégrée de la production et du transport d'énergie électrique, le réseau de chauffage urbain de la ville de Brescia, la modernisation d'une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité dans une usine à Magenta; au Groenland, la connexion de la nouvelle centrale électrique de Hols-teinsborg avec le réseau de chauffage urbain; en Ecosse, la restructuration d'une usine d'aluminium permettant une meilleure utilisation de l'énergie électrique et, au Pays de Galles, une usine de laine minérale pour l'isolation thermique des bâtiments. Ces trois derniers investissements ont déjà été mentionnés au titre de leur intérêt régional (11,5 millions au total).

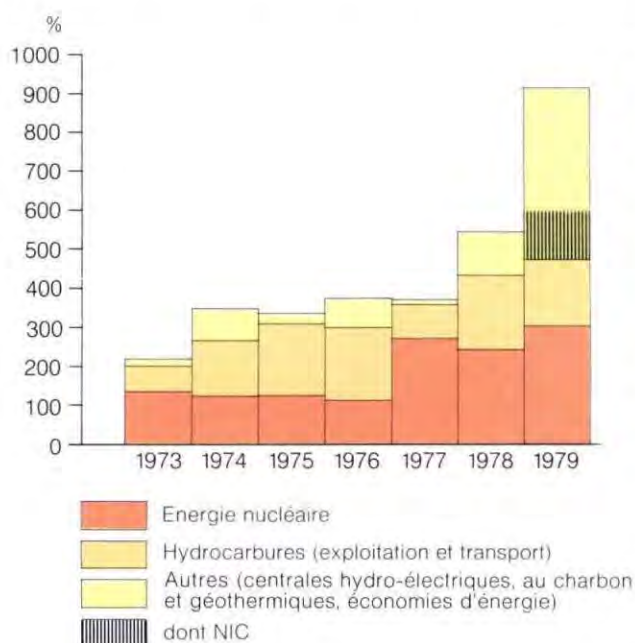
Les infrastructures de **transport** d'intérêt commun européen ont bénéficié de deux prêts (32,3 millions sur ressources propres): l'un pour le tunnel du Fréjus qui ouvrira entre la vallée de l'Arc (Savoie), et celle de Rochemolles (Piémont) une nouvelle route accessible en toute saison, l'autre pour l'achat de huit avions Airbus A 300 B 4 par Alitalia, qui prévoit leur affectation à des liaisons intra-communautaires.

Deux prêts sur ressources propres, d'un montant total de 90,4 millions, ont été consentis en Italie pour des initiatives industrielles, qui, tout en présentant un intérêt régional, résultent de la **coopération entre des sociétés originaires de plusieurs États membres**: la construction d'une usine de véhicules utilitaires légers dans les Abruzzes par une société créée par Fiat et Peugeot-Citroën et la création de nouvelles installations de production d'équipements de haute technologie à usage bio-médical, par une société spécialisée italienne qui travaille en coopération étroite avec des organismes belge et français.

La Banque a consenti un prêt sur ressources propres pour l'extension d'une station de télécommunications par satellites dans les Abruzzes, région moins développée, en considération aussi de sa contribution au développement de **techniques avancées** d'intérêt communautaire. Enfin, le prêt sur ressources propres en faveur d'une station de nettoyage de réservoirs des pétroliers et d'épuration des eaux de ballast en Bretagne, déjà mentionné parmi les interventions d'intérêt régional, contribuera à la **protection de l'environnement** dans une zone de la Communauté particulièrement menacée par la pollution pétrolière.

Financements d'intérêt commun dans le secteur de l'énergie de 1973 à 1979

millions u.c.



Prêts pour des investissements de modernisation et de conversion d'entreprises

La Banque a accordé 30,8 millions de prêts sur ressources propres pour des investissements qui, visant la modernisation, la conversion d'entreprises et la création d'activités nouvelles, contribuent à renforcer et à diversifier l'industrie dans quatre régions du centre et du nord de l'Italie fortement dépendantes de certaines activités en déclin. Ces prêts concernent la construction d'une usine d'équipements électromécaniques à Dalmine (Lombardie), la restructuration d'installations de production d'éthylène et d'acétylène à Rosignano, en Toscane, de deux usines de carrosserie pour tracteurs et pour voitures de grand tourisme à Modène et Maranello en

Emilie-Romagne, ainsi que la modernisation d'une usine de pneumatiques pour véhicules agricoles à Tivoli, dans le Latium central; ce dernier projet présente également un intérêt régional.

En outre, parmi les financements d'intérêt régional, 99,2 millions portent sur des initiatives industrielles dans des zones de conversion, dont près du tiers sous forme de crédits affectés sur prêts globaux pour de petites et moyennes initiatives, et 390,6 millions s'appliquent à des infrastructures favorisant l'implantation d'activités économiques nouvelles dans ces mêmes zones. Le montant total des prêts sur ressources propres pour des investissements contribuant directement ou indirectement à la modernisation ou à la conversion d'entreprises ou encore à la création de nouvelles possibilités d'emploi dans des zones frappées par les difficultés de certains secteurs, s'élève à 520,6 millions.

Répartition sectorielle

Les prêts pour des investissements dans le secteur de l'énergie ont atteint 997 millions sur les ressources propres de la Banque et 149,5 sur celles du NIC, soit au total 1 146,5 millions et près de 45 % de l'ensemble des financements dans la Communauté. Les prêts pour des adductions d'eau, des équipements d'épuration des eaux et des travaux d'irrigation se sont élevés à 477,3 millions sur ressources propres et 90,1 millions sur ressources du NIC, soit 567,4 millions au total; les prêts pour des infrastructures de transport et télécommunications ont été de 419,2 millions sur ressources propres et de 37,4 millions sur celles du NIC (456,6 millions au total). Enfin, 377,6 millions de prêts sur ressources propres ont été accordés pour des investissements industriels et, dans une moindre mesure, agricoles et de services.

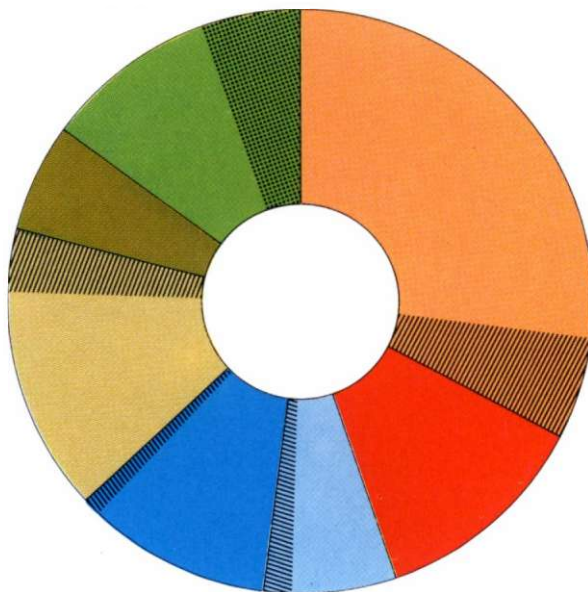
La forte augmentation du montant total des prêts dans le secteur de l'énergie (près de 60 % par rapport à 1978) concerne surtout des centrales hydro-électriques et thermiques (338,1 millions sur ressources propres et 139 millions sur ressources du NIC) et l'énergie nucléaire (301,6 millions sur ressources propres); les financements sur ressources propres pour l'exploitation et le transport d'hydrocarbures (149,1 millions) et pour des lignes de transport d'électricité (185,2 millions) sont demeurés d'un niveau élevé; enfin divers concours ont été accordés, sur les deux catégories de

ressources, pour l'exploitation de gisements de tourbe, l'énergie géothermique et le chauffage urbain. Plus des trois quarts du montant de ces financements s'appliquent à des investissements d'intérêt commun européen, le reste a été affecté à des équipements d'intérêt régional.

L'ensemble des prêts pour les diverses **autres infrastructures** représentent environ 40 % des concours de l'exercice. Les prêts pour des travaux d'irrigation et de drainage destinés à améliorer et à diversifier la production agricole sur quelque 113 000 ha dans le sud de l'Italie et en Irlande se sont élevés à 160,1 millions sur ressources propres; les prêts en faveur d'installations d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées nécessaires aux activités économiques dans les régions de développement et de conversion, ont atteint 317,2 millions sur ressources propres et 90,1 millions sur ressources du NIC. Certains de ces financements, en Sicile et surtout en Ecosse, font partie de projets d'aménagement de zones industrielles comportant également des équipements routiers pour l'accès à ces zones et leur desserte intérieure. Des montants substantiels ont été accordés pour des routes, des aménagements portuaires, des équipements aéronautiques (153,9 millions sur ressources propres et 19,4 millions sur ressources du NIC) ainsi que pour les télécommunications dans le Mezzogiorno, au Pays de Galles, en Lorraine, en Irlande et au Groenland (265,3 millions sur ressources propres et 18 millions sur ressources

Prêts dans la Communauté en 1979

Répartition par secteur



Énergie

- Production
- dont NIC
- Transports

Communications et divers

- Transport et divers
- dont NIC
- Télécommunications
- dont NIC

Infrastructures hydrauliques

- Eau
- dont NIC
- Irrigation

- Industrie, agriculture et services
- dont prêts globaux

du NIC). La Banque a en outre accordé sur ses ressources propres, en Italie, un prêt pour la construction de logements pour travailleurs, et en France, un prêt global à une institution publique de crédit pour le financement de petites infrastructures réalisées par des collectivités locales.

Les prêts sur ressources propres pour des investissements dans les secteurs de l'**industrie**, de l'**agriculture** et des **services** se sont élevés à 377,6 millions contre 262,6 millions en 1978; cette progression a été particulièrement vive en Italie. Dans l'en-

semble, les montants les plus importants intéressent des projets des secteurs de l'automobile, de la mécanique, de la transformation du caoutchouc, des industries du papier et du bois ainsi qu'un projet de développement de la sylviculture en Irlande. Environ 21 % du montant des prêts dans ces secteurs portent sur des industries de biens de consommation, 34 % sur des industries de biens intermédiaires et 45 % sur des industries de biens d'investissements.

Dix prêts globaux (137,1 millions contre 99,9 en 1978) conclus avec des institutions intermédiaires en Italie (101,1 millions), en Irlande, en Belgique et au Danemark permettront l'octroi de crédits, d'un montant unitaire compris entre 25 000 unités de compte et 4 millions, en faveur de petites et moyennes initiatives dans les régions en difficulté de ces pays.

Les affectations de crédits sur prêts globaux ont vivement progressé en 1979: 415 petites et moyennes initiatives ont obtenu 131,4 millions contre 155 pour 72,2 millions en 1978; leur montant unitaire s'est abaissé de 0,46 million en 1978 à 0,32 million. Les initiatives financées sont localisées principalement en Irlande (183 pour 20,6 millions) et en Italie (128 pour 48,8 millions); le complément se répartit entre le Royaume-Uni, (72 pour 50,3 millions) le Danemark (21 pour 5,5 millions) et la Belgique (11 pour 6,2 millions). Près de 22 millions de crédits intéressent 97 initiatives des industries mécaniques et près de 23 millions, 85 initiatives dans l'agro-alimentaire et l'agriculture. Les autres crédits ont été affectés en majeure partie à des investissements dans les industries de la chimie, du textile et du cuir, du papier, de la transformation du caoutchouc et dans les secteurs liés à la construction.

Les crédits sur prêts globaux accordés en 1979 représentent plus du tiers du montant total des concours de la Banque en faveur de l'industrie, de l'agriculture et des services. Ils fournissent une contribution particulièrement efficace au développement régional en favorisant la multiplication d'activités industrielles diversifiées dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. Les investissements ainsi financés devraient aboutir à la création de plus de 10 000 postes de travail permanents, soit près de la moitié des emplois créés directement par les projets financés. L'investissement par emploi créé directement n'est que de 31 500 unités de compte en moyenne, alors qu'il s'établit à 68 000 pour les projets industriels de plus grande dimension financés par des prêts individuels. Près des neuf dixièmes du nombre des affectations et plus des deux tiers de leur montant ont été attribués à des entreprises indépendantes employant moins de 500 personnes.

Tableau 3: **Financements dans la Communauté en 1979**

Répartition par secteur

3.1. **Sur les ressources propres de la Banque**

Secteurs	Nombre		Montant (millions u.c.)		
	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	% du montant total
Energie, Communications et autres infrastructures	74	3	1 903,6	4,4	83,4
Energie	31		997,0		43,7
Production	22		686,9		30,1
Energie nucléaire ⁽¹⁾	6		301,6		13,2
Centrales thermiques	5		116,4		5,1
Centrales hydro-électriques	4		221,7		9,7
Centrale de production de chaleur	1		11,3		0,5
Exploitation d'hydrocarbures	4		24,2		1,1
Extraction de combustibles solides	2		11,7		0,5
Transport	9		310,1		13,6
Lignes d'électricité	5		185,2		8,1
Gazoducs et oléoducs	4		124,9		5,5
Communications	20	3	419,2	4,4	18,4
Transports	14	3	153,9	4,4	6,8
Routes et ouvrages d'art	7		99,6		4,4
Transports maritimes	6	3	28,7	4,4	1,3
Transports aériens	1		25,6		1,1
Télécommunications	6		265,3		11,6
Infrastructures hydrauliques	21		477,3		20,9
Aménagements agricoles	4		160,1		7,0
Eau (captage, distribution, épuration)	17		317,2		13,9
Logements	1		2,6		0,1
Prêt global (part non affectée) ⁽²⁾	1		7,5		0,3
Industrie, Agriculture et Services	459	415	377,6	131,4	16,6
Industrie	411	378	343,4	125,8	15,0
Industrie extractives	10	10	5,9	5,9	0,3
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	8	7	4,3	2,8	0,2
Matériaux de construction	26	24	16,2	10,7	0,7
Industrie du bois	39	38	17,4	8,5	0,8
Verre et céramique	11	11	4,7	4,7	0,2
Industrie chimique	26	25	22,6	13,8	1,0
Ouvrages en métaux et mécanique	105	97	55,2	22,0	2,4
Automobiles, matériel de transport	10	5	108,6	2,7	4,7
Construction électrique, électronique	18	16	11,3	1,8	0,5
Produits alimentaires	58	55	29,8	19,9	1,3
Textiles et cuirs	26	26	9,8	9,8	0,4
Pâte à papier, papier	33	29	24,9	12,7	1,1
Transformation du caoutchouc et mal. plastiques	31	26	26,6	7,4	1,2
Autres industries	8	7	5,6	2,5	0,2
Bâtiments génie civil	2	2	0,6	0,6	
Agriculture, forêts, pêche	31	30	25,8	3,0	1,1
Services	7	7	2,6	2,6	0,2
Tourisme	3	3	1,6	1,6	0,1
Autres services	4	4	1,0	1,0	0,1
Prêts globaux (part non affectée) ⁽²⁾	10		5,8		0,3
Total	533	418	2 281,2	135,8	100,0

3.2. Sur les ressources du NIC

Secteurs	Nombre		Montant (millions u.c.)		% du montant total
	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	
Energie, Communications et autres infrastructures	9		277,0		100,0
Energie	4		149,5		54,0
Production	4		149,5		54,0
Centrales thermiques	1		24,7		8,9
Centrales hydro-électriques	2		114,3		41,3
Centrales géothermiques	1		10,5		3,8
Communications	2		37,4		13,5
Transports	1		19,4		7,0
Routes et ouvrages d'art	1		19,4		7,0
Télécommunications	1		18,0		6,5
Infrastructures hydrauliques	3		90,1		32,5
Eau (captage, distribution, épuration)	3		90,1		32,5
Total	9		277,0		100,0

3.3 Sur les ressources de la Banque et du NIC

Energie, Communications et autres infrastructures	83	3	2 180,6	4,4	85,2
Énergie	35		1 146,5		44,8
Production	26		836,4		32,7
Énergie nucléaire ⁽¹⁾	6		301,6		11,8
Centrales thermiques	6		141,1		5,5
Centrales hydro-électriques	6		336,0		13,1
Centrales géothermiques et de production de chaleur	2		21,8		0,9
Exploitation d'hydrocarbures	4		24,2		0,9
Extraction de combustibles solides	2		11,7		0,5
Transport	9		310,1		12,1
Lignes d'électricité	5		185,2		7,2
Gazoducs et oléoducs	4		124,9		4,9
Communications	22	3	456,6	4,4	17,8
Transports	15	3	173,3	4,4	6,8
Routes et ouvrages d'art	8		119,0		4,7
Transports maritimes	6	3	28,7	4,4	1,1
Transports aériens	1		25,6		1,0
Télécommunications	7		283,3		11,0
Infrastructures hydrauliques	24		567,4		22,2
Aménagements agricoles	4		160,1		6,3
Eau (captage, distribution, épuration)	20		407,3		15,9
Logements	1		2,6		0,1
Prêt global (part non affectée)	1		7,5		0,3
Industrie, Agriculture et Services (cf. supra 3.1.)	459	415	377,6 *	131,4	14,8
Total	542	418	2 558,2	135,8	100,0

(1) Non compris 152,3 millions de prêts EURATOM instruits et administrés par la Banque

(2) Différence entre le montant des prêts globaux accordés en 1979 (respectivement 12,0 et 137,1 millions) et celui des crédits affectés durant l'exercice sur l'ensemble des prêts globaux en cours.

Répartition selon la localisation des investissements financés

Les projets financés en 1979 sont situés à raison de plus des quatre cinquièmes en Italie, au Royaume-Uni et en Irlande, pays où les problèmes régionaux revêtent une ampleur et une acuité particulières. Dans ces trois pays, la Banque a accordé 1 897,3 millions de prêts sur ses ressources propres et 277 millions sur celles du NIC soit au total 2 174,3 millions. En Italie et en Irlande certains de ces prêts ont bénéficié de la bonification d'intérêt de 3 % instituée dans le cadre du SME.

Avec un montant de 905,4 millions sur ressources propres et de 85 millions sur les ressources du NIC soit au total 990,4 millions, contre 845,1 millions en 1978, c'est en Italie que les financements ont été de loin les plus importants; ils représentent près de 40 % du montant total des prêts de la Banque dans la Communauté. Plus des deux tiers de ces concours ont été assortis de bonifications d'intérêt au titre du SME: 568,8 millions de prêts sur ressources propres et 50,1 millions de prêts sur ressources du NIC.

Les investissements financés sont situés en majeure partie dans le Mezzogiorno. Ils relèvent à raison de 32,3 % du secteur de l'énergie, où d'importants investissements sont nécessaires en raison du degré élevé de dépendance du pays à l'égard des importations de pétrole. Une part importante, 28,3 % du total, a été octroyée pour des adductions d'eau, et surtout des travaux d'irrigation destinés à améliorer la productivité de l'agriculture méridionale. Les prêts en faveur de projets industriels, en nette progression, constituent près du quart de l'ensemble des financements en Italie.

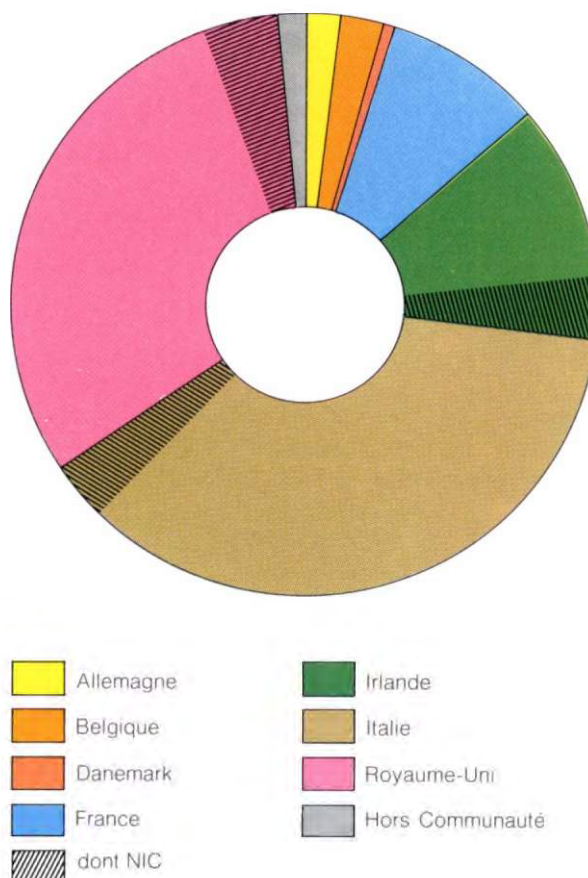
Au Royaume-Uni les financements ont atteint 739 millions sur les ressources propres de la Banque et 105,3 millions sur celles du NIC, soit au total 844,3 millions, contre 430,7 millions en 1978. Près des deux tiers de ce total concernent des projets d'intérêt régional; les financements pour des investissements énergétiques d'intérêt commun européen n'en ont pas moins triplé.

Plus de la moitié de l'ensemble de ces prêts concerne des centrales électriques et des lignes à haute tension. Un nombre accru de prêts a été accordé pour des investissements d'entreprises industrielles.

Le montant des prêts en Irlande a atteint 252,9 millions sur ressources propres et 86,7 millions sur les ressources du NIC, soit au total 339,6 millions

Prêts dans la Communauté en 1979

Répartition selon la localisation du projet d'investissement



contre 117,4 millions en 1978. Les prêts sont destinés à financer des infrastructures de base (80,6 %), principalement énergétiques et hydrauliques, et des investissements de petite dimension dans l'industrie et l'agriculture (19,4 %). Plus des trois quarts du montant des financements en Irlande ont été assortis de la bonification d'intérêt au titre du SME: 222 millions de prêts sur ressources propres et 37,3 millions de prêts sur les ressources du NIC.

Tous les autres prêts ont été consentis sur ressources propres de la Banque. En France un montant total de 222,7 millions de prêts a été accordé principalement pour des investissements nucléaires et le développement des télécommunications. Les financements en Belgique (58,4 millions) et en Allemagne, (47,8 millions), concernent essentiellement des investissements du secteur nucléaire et des gazoducs; au Danemark, 15,6 millions ont été

affectés principalement au développement des infrastructures du Groenland; enfin, un prêt accordé pour un projet en Autriche au titre de l'article 18 des statuts, contribue à la construction d'une centrale hydro-électrique dont la moitié de la production est destinée à la Communauté.

Prêts dans la Communauté en 1979

Répartition selon la localisation du projet d'investissement et par grand secteur

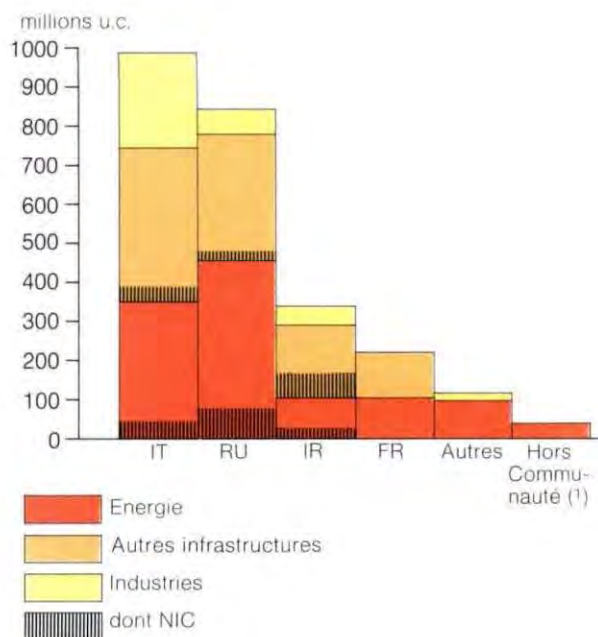


Tableau 4: **Financements dans la Communauté en 1979 et de 1958 à 1979** ⁽¹⁾

Répartition selon la localisation du projet d'investissement

	1979						1958—1979	
	sur ressources propres de la Banque		sur ressources du NIC	Total		sur ressources propres de la Banque		
	Montant (millions u.c.)	%		Montant (millions u.c.)	%	Montant (millions u.c.)	%	
Belgique	58,4	2,5	—	58,4	2,3	232,6	2,0	
Danemark	15,6	0,7	—	15,6	0,6	207,8	1,8	
Allemagne	47,8	2,1	—	47,8	1,9	886,8	7,6	
France	222,7	9,8	—	222,7	8,7	2 031,2	17,4	
Irlande	252,9 ⁽⁴⁾	11,1	86,7 ⁽⁵⁾	339,6	13,3	614,1	5,3	
Italie	905,4 ⁽⁴⁾	39,7	85,0 ⁽⁵⁾	990,4	38,7	4 789,8	41,1	
Luxembourg	—	—	—	—	—	9,0	0,1	
Pays-Bas	—	—	—	—	—	105,2	0,9	
Royaume-Uni	739,0	32,4	105,3	844,3	33,0	2 628,1	22,5	
Hors Communauté ⁽²⁾	39,4	1,7	—	39,4	1,5	149,9	1,3	
Total	2 281,2 ⁽⁴⁾	100,0	277,0	2 558,2	100,0	11 654,5	100,0	
(dont garanties)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(228,2) ⁽³⁾	(2,0)	

(1) Cf. note 1 du tableau 2, page 24.

(2) Opérations intéressant directement la Communauté, effectuées en vertu de l'article 18, paragraphe 1, alinéa 2 des statuts de la Banque, aux termes duquel le Conseil des Gouverneurs peut autoriser le financement d'investissements en-dehors de la Communauté.

(3) Dont Allemagne: 118,8 millions; Italie: 90,2 millions; Pays-Bas: 16,5 millions; France: 2,7 millions.

(4) Dont prêts bonifiés dans le cadre du SME: 791,0 millions; Irlande: 222,0 millions; Italie: 569,0 millions.

(5) Dont prêts bonifiés dans le cadre du SME: 87,4 millions; Irlande: 37,3 millions; Italie: 50,1 millions.

Liste des prêts dans la Communauté

A. Prêts sur les ressources propres de la Banque

Contrats signés en 1979

Le montant total des contrats de prêts sur les ressources propres de la Banque signés en 1979 pour des projets d'investissements dans la Communauté s'élève à 2 281,2 millions. Ces opérations — dont les principaux aspects économiques sont présentés pages 21 à 41 — relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan.

Certains des projets financés ont aussi fait l'objet de prêts sur les ressources du NIC (cf. page 47); ils sont indiqués par un astérisque *. Le signe + signale les prêts assortis de la bonification d'intérêt de 3 % au titre du SME pour des investissements situés en Italie et en Irlande.

BELGIQUE		58,4	ALLEMAGNE		47,8	14. Extension et modernisation des télécommunications en Lorraine		
2 350 millions de francs belges			120 millions de Deutsche Mark			Administration des Postes et Télécommunications , par l'intermédiaire de la Caisse Nationale des Télécommunications		
1. Centrale nucléaire à Tihange (Liège)			8. Gazoducs pour l'acheminement de gaz en provenance d'Union Soviétique entre, d'une part, Waidhaus (frontière tchécoslovaque) et Medelsheim (frontière française) et, d'autre part Oberkappel (frontière autrichienne) et Schwandorf (Bayern)			580 millions FF		99,2
Intercom		49,7	Megal Finance Company Ltd.		43,8	15. Barrage de Villerest (Rhône-Alpes)		
2 milliards FB			110 millions DM			Institution Interdépartementale pour la Protection des Vals de Loire contre les Inondations , par l'intermédiaire de l' Agence de Bassin Loire-Bretagne		
2. Usine de produits auto-adhésifs pour usages industriels, à Turnhout (Antwerpen)			9. Usine d'assemblage de centrifugeuses pour installations d'enrichissement d'uranium à Gronau (Nordrhein Westfalen)			35 millions FF		6,0
S.A. Fasson Belgique , par l'intermédiaire de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (SNCI)		2,5	MAN — Uranit Gronau GmbH		4,0	16. Prêt global à la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales (CAECL) pour le financement d'infrastructures publiques réalisées dans les régions de développement par des collectivités locales ou des établissements publics		
100 millions FB			10 millions DM			70 millions FF		12,0
3. Prêt global à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (SNCI) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans les régions de développement et de conversion		6,2	FRANCE		222,7	17. Usine de laine minérale pour isolation à St-Eloy-les-Mines (Auvergne)		
250 millions FB			1 302,1 millions de francs français			Rockwool Isolation S.A.		1,7
DANEMARK		15,6	10. Centrale nucléaire Super-Phénix à Creys-Malville (Rhône-Alpes)			10 millions FF		
112 millions de couronnes danoises			Centrale Nucléaire Européenne à Neutrons Rapides S.A. (NERSA)		47,7	IRLANDE		252,9
4. Centrale électrique diesel et connexion avec le réseau de chauffage urbain à Holsteinsborg sur la côte ouest du Groenland			278,8 millions FF			168,1 millions de livres irlandaises		
État danois		6,3	11. Usine d'enrichissement d'uranium par diffusion gazeuse au Tricastin (Rhône-Alpes)			18.* Centrale électrique au gaz naturel à Aghada dans le Comté de Cork (South-West) (cf. n° 116)		
46 millions DKr			Eurodif S.A.		47,2	Electricity Supply Board		15,2 +
5. Extension du réseau de télécommunications par ondes hertziennes au Groenland			276,3 millions FF			10 millions £ ir		
État danois		3,8	12. Amélioration des conditions de fonctionnement de la centrale nucléaire des Ardennes, près de Chooz (Champagne-Ardenne)			19. Trois groupes de turbo-générateurs fonctionnant au fuel ou au gaz naturel sur le site de la centrale électrique à Aghada dans le comté de Cork (South West)		
28 millions DKr			Société d'Énergie Nucléaire Franco-Belge des Ardennes (SENA)		4,0	Electricity Supply Board		22,4 +
6. Extension et rationalisation d'une usine de pulvérisateurs et de vaporisateurs de produits chimiques à usage agricole, horticole et sylvicole à Nr. Alslev dans l'île de Falster-Storstrom			23 millions FF			15 millions £ ir		
Hartvig Jensen & Co A/S		1,9	13. Station de nettoyage des réservoirs de pétroliers, d'épuration des eaux de ballast et de traitement de sables pollués à Brest (Bretagne)			20. Mise en exploitation de tourbières pour l'alimentation de centrales électriques (South East)		
13 millions DKr			Syndicat Mixte pour le Développement de Brest-Iroise		5,0	Bord Na Mona		7,2 +
7. Prêt global à l'État Danois (Ministère des Finances) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans les régions de développement		3,6	29 millions FF			4,8 millions £ ir		
25 millions DKr								

21. Mise en exploitation de tourbières et fabrique de briquettes à Littleton (Midlands et South East) Bord Na Mona 3 millions £ irl	4,5	31. Reboisement de 44 000 ha, routes forestières et achat de matériel d'abattage État irlandais (Ministère des Finances) 15 millions £ irl	22,9 +
22. Renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité Electricity Supply Board 20 millions £ irl	29,9 +	32.—33. Prêts globaux à l' Industrial Credit Company Limited (ICC) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles — 10 millions £ irl — 5 millions £ irl	15,0 7,6
23.* Amélioration du réseau routier (cf. n° 117) État irlandais (Ministère des Finances) 11 millions £ irl	16,5 +	34. Prêt global à l' Agricultural Credit Corporation Limited (ACC) pour le financement de petites et moyennes initiatives dans l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire 2,5 millions £ irl	3,7
24.* Extension et modernisation des télécommunications (cf. n° 118) État irlandais (Ministère des Finances) 18 millions £ irl	27,4 +		
25. Drainage de 58 000 ha de terres agricoles dans les Comtés de Meath, Limerick et Mayo (West et Mid-West) État irlandais (Ministère des Finances) 7 millions £ irl	10,5 +	ITALIE	905,4
26.* Adduction d'eau et traitement des eaux usées de l'agglomération de Dublin (East) (cf. n° 119) Etat irlandais (Ministère des Finances) 16,5 millions £ irl	24,7 +	1 031,5 milliards de lires italiennes	
27. Adduction d'eau et traitement des eaux usées dans les Comtés de Dublin, Meath, Kildare, Wicklow, Wexford, Kilkenny, Tipperary (South) et Waterford (East et South East) État Irlandais (Ministère des Finances) 16 millions £ irl	23,9 +	35.* Centrale de stockage d'énergie électrique par pompage à Alto-Gesso (Piemonte) (cf. n° 121) Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL) 90 milliards Lit	78,6 +
28. Adduction d'eau et collecte des eaux usées dans les Comtés de Clare, Limerick, Tipperary et Kerry (Mid-West et South West) État irlandais (Ministère des Finances) 5 millions £ irl	7,6 +	36. Mise en valeur du gisement de gaz naturel «Squalo» en Mer Adriatique au large de Pescara (Abruzzi) Deutsche Shell AG , par l'intermédiaire de la Sezione Autonoma Opere Pubbliche de l' Istituto Bancario San Paolo di Torino 6,6 milliards Lit	5,8
29. Adduction d'eau et traitement des eaux usées dans les Comtés de Mayo et Sligo (West et North-West) État irlandais (Ministère des Finances) 5 millions £ irl	7,5 +	37. Mise en valeur du gisement d'hydrocarbures «Rospo Mare» en Mer Adriatique au large de Vasto (Abruzzi) Elf Italiana Mineraria S.p.A. , par l'intermédiaire de la Sezione Speciale per il Credito Industriale presso la Banca Nazionale del Lavoro 3 milliards Lit	2,6
30. Adduction d'eau et traitement des eaux usées dans la ville et le Comté de Galway (West) État irlandais (Ministère des Finances) 4,3 millions £ irl	6,4 +	38. Mise en valeur du gisement de pétrole «Cavone» dans la province de Modena (Emilia-Romagna) AGIP S.p.A. 9 milliards Lit	7,9 +
		39. Mise en valeur des gisements de gaz naturel «Settala» à l'est de Milan et «Amelia» en mer Adriatique, au large de Cervia (Emilia-Romagna) AGIP S.p.A. 9 milliards Lit	7,9 +





40. Système de gestion intégrée de la production et du transport d'électricité
Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL)
50 milliards Lit 43,9 +

41. Renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité (Abruzzi, Molise, Calabrie, Basilicata)
Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL)
50 milliards Lit 43,7 +

42. Renforcement du réseau de transport d'électricité et connexion avec le réseau yougoslave (Friuli-Venezia Giulia)
Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL)
25 milliards Lit 21,8 +

43.—44. Gazoduc Algérie—Italie,
— tronçon Gagliano (Sicilia) — Sant'Eufemia (Calabria)
40 milliards Lit 35,2 +
— tronçon Mazzara del Vallo—Gagliano (Sicilia)
45 milliards Lit 39,6 +
SNAM S.p.A. par l'intermédiaire de l'**Ente Nazionale Idrocarburi (ENI)**

45. Centrales de production de chaleur et réseau de chauffage urbain de la commune de Brescia (Lombardia)
Azienda Servizi Municipalizzati del Comune di Brescia par l'intermédiaire de l'**IMI — Istituto Mobiliare Italiano**
13 milliards Lit 11,4 +

46. Achat de matériel de pose de conduites terrestres de grand diamètre pour le transport d'hydrocarbures
SAIPEM S.p.A.
8,5 millions \$ US équivalent à 7 milliards Lit 6,2

✓ 47. Tunnel routier transalpin du Fréjus, entre l'Italie et la France
Società Italiana Traforo Autostradale del Fréjus S.p.A. (SITAF)
7,6 milliards Lit 6,7

48. Rodee Ouest de Catane (Sicilia)
Cassa per il Mezzogiorno
25 milliards Lit 22,0 +

49. Achat de huit avions Airbus A 300 B 4 **Alitalia S.p.A.** par l'intermédiaire de l'**IMI — Istituto Mobiliare Italiano**
35 millions \$ US équivalent à 29 milliards Lit 25,7

50. Extension d'une station de télécommunications par satellites dans le Fucino, province de l'Aquila (Abruzzi)

Telespazio S.p.A. par l'intermédiaire de l'**IMI — Istituto Mobiliare Italiano**
8,5 milliards Lit 7,5

51. Renforcement du réseau interurbain de télécommunications dans le Mezzogiorno
ASST — Azienda di Stato per i Servizi Telefonici par l'intermédiaire de **CREDIOP — Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche**
40 milliards Lit 34,9

52. Aménagements routiers, adduction d'eau et construction de digues pour la zone industrielle de Syracuse (Sicilia)
Cassa per il Mezzogiorno
20 milliards Lit 17,5 +

53. Irrigation de plus de 20 000 ha dans la province de Taranto (Puglia)
Cassa per il Mezzogiorno
80 milliards Lit 70,5 +

54. Irrigation de 23 600 ha au sud-est de Foggia (Puglia) à partir du barrage de l'Ofanto
Cassa per il Mezzogiorno
65 milliards Lit 57,2 +

55. Irrigation de 11 800 ha à partir d'un barrage sur le Biferno et travaux de drainage dans la province de Campobasso (Molise)
Cassa per il Mezzogiorno
25 milliards Lit 22,0 +

56.* Extension de l'aqueduc du Pertusillo assurant l'approvisionnement en eau potable des Pouilles centrales, essentiellement de la province de Bari (Puglia) (cf. n° 122)
Cassa per il Mezzogiorno
80 milliards Lit 70,4 +

57. Aqueduc du Calore et ouvrages destinés à l'amélioration de l'approvisionnement en eau des provinces d'Avellino et de Benevento (Campania)
Cassa per il Mezzogiorno
22 milliards Lit 19,4 +

58. Logements pour les travailleurs des usines de Cassino, Termini et Sulmona (Lazio, Abruzzi et Molise)
FIAT S.p.A. par l'intermédiaire de la **Sezione di Credito Fondiario**, de l'**Istituto Bancario San Paolo di Torino**
3 milliards Lit 2,6

59. Restructuration d'installations de production d'éthylène et d'acétylène à Rosignano (Toscana)
SOLVAY & Cie S.A. par l'intermédiaire de la **Sezione Autonoma Opere Pubbliche** de l'**Istituto Bancario San Paolo di Torino**
10 milliards Lit 8,8

			ROYAUME-UNI		739,0
60. Installations de production d'équipements à usage bio-médical à Saluggia (Piemonte)					487,0 millions livres sterling
SORIN — Società Ricerche Impianti Nucleari — Biomedica S.p.A.					
3,5 milliards Lit	3,1				
61. Usine d'équipements électro-mécaniques à Dalmine (Lombardia)					
SACE S.p.A.					
8 milliards Lit	7,0				
62. Restructuration et modernisation de deux établissements fabriquant notamment des panneaux solaires et des câbles pour thermocouples près de Pistoia (Toscana)					
LMI — La Metalli Industriale S.p.A.					
3 milliards Lit	2,6				
63. Usine de véhicules utilitaires légers à Atesa (Abruzzi)					
SEVEL — Società Europea Veicoli Leggeri S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI — Istituto Mobiliare Italiano					
100 milliards Lit	87,3				
64. Restructuration de deux usines de carrosseries pour tracteurs et voitures de grand tourisme à Modena et Maranello (Emilia-Romagna)					
FERRARI S.p.A.					
9 milliards Lit	7,9				
65. Extension des ateliers de fabrication de pompes d'injection pour moteurs diesel à Bari (Puglia)					
WEBER S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI — Istituto Mobiliare Italiano					
6 milliards Lit	5,3				
66.—67. Unité de fabrication de boîtes de vitesse dans une usine de Termoli (Molise)					
FIAT AUTO S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI — Istituto Mobiliare Italiano					
— 4 milliards Lit	3,5				
— 2 milliards Lit	1,7				
68.—69. Agrandissement et modernisation d'une usine de produits alimentaires surgelés à Cisterna di Latina (Lazio)					
ALGEL S.p.A. par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno et de l'ISVEIMER — Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale					
— 3,3 milliards Lit	2,9				
— 1,0 milliard Lit	0,9				
70. Turbine à contrepression pour la production de chaleur et d'électricité dans une usine à Magenta (Lombardia)					
SAFFA — Società per Azioni Fabbriche Fiammiferi ed Affini					
par l'intermédiaire de l'IMI — Istituto Mobiliare Italiano					
2 milliards Lit		1,7			
71. Restructuration et modernisation d'une usine de pneumatiques à Tivoli (Lazio)					
INDUSTRIE PIRELLI S.p.A.					
8 milliards Lit		7,0			
72. Restructuration et modernisation d'une usine de pneumatiques pour deux-roues et poids lourds à Villafranca Tirrena (Sicilia)					
INDUSTRIE PIRELLI S.p.A. par l'intermédiaire de l'IRFIS — Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia					
4 milliards Lit		3,5			
73. Prêt global à l'ISVEIMER Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale, par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno, pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans le Mezzogiorno continental					
60 milliards Lit		52,8			
74. Prêt global à l'IMI — Istituto Mobiliare Italiano pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans le Mezzogiorno					
20 milliards Lit		17,5			
75. Prêt global à l'IRFIS — Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia, par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno, pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles en Sicile					
10 milliards Lit		8,8			
76. Prêt global au Mediocredito Centrale pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles, dans les régions Lazio, Marche, Umbria, Trentino-Alto Adige, Friuli-Venezia Giulia, Toscana (provinces de Grosseto, Arezzo et Siena) à l'exclusion des zones de la compétence de la Cassa per il Mezzogiorno et de la Commune de Rome					
20 milliards Lit		17,6			
77. Prêt global à la Centrobanca — Banca Centrale di Credito Popolare pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans les régions Lazio, Marche, Umbria, Trentino-Alto Adige, Friuli-Venezia Giulia, Toscana (provinces de Grosseto, Arezzo, Siena) à l'exclusion de la Commune de Rome et des zones de la compétence de la Cassa per il Mezzogiorno					
5 milliards Lit		4,4			
78. Centrale nucléaire à Hartlepool (North)					
Central Electricity Generating Board par l'intermédiaire de The Electricity Council					76,6
50 millions £					
79. Centrale nucléaire à Heysham près de Lancaster (North-West)					
Central Electricity Generating Board par l'intermédiaire de The Electricity Council					76,6
50 millions £					
80. Centrale électrique au gaz naturel ou au fuel à Peterhead (Scotland)					
North of Scotland Hydro-Electric Board					23,1
15 millions £					
81. Centrale électrique au fuel à Kilroot (Northern Ireland)					
Northern Ireland Electricity Service					49,3
33,3 millions £					
(prêt assorti d'une bonification d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement régional)					
82.—83.* Centrale de stockage d'énergie électrique par pompage à Dinorwic (Wales) (cf. n° 123)					
Central Electricity Generating Board par l'intermédiaire de The Electricity Council					
— 50 millions £					74,0
— 20 millions £					29,6
84. Modernisation et extension de réseaux de transport d'électricité (Wales et North-West)					
Merseyside and North Wales Electricity Board					
South Wales Electricity Board					
North Western Electricity Board par l'intermédiaire de The Electricity Council					45,9
31 millions £					
85. Aménagement du réseau routier d'Irlande du Nord en particulier dans les zones de Belfast et Londonderry					
Department of Finance for Northern Ireland					22,2
15 millions £					
86. Ouvrages routiers, adduction d'eau et traitement des eaux usées pour la ville nouvelle de Livingston (Scotland)					
Lothian Regional Council					8,7
5,9 millions £					
87. Extension du port pétrolier de Sullom Voe dans les îles Shetland (Scotland)					
Shetland Islands Council					17,0
11,1 millions £					

88. Installations portuaires (bâtimens publics, logements ou- vriers, alimentation en eau et col- lecte des eaux usées) dans les Orcaïes (Scotland) Orkney Islands Council 1,5 million £	2,2	99. Adduction d'eau dans la ré- gion de Plymouth (South-West) South West Water Authority par l'intermédiaire de National Water Council 3,4 millions £	5,2	109. Extension de la capacité d'embouteillage d'une distillerie de whisky à Dumbarton et à Kil- malid (Scotland) Hiram Walker and Sons (Scot- land) Ltd. 4 millions £	6,2
89. Aménagement de zones in- dustrielles, de l'aéroport d'Exeter et d'une route dans le Devon (South-West) Devon County Council 3,8 millions £	6,0	100. Modernisation d'une usine d'aluminium à Lochaber, Fort Wil- liam, avec réduction de la consommation spécifique d'élec- tricité (Scotland) British Aluminium Company Li- mited par l'intermédiaire de Brit- ish Aluminium Finance Ltd. 1 million £	1,5	110. Transfert et modernisation d'une imprimerie de presse à Glasgow (Scotland) George Outram & Company Li- mited par l'intermédiaire de Scottish and Universal Invest- ments Limited 2,7 millions £	4,1
90. Extension et modernisation des télécommunications (Wales) Post Office 60 millions £	92,4	101. Usine de boîtes en alumi- nium pour boissons non alcoli- sées à Wrexham (Wales) Continental Can Company (UK) Ltd. 5 millions £	7,7	111. Extension et modernisa- tion de deux fabriques de pneu- matiques à carcasses radiales pour véhicules de tourisme et poids lourds à Belfast et Ballyme- na (Northern Ireland) Michelin (Belfast) Ltd. 4 millions £	6,2
91. Amélioration des réseaux d'adduction d'eau et de traite- ment des eaux usées dans la ré- gion de Strathclyde et construc- tion d'un tronçon de l'autoroute «Monkland» traversant Glasgow (Scotland) Strathclyde Regional Council 12 millions £	18,4	102. Usine de laine minérale pour isolation à Bridgend (Wales) Rockwool Limited 2,5 millions £	3,7	112. Extension et modernisa- tion d'une fabrique de tuyaux en thermoplastique et de produits pour le bâtiment à Brandon (Nor- thern) Wavin Plastics 1 million £	1,5
92. Alimentation en eau, collec- te des eaux usées, aménage- ment de zones industrielles et amélioration du réseau routier dans le centre de l'Ecosse Central Regional Council 4,8 millions £	7,4	103. Usine de meubles de cui- sines et de chambres à coucher à Runcorn (North-West) Schreiber Industries Limited 6 millions £	8,9	113. Usine de pièces en ma- tières plastiques et de matériaux composés pour l'automobile, l'électroménager et le meuble à Blaenau Ffestiniog (Wales) Blaenau Plastics Limited 0,6 million £	1,0
93.—94. Collecte et traitement des eaux usées dans la zone du Tyneside (North) Northumbrian Water Authority par l'intermédiaire de National Water Council — 20 millions £ — 10 millions £	29,6 15,4	104. Extension d'un atelier pro- duisant des modules pour pla- tes-formes d'exploitation pétrolière et matériaux pour l'industrie pé- tolière à Dundee (Scotland) Kestrel Marine Ltd. 1,0 million £	1,5	114. Fabrique d'emballages pour boissons et aliments li- quides à Wrexham (Wales) Tetra Pak Rausing & Co Limited 2,6 millions £	3,9
95. Adduction d'eau et traite- ment des eaux usées dans le North-West North West Water Authority par l'intermédiaire de National Water Council 25,4 millions £	40,3	105. Modernisation d'une fa- brique de raccords en cuivre pour tuyaux métalliques à Dun- dee (Scotland) Delta Capillary Products Ltd., par l'intermédiaire de Delta Me- tals Company Ltd. 1,4 million £	2,1	HORS COMMUNAUTÉ	
96.—97. Evacuation et traite- ment des eaux usées dans la zone de Sheffield (Yorkshire and Humberside) Yorkshire Water Authority par l'intermédiaire de National Water Council — 10 millions £ — 5 millions £	15,9 7,7	106. Transfert, modernisation et renforcement d'une unité de pro- duction de câbles de télécommu- nications à Skelmersdale (North- West) Ward & Goldstone Limited 1,6 million £	2,5	115. Aménagement hydro-élec- trique au Zillertal (Tyrol autri- chien) Tauernkraftwerke-AG Österreichische Elektrizitäts- wirtschafts-AG 90 millions de francs suisses	39,4
98. Adduction d'eau et réguli- sation du débit des rivières dans les régions industrielles de l'ouest et du sud du Yorkshire (Yorkshire and Humberside) Yorkshire Water Authority par l'intermédiaire de National Water Council 7,7 millions £	11,4	107. Transfert et modernisation d'une fabrique de pompes centri- fuges et de matériel de pompage à Leeds (Yorkshire and Humber- side) Sulzer Bros (UK) Limited 7,2 millions £	11,0		
		108. Extension d'une usine de turbo-compresseurs pour mo- teurs diesel et à essence à Skel- mersdale (North-West) Garrett Airesearch Limited 1,5 million £	2,4		

B. Prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC)

Contrats signés en 1979

Le montant total des contrats de prêts sur les ressources du NIC signés en 1979 conjointement par la Commission des Communautés Européennes et la Banque pour des projets d'investissement dans la Communauté s'élève à 277 millions. Ces opérations — dont les principaux aspects économiques sont présentés pages 23 à 41 — sont effectuées par la Banque sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté Économique Européenne (cf. pages 9 et 25) et sont comptabilisées hors bilan dans la section spéciale (page 71); pour ces prêts, la responsabilité de la Banque se limite à la bonne exécution, selon les usages bancaires, du mandat qui lui est confié.

Les projets financés sur les ressources du NIC ont aussi fait l'objet de prêts sur les ressources propres de la Banque auxquels renvoie le numéro entre parenthèses (cf. pages 42 à 46). Le signe + signale les prêts assortis de la bonification d'intérêt de 3 % au titre du SME pour des investissements situés en Italie et en Irlande.

IRLANDE

86,7

58 millions de livres irlandaises

116. Centrale électrique à Ag-hada (South West) (cf. n° 18)

16,5 millions £ irl 24,7

117. Amélioration du réseau routier (cf. n° 23)

13 millions £ irl 19,4 +

118. Extension et modernisation des télécommunications (cf. n° 24)

12 millions £ irl 17,9 +

119. Adduction d'eau et traitement des eaux usées de l'agglomération de Dublin (East) (cf. n° 26)

16,5 millions £ irl 24,7

ITALIE

85,0

97 milliards de liras italiennes

120. Centrales géothermiques en Toscane (cf. n° 35, Rapport Annuel 1978)

12 milliards Lit 10,5 +

121. Centrale hydroélectrique à Alto Gesso (Piemonte) (cf. n° 35) ⁽¹⁾

40 milliards Lit 34,9

122. Aqueduc du Pertusillo (cf. n° 56)

45 milliards Lit 39,6 +

ROYAUME-UNI

105,3

66,3 millions de livres sterling

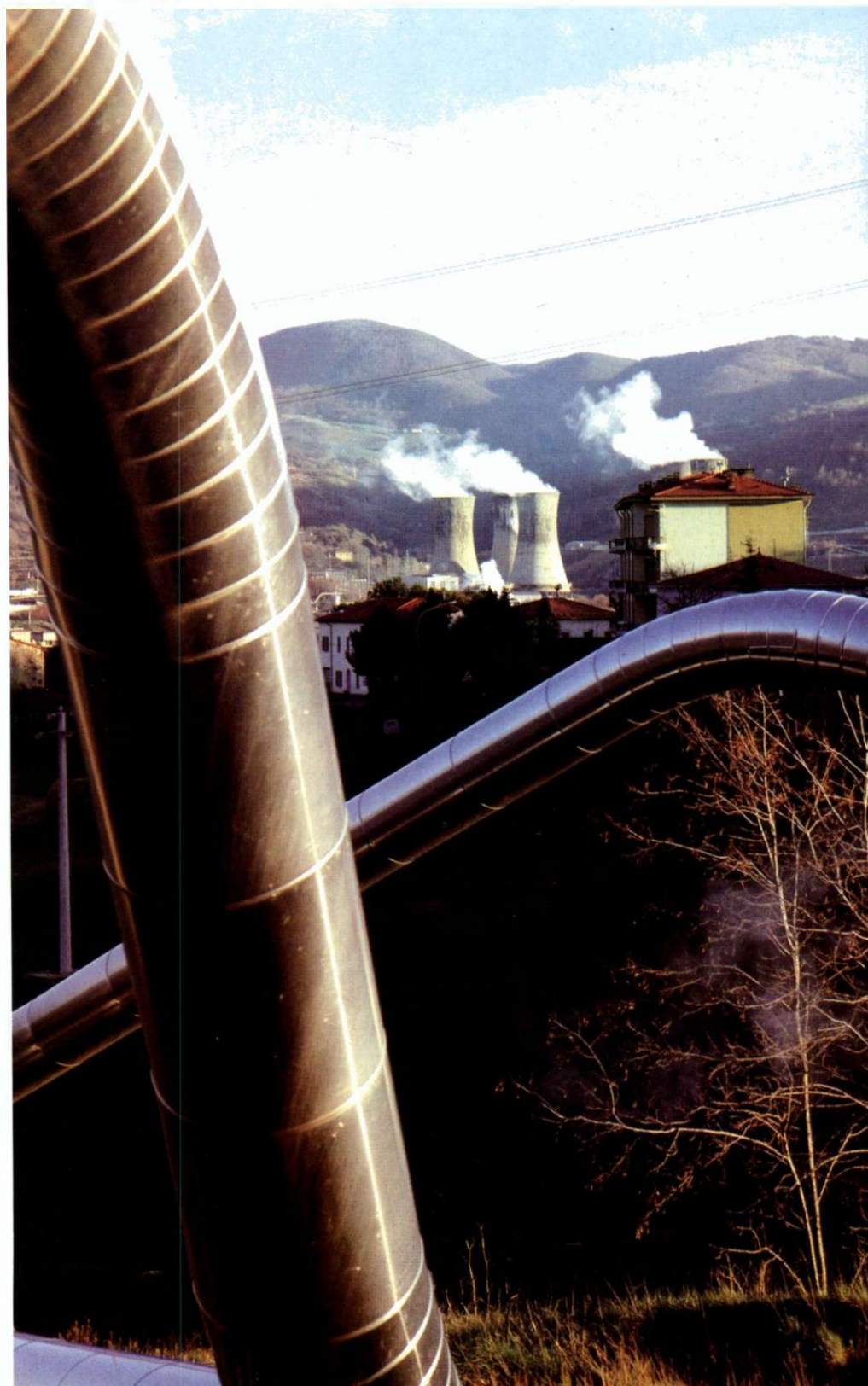
123. Centrale hydroélectrique à Dinorwic (Wales) (cf. nos 82—83)

50 millions £ 79,4

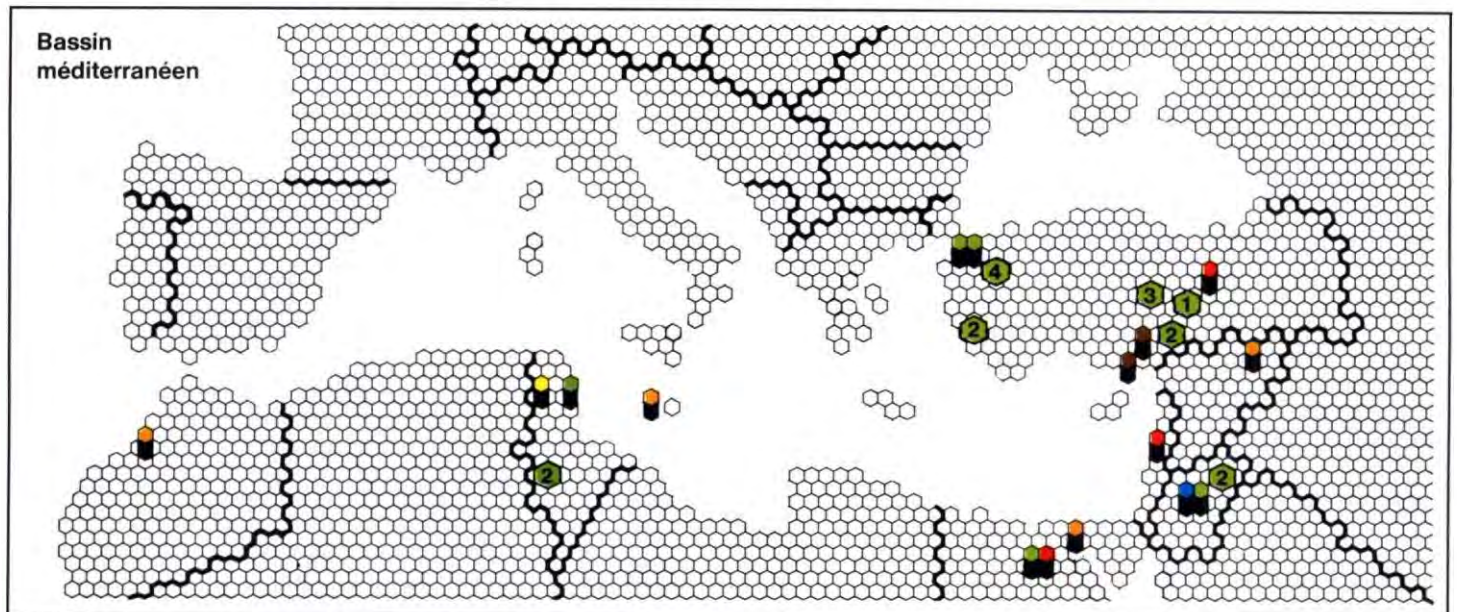
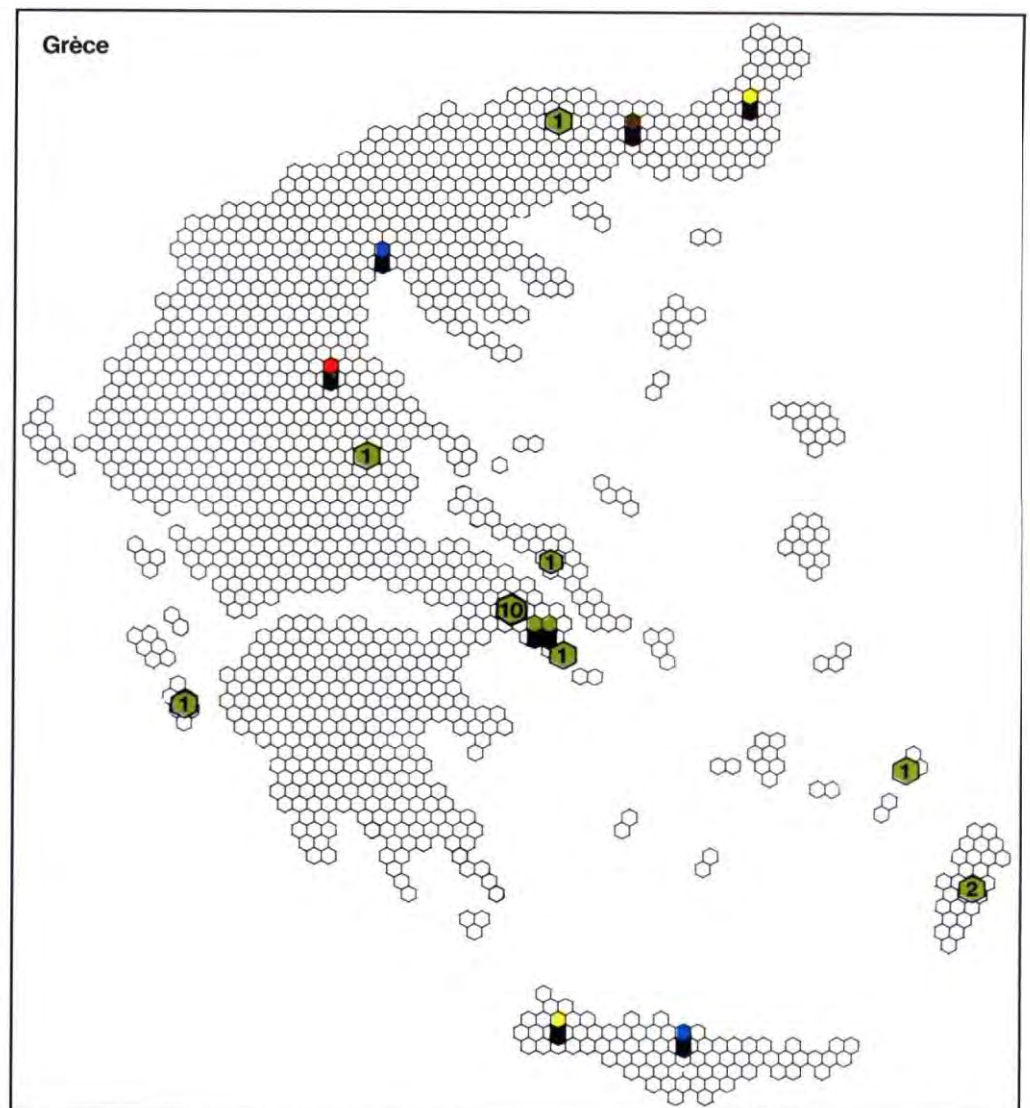
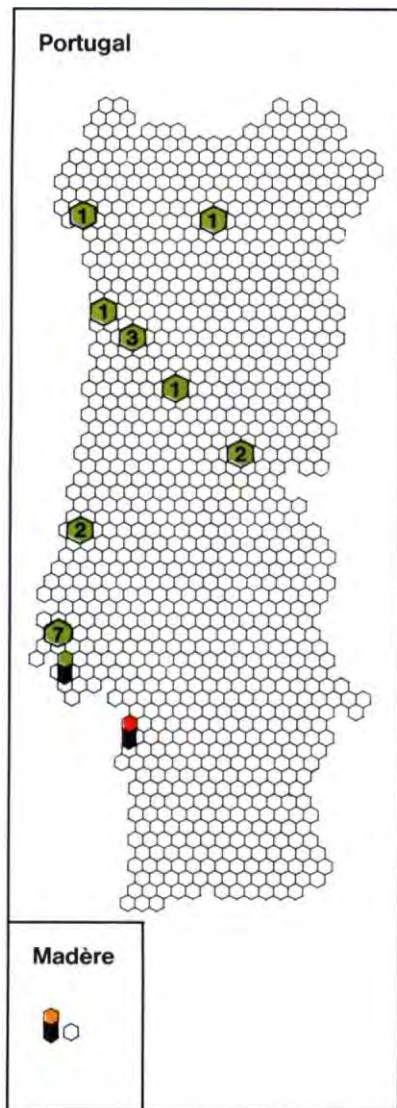
124. Adduction d'eau et traitement des eaux usées dans la Lothian Region (Scotland) (cf. n° 87, Rapport Annuel 1978)

16,3 millions £ 25,9

Centrales géothermiques en Toscane (voir no. 120).



⁽¹⁾ Bonification d'intérêt SME mise en place en janvier 1980 (cf. note 1 page 26)



**Projets financés dans
les pays du
Bassin méditerranéen
en 1979**

- Énergie
- Communications
- Infrastructures hydrauliques
- Industries des biens d'investissement
- Industries des biens intermédiaires
- Prêts globaux
- Affectations de crédits sur prêts globaux (nombre)

Financements à l'extérieur de la Communauté

La Banque intervient à l'extérieur de la Communauté dans les pays du bassin méditerranéen, y compris le Portugal, dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) au titre de conventions, protocoles financiers et décisions, en faveur de projets contribuant au développement économique et social de ces pays.

En 1979, ces financements ont connu une expansion considérable atteignant 512,9 millions contre 221,7 millions en 1978, dont 426,5 dans les pays du bassin méditerranéen et 86,4 millions dans les États ACP. Ils comportent 420,9 millions de prêts sur les ressources propres (*) de la Banque qui sont repris dans le bilan, et 92 millions d'opérations sur ressources budgétaires de la Communauté comptabilisées dans la section spéciale.

Financements dans le bassin méditerranéen

A la suite de l'entrée en vigueur entre les mois d'août 1978 et mai 1979 des accords et protocoles financiers conclus entre la Communauté et la plupart des pays méditerranéens, la Banque a très fortement accru les prêts sur ressources propres qui sont passés de 83 millions en 1978 à 347,7 millions en 1979; les prêts à des conditions spéciales sur fonds budgétaires se sont élevés à 78,8 millions contre 6,3 millions en 1978. Au total, les financements accordés dans les pays du bassin méditerranéen ont plus que quadruplé pour atteindre 426,5 millions.

Les prêts sur ressources propres que la Banque octroie dans ces pays sont généralement assortis de bonifications d'intérêt de 2 ou 3 points à la charge du budget de la Communauté qui assume également la garantie de ces opérations à concurrence de 75 % de l'ensemble des crédits ouverts.

Les prêts en Grèce, pays qui doit devenir membre de la Communauté en 1981, au Portugal, pays candidat à l'adhésion et en Turquie, État associé, ont totalisé 242 millions, soit 57 % du montant total. Celui-ci se répartit entre les infrastructures de transport et l'énergie (environ 27 % chacun), les aménagements agricoles (10,5 %) et les investissements dans l'industrie, les services, l'agriculture et la sylviculture (35,5 %).

Grèce

La Banque a accordé, au titre du deuxième protocole financier, des prêts d'un montant total de 104 millions, sur ses ressources propres et un prêt de 10 millions à conditions spéciales, sur les ressources de la Communauté, soit au total 114 millions. Le plafond de prêts sur les ressources propres de la Banque prévu dans ce protocole est de 225 millions.

Cinq prêts, pour un montant total de 80 millions, contribueront à améliorer les productions agricoles et sylvicoles et à développer l'industrie alimentaire. Deux de ceux-ci ont été accordés pour des projets d'irrigation, en Crète occidentale (7 500 ha), en vue notamment d'augmenter la production d'agrumes destinés essentiellement au marché grec, et en Thrace (38 000 ha) où les productions animales pourront être accrues. En outre, deux prêts globaux ont été conclus avec la Banque Agricole de Grèce, principal institut de crédit dans ce domaine. L'un contribuera au financement de petites et moyennes industries agro-alimentaires, l'autre, à conditions spéciales, s'appliquera à l'aménagement de petits périmètres d'irrigation. Ce dernier prêt épuise le montant des prêts à conditions spéciales prévu par le protocole financier. Enfin, la Banque a également accordé un prêt pour l'exploitation de ressources sylvicoles en Macédoine orientale et en Thrace, entre la frontière bulgare et la mer Egée.

Dans le domaine de l'énergie, un prêt a été consenti pour la construction, en Macédoine du sud, de deux centrales hydro-électriques d'une puissance d'environ 400 MW à Sfikia et Assomata.

La Banque a octroyé deux prêts d'un montant total de 16 millions à la Banque Hellénique de Développement (ETBA), l'un pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et l'autre, pour l'extension de la zone industrielle de Salonique et l'aménagement d'une nouvelle zone industrielle à Heraklion, en Crète. Par ailleurs, le prêt global de 20 millions accordé en 1978 à la Banque Nationale d'Investissement pour le Développement Industriel (NIBID) a été affecté en totalité en 1979 au profit de 21 initiatives industrielles et touristiques de dimensions modestes relevant de secteurs très divers et localisées pour environ la moitié hors de la région d'Athènes.

(*) Dans le présent chapitre, la mention prêt, sans autre indication, concerne les prêts sur les ressources propres de la Banque.

Tableau 5: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen en 1979 et de 1963 à 1979** (1)

Répartition selon la localisation du projet d'investissement

	Opérations sur ressources propres			Opérations sur ressources de la section spéciale		
	Nombre	Montant (millions u. c.)	%	Nombre	Montant (millions u. c.)	%
1979						
Méditerranée Nord	13	186,0	53,5	3	56,0	71,1
Grèce	7	104,0	29,9	1	10,0	12,7
Portugal	3	46,0	13,2	—	—	—
Turquie	3	36,0	10,4	2	46,0	58,4
Yougoslavie	—	—	—	—	—	—
Maghreb	3	50,0	14,4	1	14,0	17,8
Maroc	1	26,0	7,5	1	14,0	17,8
Tunisie	2	24,0	6,9	—	—	—
Machrek	8	108,7	31,3	2	3,8	4,8
Egypte	3	65,0	18,7	—	—	—
Jordanie	2	11,0	3,2	1	0,3	0,4
Liban	2	17,0	4,9	—	—	—
Syrie	1	15,7	4,5	1	3,5	4,4
Autres	1	3,0	0,8	1	5,0	6,3
Malte	1	3,0	0,8	1	5,0	6,3
Total	25	347,7	100,0	7	78,8	100,0
1963—1979						
Méditerranée Nord	52	582,4	78,0	59	426,0	94,9
Grèce	30	240,4	32,2	1	10,0	2,2
Portugal	15	231,0	30,9	—	—	—
Turquie	5	61,0	8,2	58	416,0	92,7
Yougoslavie	2	50,0	6,7	—	—	—
Maghreb	3	50,0	6,7	1	14,0	3,1
Maroc	1	26,0	3,5	1	14,0	3,1
Tunisie	2	24,0	3,2	—	—	—
Machrek	9	111,7	14,9	2	3,8	0,8
Egypte	3	65,0	8,7	—	—	—
Jordanie	2	11,0	1,4	1	0,3	0,1
Liban	3	20,0	2,7	—	—	—
Syrie	1	15,7	2,1	1	3,5	0,7
Autres	1	3,0	0,4	1	5,0	1,1
Malte	1	3,0	0,4	1	5,0	1,1
Total	65	747,1	100,0	63	448,8	100,0

(1) Cf. note 1 du tableau 2 page 24

Turquie

En 1979, la Banque a consenti en Turquie les premiers prêts au titre du troisième protocole financier pour un montant de 36 millions sur ses ressources propres et de 46 millions sur les ressources budgétaires de la Communauté, soit au total 82 millions. Ce protocole prévoit un plafond de prêts sur les ressources propres de la Banque de 90 millions et 220 millions de prêts à des conditions spéciales sur ressources budgétaires. Les prêts consentis en 1979 concernent des investissements

visant à atténuer la dépendance de l'économie turque à l'égard des importations dans les domaines de l'énergie et du papier, ainsi qu'à développer la petite et moyenne industrie orientée vers l'exportation.

Un prêt à conditions spéciales a été octroyé à l'État pour contribuer à l'augmentation de 620 à 1 340 MW de la puissance installée de la centrale hydro-électrique de Keban, en service depuis 1974 et qui a déjà

		Total		
Nombre	Montant (millions u. c.)		%	
1979				
16	242,0	56,7		Méditerranée Nord
8	114,0	26,7		Grèce
3	46,0	10,8		Portugal
5	82,0	19,2		Turquie
—	—	—		Yougoslavie
4	64,0	15,0		Maghreb
2	40,0	9,4		Maroc
2	24,0	5,6		Tunisie
10	112,5	26,4		Machrek
3	65,0	15,2		Egypte
3	11,3	2,6		Jordanie
2	17,0	4,0		Liban
2	19,2	4,5		Syrie
2	8,0	1,9		Autres
2	8,0	1,9		Malte
32	426,5	100,0		Total
1963—1979				
111	1 008,4	84,3		Méditerranée Nord
31	250,4	20,9		Grèce
15	231,0	19,3		Portugal
63	477,0	39,9		Turquie
2	50,0	4,2		Yougoslavie
4	64,0	5,3		Maghreb
2	40,0	3,3		Maroc
2	24,0	2,0		Tunisie
11	115,5	9,6		Machrek
3	65,0	5,4		Egypte
3	11,3	0,9		Jordanie
3	20,0	1,7		Liban
2	19,2	1,6		Syrie
2	8,0	0,7		Autres
2	8,0	0,7		Malte
128	1 195,9	100,0		Total

fait l'objet de deux prêts de la Banque en 1966 et en 1971.

Deux prêts d'un montant total de 26 millions contribueront à financer l'achèvement d'un complexe sylvoicole et papetier. L'un est destiné aux installations industrielles SEKA-Akdeniz de Silifke sur la côte méditerranéenne (scierie, usine de pâte à papier et de papier); l'autre, à conditions spéciales, servira au développement des exploitations forestières qui alimenteront notamment cette usine.

Enfin, deux prêts globaux ont été accordés par l'intermédiaire de l'État à la Türkiye Sinaî Kalkinma Bankasi (TSKB) et à la Sinaî Yatirim ve Kredi Bankasi (SYKB) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles du secteur privé, notamment pour des projets à vocation exportatrice. Au cours de l'année, 9 crédits d'un montant total de 10,8 millions ont été affectés en faveur d'initiatives industrielles dont près de la moitié relèvent des secteurs de la mécanique et de la transformation des métaux. De plus, trois crédits ont été affectés sur un prêt global consenti sur ressources budgétaires à l'État turc en 1976 pour des études de préinvestissement.

Portugal

La Banque a consenti trois prêts pour un montant total de 46 millions dans le cadre du protocole financier qui prévoit un plafond de prêts de 200 millions.

La Banque a accordé deux prêts, pour des lignes électriques à très haute tension raccordant la centrale thermique de Setubal au réseau national et pour l'amélioration de la sécurité et l'étude d'une extension de la piste de l'aéroport de Funchal à Madère, ce qui devrait faciliter le développement touristique de l'île.

Enfin, un troisième prêt global a été accordé au Banco de Fomento Nacional, banque portugaise de développement pour le financement d'initiatives industrielles et touristiques de petites et moyennes dimensions. Sur ce prêt, et sur le précédent conclu en 1977, 18 crédits ont été affectés en 1979 pour un montant de 5,9 millions, principalement dans le secteur de la mécanique.

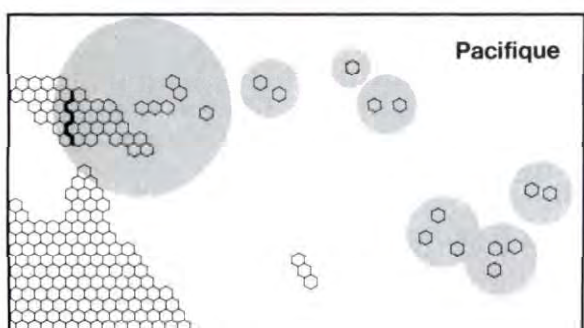
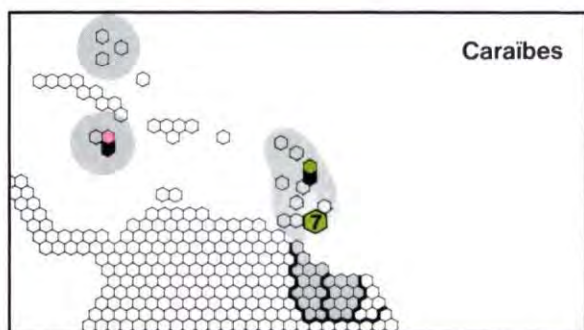
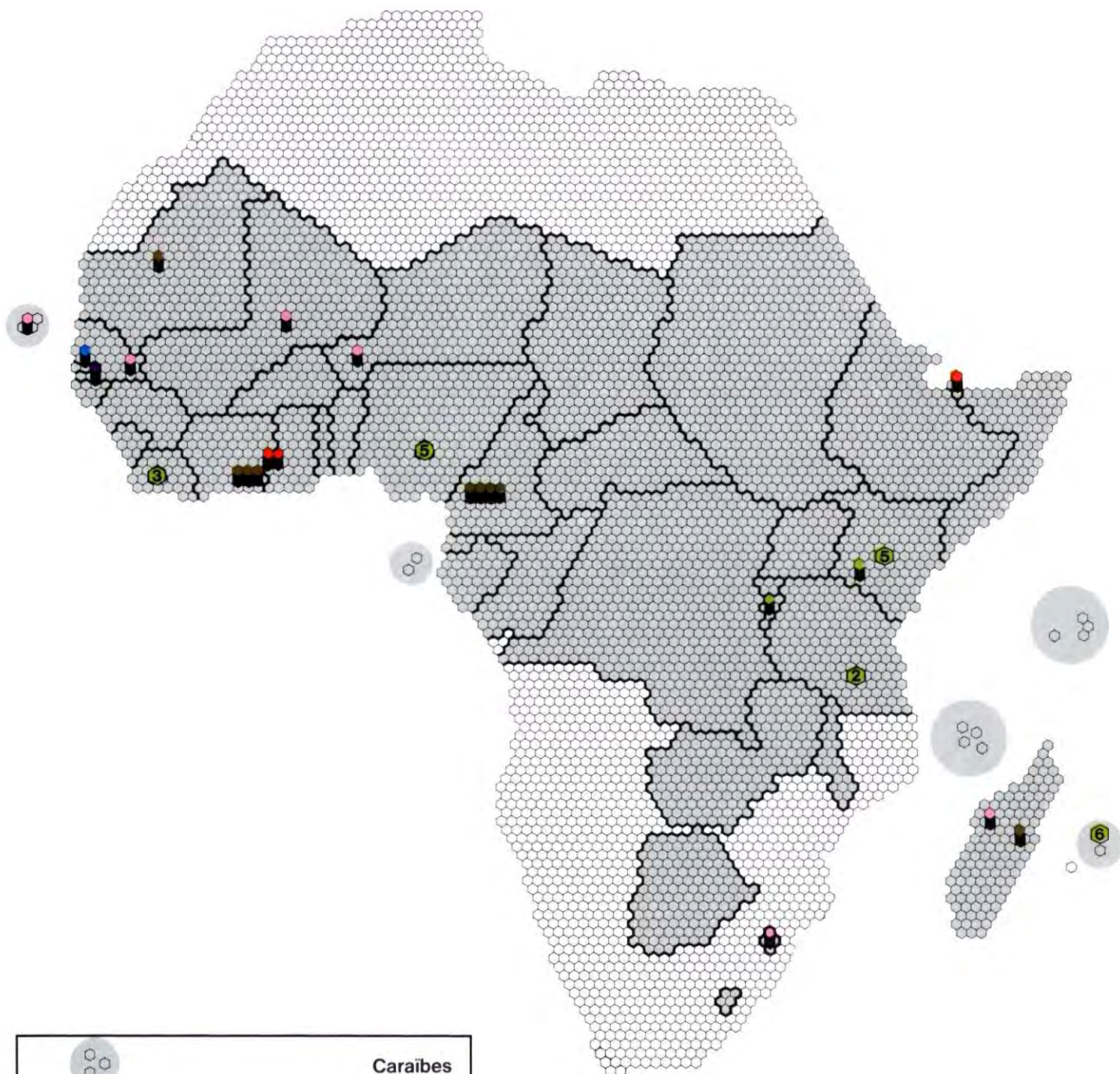
Pays du Maghreb, du Machrek et Malte

La Banque est intervenue pour la première fois en 1979 dans la plupart de ces pays au titre des accords conclus entre eux et la Communauté ⁽¹⁾.







Égypte

La Banque a accordé trois prêts d'un montant total de 65 millions, l'un pour la construction d'une centrale thermique de 600 MW à Shoubrah el Keima au nord du Caire, un autre pour des travaux d'élargissement et d'approfondissement du Canal de Suez nécessaires au passage de navires d'un tirant d'eau de 16,1 m et, enfin, un prêt global à la Development Industrial Bank, principal institut égyptien de financement à long terme, destiné au financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques.

(1) Les plafonds d'interventions prévus par ces accords figurent à la page 12 de ce rapport.



Projets financés dans les États ACP en 1979

-  Énergie
-  Industries des biens de consommation
-  Industries des biens d'investissement
-  Industries des biens intermédiaires
-  Services
-  Prêts globaux
-  Affectations de crédits sur prêts globaux (nombre)

Maroc

Deux prêts d'un montant total de 40 millions, dont un à conditions spéciales, ont été octroyés pour la construction d'un port à Jorf Lasfar, qui sera utilisé pour le chargement et l'exportation de phosphates, soulageant ainsi les ports de Casablanca et de Safi, actuellement exploités à la limite de leurs capacités.

Tunisie

Dans le cadre du programme d'utilisation rationnelle des eaux dans le nord du pays qui vise à accroître les surfaces irriguées et à réduire le déficit vivrier du pays, un prêt a été accordé pour le déplacement d'une section de 27 km de la voie ferrée Tunis—Alger, la ligne actuelle devant être submergée lors de la mise en eau du barrage de Sidi Salem. Un prêt global conclu avec la Banque de Développement Économique de Tunisie contribuera au financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques. En 1979, deux crédits ont été affectés pour une industrie chimique et une fabrique de produits alimentaires. Le montant total de ces deux prêts est de 24 millions.

Syrie

La Banque a accordé deux prêts (19,2 millions au total), dont un à conditions spéciales, pour la construction de la route entre Alep, au nord ouest du pays, et Tall Kojak, à la frontière irakienne, qui améliorera les liaisons entre la région agricole de l'est du pays et les principaux centres de consommation de la région occidentale.

Liban

La Banque est intervenue dans le cadre de l'aide d'urgence de 20 millions accordée par la Communauté pour la reconstruction du pays. Compte tenu d'un premier prêt accordé en 1978, ce montant a été entièrement engagé, par l'octroi en 1979 de deux prêts d'un total de 17 millions, pour l'adjonction de trois turbines d'une puissance unitaire de 70 MW à la centrale électrique de Jieh.

Jordanie

Les trois prêts dans ce pays (11,3 millions au total) tendent tous au développement de la petite et moyenne industrie, de l'artisanat et du tourisme. L'un concerne la réalisation, dans la banlieue sud d'Amman, d'une zone industrielle pour de telles initiatives. Les deux autres ont été consentis à l'In-

dustrial Development Bank; ils comportent un prêt global sur les ressources de la Banque — sur lequel deux crédits ont été affectés en 1979 — pour le financement d'initiatives de petites et moyennes dimensions dans les secteurs de l'industrie et du tourisme, et un prêt à conditions spéciales destiné au financement de l'assistance technique et financière aux petits entrepreneurs de l'industrie et de l'artisanat.

Malte

La Banque a accordé deux prêts, d'un montant total de 8 millions, dont un à conditions spéciales, pour le développement du port de La Valette et notamment pour la construction de deux quais et d'aires de stockage.

En Turquie et dans les pays du Maghreb et du Machrek, les interventions de la BEI ont été l'occasion de nombreux cofinancements avec divers organismes multilatéraux ou bilatéraux d'aide au développement, tels que la Banque Mondiale, la Kreditanstalt für Wiederaufbau, le Fonds Saoudien de Développement, le Fonds du Koweït, le Fonds Spécial de l'OPEP et divers autres Fonds arabes.

Financements dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)

En 1979, la Banque a accordé, en application de la première convention de Lomé, onze prêts d'un montant global de 73,2 millions sur ses ressources propres assortis d'une bonification d'intérêt de 3 % sur le Fonds européen de développement (FED) et treize concours, sous forme de capitaux à risques, pour un montant total de 13,2 millions, également sur le FED, soit au total 86,4 millions en faveur de projets localisés dans 16 pays d'Afrique et des Caraïbes.

Les concours sous forme de capitaux à risques, consentis par la Banque au nom de la Communauté, permettent de financer, soit des prises de participation, soit des prêts à un État ACP ou à une institution nationale de développement pour le renforcement des fonds propres des entreprises, soit encore des concours en quasi-capital. Ces derniers prennent la forme de prêts subordonnés dont le remboursement n'intervient qu'après le règlement des prêts de rang prioritaire, ou de prêts conditionnels dont le remboursement ou la durée sont fonction de la réali-

Tableau 6: **Financements dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en 1979** ⁽¹⁾

Répartition selon la localisation du projet d'investissement

	Sur ressources propres			Sur ressources de la section spéciale		
	Nombre	Montant (millions u.c.)	%	Nombre	Montant (millions u.c.)	%
Afrique	10	70,7	96,6	12	13,1	99,2
Afrique de l'Ouest	6	51,3	70,1	6	6,9	52,3
Cap Vert	—	—	—	1	0,1	0,8
Côte-d'Ivoire	3	15,8	21,6	1	0,5	3,8
Gambie	—	—	—	1	2,3	17,4
Ghana	1	6,0	8,2	—	—	—
Mali	—	—	—	1	2,5	18,9
Mauritanie	1	25,0	34,2	—	—	—
Niger	1	4,5	6,1	—	—	—
Sénégal	—	—	—	2	1,5	11,4
Afrique Centrale et Equatoriale	3	14,4	19,7	2	2,8	21,2
Burundi	—	—	—	1	0,5	3,8
Cameroun	3	14,4	19,7	1	2,3	17,4
Afrique de l'Est et Australe	1	5,0	6,8	4	3,4	25,7
Djibouti	—	—	—	1	1,0	7,5
Kenya	1	5,0	6,8	—	—	—
Madagascar	—	—	—	2	2,3	17,4
Swaziland	—	—	—	1	0,1	0,8
Caraïbes	1	2,5	3,4	1	0,1	0,8
Barbade	1	2,5	3,4	—	—	—
Jamaïque	—	—	—	1	0,1	0,8
Total (dont capitaux à risques)	11	73,2	100,0	13 (13)	13,2 (13,2)	100,0 (100,0)

(1) Pour la période 1964—1979, cf. tableau 14 page 89. À noter qu'en 1979 aucun financement n'a été accordé pour des projets dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) ou dans les départements d'outre-mer (DOM).

sation de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt. Plusieurs de ces concours ont concerné des investissements ayant également bénéficié de prêts sur les ressources propres de la Banque. Les possibilités d'adaptation souple de cette forme d'intervention, notamment par modulation de ses conditions d'octroi en fonction des caractéristiques des projets, permettent de répondre à des besoins de financement très variés principalement dans le secteur industriel, en particulier dans les plus défavorisés des États ACP.

La Banque est intervenue pour la première fois en 1979 dans plusieurs pays: Barbade, Burundi, Cap Vert, Djibouti, Gambie et Jamaïque. Les financements se répartissent principalement entre l'industrie (45,6 %), les mines (31,3 %), l'énergie (15 %), le tourisme (8,1 %).

Les concours accordés en Afrique concernent 12 pays. En **Mauritanie**, un prêt de 25 millions contribuera à la mise en exploitation des gisements de

minerai de fer du Guelb El Rhein, dans la zone de Zouerate, au nord du pays. La nouvelle production permettra de relayer progressivement celle des gisements de la Kédia. Le financement de ce projet d'une importance exceptionnelle pour l'avenir de la Mauritanie, dont le coût de la première tranche est estimé à environ 350 millions, a nécessité la collaboration de nombreux bailleurs de fonds tant pour les fonds d'emprunt que pour les fonds propres.

Au **Cameroun**, quatre concours d'un montant total de 16,7 millions ont été accordés pour trois projets d'investissements:

— L'extension et la modernisation d'une usine d'aluminium à Edéa dont la production d'aluminium de première fusion sera portée d'environ 50 000 tonnes à 80 000 tonnes par an (deux prêts dont un prêt conditionnel).

— L'extension de l'usine de broyage de clinker de Bonabéri, près de Douala et de la cimenterie de

Nombre	Montant (millions u. c.)	Total	
			%
22	83,8	97,0	Afrique
12	58,2	67,4	Afrique de l'Ouest
1	0,1	0,1	Cap Vert
4	16,3	18,9	Côte-d'Ivoire
1	2,3	2,7	Gambie
1	6,0	7,0	Ghana
1	2,5	2,9	Mali
1	25,0	28,9	Mauritanie
1	4,5	5,2	Niger
2	1,5	1,7	Sénégal
5	17,2	19,9	Afrique Centrale et Equatoriale
1	0,5	0,6	Burundi
4	16,7	19,3	Cameroun
5	8,4	9,7	Afrique de l'Est et Australe
1	1,0	1,1	Djibouti
1	5,0	5,8	Kenya
2	2,3	2,7	Madagascar
1	0,1	0,1	Swaziland
2	2,6	3,0	Caraïbes
1	2,5	2,9	Barbade
1	0,1	0,1	Jamaïque
24 (13)	86,4 (13,2)	100,0 (15,3)	Total (dont capitaux à risques)

Figuil, au nord, dont les capacités de production seront portées respectivement de 480 000 à 870 000 et de 70 000 à 100 000 tonnes par an.

— La construction, dans la zone industrielle de Douala, d'une usine de tissu éponge d'une capacité annuelle d'environ 850 tonnes dont la production sera destinée au marché camerounais et à celui des autres pays de l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale (UDEAC).

En **Côte-d'Ivoire**, trois projets ont bénéficié de concours d'un montant total de 16,3 millions.

Un prêt et une prise de participation sur capitaux à risques pour le compte de la Communauté concernent l'extension, dans la zone industrielle d'Abidjan, d'une usine d'engrais complexes dont la production sera portée à 120 000 tonnes par an afin de répondre à l'accroissement de la consommation intérieure et de développer les exportations à destination de la Haute-Volta et du sud du Mali.

Un prêt a été accordé pour l'extension d'une usine à Bongo et la création de deux autres installations de traitement à Ousrou et à Rapides Grah, investissements qui accroîtront les capacités de traitement du latex de 38,5 tonnes par jour.

L'interconnexion, par la construction d'une ligne à haute tension de 215 km, des réseaux de transport d'électricité de la Côte-d'Ivoire et du **Ghana** a fait l'objet de deux prêts, l'un à la Société «Energie Electrique de Côte-d'Ivoire», l'autre à la Volta River Authority.

Au **Kenya**, un deuxième prêt global a été octroyé à la Development Finance Company of Kenya Ltd. (DFCK) qui en affectera le produit au financement d'initiatives industrielles de moyenne dimension. En 1979, cinq crédits ont été affectés sur un prêt global accordé en 1977 à l'Industrial Development Bank.

La Banque a accordé un prêt pour la construction d'un hôtel de 250 chambres à Niamey, au **Niger**, et un prêt conditionnel à la République du **Mali** pour le financement de deux hôtels, l'un de 60 chambres à Mopti, l'autre de 40 chambres à Tombouctou, et pour l'acquisition de moyens de transport et de communications nécessaires à la réalisation de circuits touristiques.

A **Madagascar**, deux prêts conditionnels (2,3 millions au total) ont été consentis à l'État, l'un pour la construction d'un atelier-pilote de déphosphoration du minerai de chrome à Andriamena, au nord d'Antananarivo et l'autre pour le financement d'une étude de mise en valeur d'un gisement de grès bitumineux, dans la partie nord du bassin de Morondavan, à l'ouest de la capitale.

En **Gambie**, un prêt conditionnel contribuera au financement de la modernisation d'installations de traitement de l'arachide.

Au **Sénégal**, deux prêts conditionnels d'un montant global de 1,5 million ont été consentis à l'État, d'une part, pour financer sa participation à l'augmentation de capital de la Société Industrielle des Applications de l'Energie Solaire (SINAES) qui aménagera à Thies un atelier de fabrication de capteurs solaires et de cuves calorifiques et, d'autre part, pour une étude visant à déterminer les réserves exploitables des gisements de minerai de fer à haute teneur de la Falémé.

A **Djibouti**, un prêt conditionnel a été accordé à l'État pour une centrale thermo-électrique à Tadjourah, au nord-ouest du pays dont la réalisation conditionne l'implantation d'une usine d'embouteillage qui permettra d'exploiter une source d'eau minérale.

Au **Burundi**, un prêt global conditionnel a été consenti à la Banque Nationale de Développement pour le financement d'études concernant des petites et moyennes initiatives industrielles, agro-industrielles, minières et touristiques et pour d'éventuelles prises de participation au capital de telles sociétés.

Au **Cap-Vert**, un prêt conditionnel a permis de financer l'étude de faisabilité d'un chantier de réparation de bateaux de pêche.

Au **Swaziland**, un prêt conditionnel permettra l'exécution de trois études de faisabilité de projets industriels.

Enfin, dans les **Caraïbes**, la Banque est intervenue à la **Barbade** par un prêt global à la Barbados Development Bank (BDB) dont le produit sera affecté au financement d'initiatives industrielles et touristiques de petites et moyennes dimensions, et à la

Jamaïque, par un prêt conditionnel de 70 000 unités de compte destiné à financer une étude relative à l'implantation d'un parc de loisirs et de manifestations folkloriques dans un des plus importants centres touristiques du pays.

En 1979, 28 crédits ont été affectés sur les divers prêts globaux accordés à des banques de développement dans les États ACP pour un montant total de 14,6 millions.

La plupart des projets d'investissements dans les États ACP ont fait l'objet de cofinancements notamment avec la Banque Mondiale et la Société Financière Internationale, le Fonds Européen de Développement, la Banque Africaine de Développement, la Caisse Centrale de Coopération Économique, la Kreditanstalt für Wiederaufbau et la Deutsche Entwicklungsgesellschaft ainsi que différentes institutions financières bilatérales et multilatérales des États arabes producteurs de pétrole.

Liste des financements à l'extérieur de la Communauté

A. Prêts sur les ressources propres de la Banque

Contrats signés en 1979

Le montant total des contrats de prêts sur les ressources propres de la Banque signés en 1979 pour des projets d'investissements à l'extérieur de la Communauté s'élève à 420,9 millions, dont 347,7 dans les pays du bassin méditerranéen et 73,2 dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Ces opérations — dont les principaux aspects économiques sont présentés pages 49 à 56 — sont comptabilisées dans le bilan.

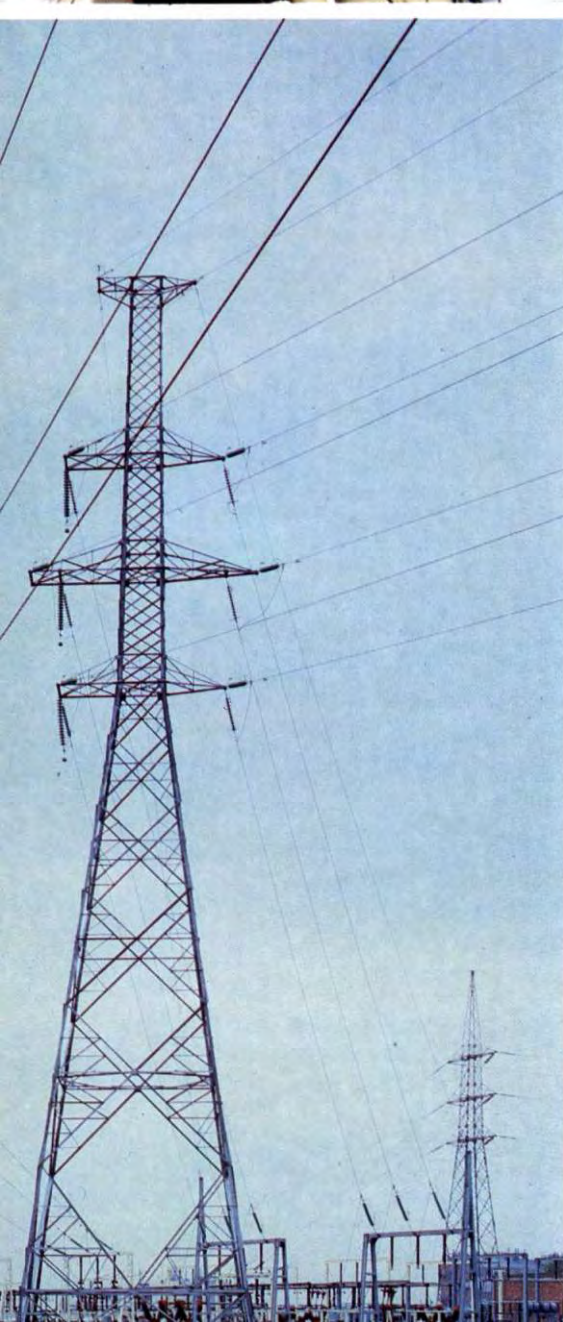
Certains des projets financés ont aussi fait l'objet de financements sur des ressources budgétaires de la Communauté (cf. page 59); ils sont indiqués par un astérisque *. En ce qui concerne les pays du bassin méditerranéen, le renvoi à une note en bas de page signale les prêts assortis d'une bonification d'intérêt de 2 % ou de 3 % sur ressources budgétaires de la Communauté (cf. page 49). Tous les prêts dans les pays ACP ont fait l'objet d'une bonification d'intérêt de 3 % sur les ressources du Fonds Européen de Développement.

1. Pays du bassin méditerranéen

GRÈCE 104,0		PORTUGAL 46,0		ment de petites et moyennes initiatives industrielles du secteur privé	
5 224,5 millions de drachmes		3 018,4 millions d'escudos		323,7 millions £ T	5,0
125. Centrales hydroélectriques de Sfikia et Assomata sur l'Aliakmon (Macédoine du sud)		132. Lignes à très haute tension raccordant la centrale de Setubal au réseau national		ÉGYPTE 65,0	
Entreprise Publique d'Electricité		Electricidade de Portugal (EDP)		65,3 millions de livres égyptiennes	
895,1 millions Dr	18,0 (*)	1 305,0 millions Esc	20,0 (*)	138. Centrale thermique de Shoubrah El Heima, au nord du Caire	
126. Irrigation de 7 500 ha sur la zone côtière du nord-ouest de la Crète		133. Construction de zones de sécurité en bout de piste, agrandissement de l'aire de stationnement et équipements de balisage, d'éclairage et de radionavigation renforçant la sécurité du trafic de l'aéroport de Funchal (Madère)		Office d'Electricité Égyptien	
République hellénique		Aeroportos e Navegacao Aerea (ANA)		25,1 millions £ E	25,0 (*)
1 243,2 millions Dr	25,0 (*)	734,7 millions Esc	11,0 (*)	139. Amélioration de la navigabilité du Canal de Suez et renforcement des installations d'entretien et de réparation de Port Saïd, Ismaïlia et Port Tawfik	
127. Irrigation de 37 760 ha à partir des eaux d'un barrage sur l'Ardas et de nappes aquifères dans le département d'Evros (Thrace)		134. Prêt global au Banco de Fomento Nacional (BFN) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques		Administration du Canal de Suez	
République Hellénique		978,7 millions Esc	15,0 (*)	25,1 millions £ E	25,0 (*)
1 004,9 millions Dr	20,0 (*)	TURQUIE 36,0		140. Prêt global à la Development Industrial Bank (DIB) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques	
128. Extension des routes d'exploitation forestière en Macédoine orientale et en Thrace		2 378,7 millions de livres turques		15,1 millions £ E	15,0 (*)
République Hellénique		135.* Achèvement d'un complexe industriel intégré comprenant une scierie et une papeterie à Silifke sur la côte méridionale		MAROC	
497,3 millions Dr	10,0 (*)	Seka Akdeniz Müessesesi par l'intermédiaire de la Banque d'Investissement d'État (DYB) (cf. n° 162)		141.* Port minéralier à Jorf Lasfar, au sud de Casablanca (cf. n° 164)	
129. Extension de la zone industrielle de Salonique et réalisation d'une zone industrielle à Heraklion		1 083,9 millions £ T	16,0	Royaume du Maroc	
Banque Hellénique de Développement Industriel S.A. (ETBA)		136. Prêt global à la République de Turquie qui en représentera le montant à la Banque de Développement Industriel de Turquie (Türkiye Sınai Kalkinma Bankası TSKB) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles du secteur privé		138,6 millions dirhams marocains	26,0
298,4 millions Dr	6,0 (*)	971,1 millions £ T	15,0	TUNISIE 24,0	
130. Prêt global à la Banque Hellénique de Développement Industriel (ETBA) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles		137. Prêt global à la République de Turquie qui en représentera le montant à la Banque de Crédit et d'Investissement Industriel (Sınai Yatirim ve Kredi Bankası SYKB) pour le finance-		13,2 millions de dinars tunisiens	
497,3 millions Dr	10,0			142. Déplacement de la voie ferrée Tunis—Alger dans le cadre du Plan directeur de mise en valeur des ressources en eau du nord du pays	
131. Prêt global à la Banque Agricole de Grèce (BAG) pour le financement de petites et moyennes initiatives agro-industrielles et d'investissements dans les exploitations agricoles				République Tunisienne	
788,3 millions Dr	15,0			6,6 millions D T	12,0 (*)
				143. Prêt global à la Banque de Développement Économique de Tunisie (BDET) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques	
				6,6 millions D T	12,0 (*)

(1) Prêt assorti d'une bonification d'intérêt de 3 %.

(2) Prêt assorti d'une bonification d'intérêt de 2 %.



LIBAN 17,0

77,9 millions de livres libanaises

144.—145. Augmentation de la puissance de la centrale thermique de Jieh (au sud de Beyrouth)

Électricité du Liban par l'intermédiaire du **Conseil de Développement et de la Reconstruction**

— 31,0 millions £ lib. 7,0
— 46,9 millions £ lib. 10,0

SYRIE

146.* Liaison routière entre Alep (nord-ouest) et Tall Kojak à la frontière irakienne (nord-est) (cf. n° 166)

République Arabe Syrienne
83,3 millions livres syriennes 15,7 (1)

JORDANIE 11,0

4,6 millions dinars jordaniens

147. Réalisation, à Sahab, dans la banlieue sud d'Amman, d'une zone industrielle destinée à accueillir de petites et moyennes initiatives industrielles

Jordan Industrial Estates (Corporation) par l'intermédiaire de l'État Jordanien
2,1 millions JD 5,0 (1)

148.* Prêt global à l'**Industrial Development Bank (IDB)** pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques (cf. n° 167)
2,5 millions JD 6,0 (1)

MALTE

149.* Aménagement et développement du port de commerce de La Valette (cf. n° 165)

République de Malte
1,5 million livres maltaises 3,0 (1)

2. États ACP

MAURITANIE

150. Mine de fer à ciel ouvert et usine d'enrichissement du minerai dans la zone de Guelb El Rhein, près de Zouerate
Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM)
1 637,2 millions Ouguiya 25,0

CÔTE-D'IVOIRE 15,8

4 488,9 millions de francs CFA

151. Interconnexion des réseaux de transport d'électricité de la Côte-d'Ivoire et du Ghana
Société Énergie Électrique de la Côte-d'Ivoire (EECI)
1 742,7 millions FCFA 6,0

152.* Extension et rationalisation d'une usine d'engrais dans la zone industrielle d'Abidjan (cf. n° 177)

Société Ivoirienne d'Engrais
1 513,5 millions FCFA 5,2

153. Nouvelles capacités de traitement du latex à Bongo, Ousrou et Rapides Grah

Société Africaine de plantations d'Hévéas
1 336,1 millions FCFA 4,6

CAMEROUN 14,4

4 222,1 millions de francs CFA

154.* Extension et modernisation d'une usine d'aluminium à Edéa (cf. n° 169)

Compagnie Camerounaise de l'Aluminium (ALUCAM)
1 549,2 millions FCFA 5,3

155. Renforcement des capacités de production de l'usine de broyage de clinker de Bonabéri, près de Douala, et de la cimenterie de Figuil, dans le nord du pays

Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM)
1 932,2 millions FCFA 6,6

156. Fabrique de tissu éponge dans la zone industrielle de Douala

Société Textile du Cameroun pour le linge de maison (SOLICAM)
740,7 millions FCFA 2,5

GHANA

157. Interconnexion des réseaux de transport d'électricité du Ghana et de la Côte-d'Ivoire

Volta River Authority
22,3 millions cedi 6,0

KENYA

158. Prêt global à la **Development Finance Company of Kenya Limited** pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles

50,8 millions shillings kenyans 5,0

NIGER

159. Hôtel à Niamey
Société Propriétaire et Exploitante de l'«Hôtel Le Gaweye»
1 320,3 millions francs FCFA 4,5

LA BARBADE

160. Prêt global à la **Barbados Development Bank (BDB)** pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques
6,8 millions Barbados dollars 2,5

(1) Prêt assorti d'une bonification d'intérêt de 2 %.

B. Financements sur ressources budgétaires de la Communauté

Contrats signés en 1979

Le montant total des opérations sur ressources budgétaires de la Communauté conclues en 1979 s'élève à 92 millions dont 78,8 millions de prêts à conditions spéciales dans les pays du bassin méditerranéen et 13,2 millions de concours sous forme de capitaux à risques dans les États ACP. Ces financements sont accordés par la Banque sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté Économique Européenne et sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale (page 71); pour ces opérations, dont les principaux aspects économiques sont présentés pages 49 à 56, la responsabilité de la Banque est limitée à la bonne exécution du mandat qui lui est confié.

Certains des projets financés sur ressources budgétaires de la Communauté, soit par prêts à des conditions spéciales, soit par concours sous forme de capitaux à risques, ont aussi fait l'objet de prêts sur les ressources propres de la Banque auxquels renvoie le numéro entre parenthèse (cf. pages 57 et 58).

1. Prêts à conditions spéciales dans les pays du bassin méditerranéen

TURQUIE 46,0

3 008,2 millions de livres turques

161. Augmentation de la puissance de la centrale hydro-électrique de Keban sur l'Euphrate (sud-est de l'Anatolie)

République de Turquie
2 330,8 millions £ T 36,0

162. Amélioration de l'exploitation de 1,4 million d'hectares de forêts dans les réserves d'Antalya, Mersin, Adana et Kahramanmaraş, dans le sud du pays

République de Turquie — Ministère des Forêts (cf. n° 135)
677,4 millions £ T 10,0

GRÈCE

163. Prêt global à la **Banque Agricole de Grèce (BAG)** pour le financement de l'irrigation de petits périmètres agricoles
525,5 millions drachmes 10,0

MAROC

164. Port minéralier (cf. n° 141)
74,6 millions dirhams marocains 14,0

MALTE

165. Aménagement et développement du port de commerce de La Valette (cf. n° 149)
2,5 millions livres maltaises 5,0

SYRIE

166. Liaison routière Alep-Tall Kojak (cf. n° 146)
18,6 millions livres syriennes 3,5

JORDANIE

167. Prêt global à l'**Industrial Development Bank (IDB)** (cf. n° 148)
0,1 million dinars jordaniens 0,3

2. Concours sous forme de capitaux à risques⁽¹⁾ sur le Fonds européen de développement dans les États ACP

MALI

168. Construction de deux hôtels l'un à Mopti, l'autre à Tombouctou et acquisition de moyens de transport et de communication nécessaires à l'organisation de circuits touristiques
Prêt conditionnel à la **République du Mali** pour couvrir sa participation dans ces investissements
1 463,7 millions francs maliens 2,5

CAMEROUN

169. Usine d'aluminium d'Edéa (cf. n° 154) prêt conditionnel à la **République Unie du Cameroun** pour couvrir une partie de sa souscription à l'augmentation de capital d'**ALUCAM**
672,3 millions francs CFA 2,3

GAMBIE

170. Prêt conditionnel à la **République de Gambie** qui en mettra le montant à la disposition du **Gambia Produce Marketing Board** pour la modernisation d'installations de traitement de l'arachide
5,8 millions gambian dalasi 2,3

MADAGASCAR 2,3

672,8 millions francs malgaches

171. Un atelier pilote de déphosphoration des minerais de chrome de la Société d'État Kraomita Malagasy (Kraoma), à Andriamena
Prêt conditionnel à la **République Démocratique de Madagascar**
347,8 millions FMG 1,2

172. Prêt conditionnel à la **République Démocratique de Madagascar** pour le financement d'une étude sur la mise en valeur du gisement de grès bitumineux de Bemolanga à l'ouest de la capitale Antananarivo
325,0 millions FMG 1,1

SÉNÉGAL 1,5

173. Étude de certification du gisement de minerai de fer de la Falémé, près de la frontière malienne
Prêt conditionnel à la **République du Sénégal** qui mettra les fonds à la disposition de la société d'étude
MIFERSO (mines de fer du Sénégal Oriental)
286,9 millions FCFA 1,0

174. Atelier de fabrication de capteurs solaires et de cuves calorifiques, à Thies. Prêt conditionnel à la **République du Sénégal** pour financer sa participation à l'augmentation du capital et assurer une partie du financement à long terme de la **SINAES (Société Industrielle des Applications de l'énergie solaire)**
146,4 millions FCFA 0,5

DJIBOUTI

175. Centrale thermique à Tadjourah et lignes de transport d'électricité
Prêt conditionnel à la **Société Électricité de Djibouti**
254,4 millions francs djibouti 1,0

(1) Définition page 53.

BURUNDI

176. Prêt global pour financer des études préalables à la réalisation de projets industriels, agro-industriels, miniers et touristiques et des prises de participations

Prêt conditionnel à la **Banque Nationale de Développement Économique du Burundi (BNDE)**

64,2 millions francs burundais

0,5

CAP-VERT

178. Étude d'un chantier de réparation de bateaux de pêche à Porto-Grande Mindelo

Prêt conditionnel à la **République du Cap-Vert**

4,9 millions escudos capverdiens

0,1

SWAZILAND

180. Trois études de faisabilité de projets industriels

Prêt conditionnel à la **National Industrial Development Corporation of Swaziland**

0,2 million emalangen

0,1

CÔTE-D'IVOIRE

177. Prise de participation, pour le compte de la Communauté, dans le capital de la **Société Ivoirienne d'Engrais** (cf. n° 152)

150 millions francs CFA

0,5

JAMAÏQUE

179. Étude d'un parc de loisirs et de folklore sur la côte nord

Prêt conditionnel à l'**Urban Development Corporation**

0,2 million dollars jamaïcains

0,1

Le développement du tourisme figure parmi les tâches confiées à la Banque dans le cadre de la convention de Lomé (voir nos. 159, 160, 168, 176, 179).



Ressources

Le présent chapitre porte sur les ressources mises en œuvre par la Banque pour les opérations de prêts et de garanties comptabilisées dans son bilan, qui engagent sa responsabilité financière et dont le détail pour l'année 1979 est présenté aux pages 42 à 46 et 57 et 58. Il ne concerne pas les ressources gérées par la Banque sur mandat et pour compte de tiers qui sont comptabilisées hors bilan dans la section spéciale (cf. page 71), notamment les prêts sur les ressources du NIC et les financements accordés dans les pays du bassin méditerranéen et dans les États ACP sur les ressources de la Communauté dont le détail pour l'année 1979 est présenté respectivement aux pages 47, 59 et 60.

Les ressources de la Banque figurant au bilan au 31 décembre 1979 (capital versé, réserves et provisions, solde du compte de profits et pertes, produits d'emprunts) atteignent 9 882,7 millions contre 7 869,9 millions au 31 décembre 1978.

Cette progression provient pour 1 832,8 millions d'une augmentation nette des fonds d'emprunts (y compris la variation des taux de conversion), pour 142 millions de l'excédent du compte de profits et

pertes et pour 38 millions des apports des États membres au titre de l'augmentation du capital décidée en 1975. Les versements au titre de l'augmentation du capital décidée en 1978 interviendront à partir de 1980 en huit tranches semestrielles d'un montant total de 354,375 millions, ce qui portera le capital versé à 911,25 millions, cf. Annexe A des états financiers page 72.

La Banque a fait appel aux marchés financiers pour 2 481,2 millions, contre 1 949,7 millions en 1978 et 1 161,5 millions en 1977. Ce montant provient pour 2 435,1 millions d'émissions publiques et de placements privés, pour 1,5 millions d'opérations interbancaires à moyen terme et pour 44,6 millions de l'attribution à des tiers de certificats de participation au financement des prêts de la Banque assortis de la garantie de celle-ci.

La répartition des emprunts de la Banque entre monnaies des pays membres de la Communauté et celles des pays extérieurs à la Communauté est restée sensiblement la même que l'année précédente. Les emprunts de la Banque libellés dans les monnaies des pays membres (1 160,8 millions contre

Tableau 7: Ressources collectées de 1961 à 1979

Exercice	Nombre	Emprunts montants (millions u.c.)			Participations de tiers au financement de la BEI (millions u.c.)	Ressources collectées (millions u.c.)
		Emprunts privés	Emprunts publics	Total		
1961	3	7,6	13,8	21,4	—	21,4
1962	2	—	32,3	32,3	—	32,3
1963	3	8,0	27,2	35,2	—	35,2
1964	5	13,5	53,3	66,8	—	66,8
1965	4	—	65,0	65,0	—	65,0
1966	6	24,0	114,5	138,5	—	138,5
1967	8	40,0	154,5	194,5	—	194,5
1968	13	112,5	100,0	212,5	—	212,5
1969	9	63,7	82,3	146,0	—	146,0
1970	7	66,6	102,3	168,9	—	168,9
1971	20	208,0	204,9	412,9	—	412,9
1972	19	133,4	328,6	462,0	17,5	479,5
1973	22	207,0	401,0	608,0	4,3	612,3
1974	16	704,2	121,3	825,5	—	825,5
1975	26	318,6	495,1	813,7	17,0	830,7
1976	17	221,0	510,9	731,9	17,0	748,9
1977	31	321,9 ⁽¹⁾	707,6	1 029,5	132,0	1 161,5
1978	43	509,0 ⁽²⁾	1 353,9	1 862,9	86,8	1 949,7
1979	59	983,2 ⁽³⁾	1 453,4	2 436,6	44,6	2 481,2
1961—1979	313	3 942,2	6 321,9	10 264,1	319,2	10 583,3

(1) Dont 87 millions d'opérations interbancaires à moyen terme.

(2) Dont 39,9 millions d'opérations interbancaires à moyen terme.

(3) Dont 1,5 million d'opérations interbancaires à moyen terme.

Tableau 8: Liste des emprunts émis en 1979

Date du contrat	Emission au cours du mois de	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (millions)	Montant en millions d'u.c.	Durée de l'emprunt	Taux nominal %	Nature de l'émission
Emprunts publics et privés								
11. 1. 1979	janvier	Luxembourg	Flux	600	15,1	12	8	Placement public (1)
25. 1. 1979	janvier	Allemagne	DM	50	19,9	15	7	Placement privé
25. 1. 1979	janvier	Allemagne	DM	75	29,9	10	7 1/4	Placement privé
26. 1. 1979	janvier	Allemagne	DM	125	49,8	15	7 1/4	Placement privé
30. 1. 1979	janvier	Pays-Bas	HFL	50	18,4	15	8 1/2	Placement privé
31. 1. 1979	janvier	Japon/Luxemb.	\$US	100	72,6	12	9 5/8	Placement public (2)
9. 2. 1979	février	Pays-Bas	HFL	48	17,7	20	8 3/4	Placement privé
15. 2. 1979	février	États-Unis	\$US	150	109,0	7	9 5/8	Placement public (3)
15. 2. 1979	février	États-Unis	\$US	100	72,6	20	9 7/8	Placement public (3)
8. 3. 1979	mars	Luxembourg	\$US	50	36,3	7	9 1/2	Placement public (4)
8. 3. 1979	mars	Luxembourg	\$US	30	21,8	12	9 3/4	Placement public (4)
21. 3. 1979	mars	Allemagne	DM	100	39,9	10	7,30	Placement privé
21. 3. 1979	mars	Allemagne	DM	100	39,9	10	7,35	Placement privé
31. 3. 1979	avril	Pays-Bas	HFL	30	11,0	25	8 3/4	Placement privé
31. 3. 1979	avril	Pays-Bas	HFL	50	18,4	15	8 7/8	Placement privé
31. 3. 1979	avril	Pays-Bas	HFL	50	18,4	20	8 7/8	Placement privé
31. 3. 1979	avril	Pays-Bas	HFL	80	29,5	12	8 3/4	Placement privé
25. 4. 1979	avril	Luxembourg	\$US	75	55,5	10	9 3/4	Placement public (5)
10. 5. 1979	mai	Luxembourg	\$US	50	37,0	5	variable	Placement privé
15. 5. 1979	mai	Allemagne	DM	200	79,2	10	7 1/2	Placement public (6)
16. 5. 1979	mai	Luxembourg	\$US	25	18,5	10	11-9 1/8	Placement privé
21. 5. 1979	mai	Allemagne	DM	40	15,8	15	8,30	Placement privé
23. 5. 1979	mai	États-Unis	\$US	150	111,0	8	9 7/8	Placement public (7)
23. 5. 1979	mai	États-Unis	\$US	150	111,0	20	10	Placement public (7)
29. 5. 1979	juin	Suisse	FS	100	43,7	12	4 1/2	Placement public (8)
30. 5. 1979	juin	Luxembourg	\$US	30	22,2	12	11-9 5/8	Placement privé
31. 5. 1979	juin	Royaume-Uni	£	25	38,3	12	11 1/2	Placement public (9)
31. 5. 1979	juin	Pays-Bas	HFL	25	9,2	15	9 1/8	Placement privé
12. 6. 1979	juin	Luxembourg	Yen	5 000	17,6	15	7,90	Placement privé
4. 7. 1979	juillet	Pays-Bas	HFL	100	36,1	15	9 1/4	Placement privé
6. 7. 1979	juillet	Luxembourg	Yen	10 000	33,7	15	7,90	Placement privé
9. 7. 1979	juillet	Luxembourg	\$US	50	36,6	15	10	Placement privé
11. 7. 1979	juillet	Luxembourg	\$US	100	73,3	10	9,70	Placement public (10)
11. 7. 1979	juillet	France	FF	200	34,2	10	10 3/4	Placement privé
13. 7. 1979	juillet	Pays-Bas	HFL	100	36,1	15	9 3/8	Placement privé
15. 7. 1979	juillet	Luxembourg	\$US	25	18,3	10	10,05	Placement privé
18. 7. 1979	juillet	Royaume-Uni	£	15	23,8	12	12	Placement privé
18. 7. 1979	juillet	France	FF	300	51,3	15	11 13/16	Placement privé
26. 7. 1979	juillet	Suisse	FS	100	44,1	15	4 3/8	Placement public (11)
27. 7. 1979	juillet	Allemagne	DM	200	79,3	10	7 5/8	Placement privé
6. 8. 1979	août	Allemagne	DM	100	39,6	20	8 1/8	Placement privé
7. 8. 1979	août	Luxembourg	Yen	15 000	50,5	10	7 3/4	Placement public (12)
12. 9. 1979	septembre	États-Unis	\$US	100	73,3	8	10 1/8	Placement public (13)
12. 9. 1979	septembre	États-Unis	\$US	100	73,3	20	10,15	Placement public (13)
28. 9. 1979	octobre	Belgique	FB	2 500	61,9	8	9 3/4	Placement public (14)
12. 10. 1979	octobre	Allemagne	DM	50	20,1	15	8	Placement privé
24. 10. 1979	octobre	Pays-Bas	HFL	150	54,4	15	9	Placement public (15)
6. 11. 1979	novembre	Royaume-Uni	DM	100	40,2	10	8 1/2	Placement public (16)
15. 11. 1979	novembre	Suisse	FS	10	4,5	7	4 3/4	Placement privé
15. 11. 1979	novembre	Japon	Yen	15 000	47,0	12	8,20	Placement public (17)
23. 11. 1979	novembre	Luxembourg	Flux	250	6,2	7	10,40	Placement privé
28. 11. 1979	novembre	Pays-Bas	HFL	75	27,2	20	9 1/2	Placement privé
29. 11. 1979	novembre	France	FF	200	34,2	12	12	Placement privé
30. 11. 1979	novembre	Allemagne	DM	100	40,2	15	8	Placement privé
6. 12. 1979	décembre	Royaume-Uni	\$US	80	56,0	12	11 3/4	Placement public (18)
10. 12. 1979	décembre	Allemagne	DM	100	40,2	10	7 3/4	Placement privé
13. 12. 1979	décembre	France	FF	500	85,4	14	12,20	Placement public (19)
18. 12. 1979	décembre	Autriche	Sch.A.	500	27,9	10	8	Placement public (20)
19. 12. 1979	décembre	Luxembourg	\$US	10	7,0	10	11 3/4	Placement privé
					2 435,1			

Opérations interbancaires à moyen terme

Date du contrat	Encaissement	Origine	Monnaie de l'opération	Montant en monnaie nationale (millions)	Montant en millions d'u.c.	Echéance	Taux %	Nature de l'opération
2. 3. 1979	mars	Luxembourg	\$US	2	1,5	1982	10 17/32	Placement privé

Montant total des emprunts**2 436,6**

(¹) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Banque Générale du Luxembourg S.A., la Banque Internationale à Luxembourg S.A., la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, la Caisse d'Épargne de l'État, la Banque de Paris et des Pays-Bas pour le Grand-Duché de Luxembourg S.A., du Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Luxembourg, la Société Générale Alsacienne de Banque, Luxembourg, la Banque Commerciale S.A., la Banque de Suez Luxembourg S.A. et le Crédit Lyonnais S.A.; offert en souscription publique à 100¼ %.

(²) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de The Nikko Securities Co. Ltd., Crédit Suisse First Boston Limited, Daiwa Securities Co. Ltd., The Nomura Securities Co. Ltd., Yamaichi Securities Company Limited et IBJ International Limited; offert en souscription publique au prix de 99,30 %.

(³) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de The First Boston Corporation, Merrill Lynch White Weld Capital Markets Group, Lehman Brothers Kuhn Loeb Incorporated, et Lazard Frères & Co.; offert en souscription publique à 99,5 % pour la tranche à 7 ans et au pair pour celle à 20 ans.

(⁴) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de l'Istituto Bancario San Paolo di Torino, du Banco di Roma, la Bank of America International Limited, la Bank für Gemeinwirtschaft AG, la Banque Bruxelles Lambert S.A., la Banque Générale du Luxembourg S.A., la Banque Internationale à Luxembourg S.A., la Chemical Bank International Group, le Crédit Commercial de France, le Crédit Lyonnais, Eurogest S.p.A., la Gotthard Bank International Limited, Kleinwort, Benson Limited, Lloyds Bank International Limited, Nederlandsche Middenstandsbank N.V., Nomura Europe N.V., et la Société Générale de Banque S.A.; offert en souscription publique à 99½ % pour la tranche à 7 ans et 99¼ % pour celle à 12 ans.

(⁵) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Kuwait Foreign Trading Contracting & Investment Co. (S.A.K.), Abu Dhabi Investment Company, Blyth Eastman Dillon & Co. International Limited, Citicorp International Bank Limited, Gulf International Bank B.S.C., Libyan Arab Foreign Bank et Manufacturers Hanover Limited; offert en souscription publique au pair.

(⁶) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Deutsche Bank AG, la Dresdner Bank AG, la Commerzbank AG, et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale; offert en souscription publique à 99¼ %.

(⁷) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Merrill Lynch White Weld Capital Markets Group, Lehman Brothers Kuhn Loeb Incorporated, The First Boston Corporation et Lazard Frères & Co.; offert en souscription publique à 99,75 % pour la tranche à 8 ans et à 99 % pour celle à 20 ans.

(⁸) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de l'Union de Banques Suisses, la Société de Banque Suisse, et du Crédit Suisse; offert en souscription publique à 100½ %.

(⁹) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Kleinwort, Benson Limited, l'Algemene Bank Nederland N.V., la Banca Commerciale Italiana, la Banque Nationale de Paris, du Crédit Commercial de France, Daiwa Europe N.V., la Deutsche Bank AG, Hill Samuel & Co. Limited, la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, Samuel Montagu & Co. Limited, Orion Bank Limited, la Société Générale de Banque S.A., Sumitomo Finance International et l'Union Bank of Switzerland (Securities) Limited; offert en souscription publique à 99 %.

(¹⁰) Pris ferme dans le cadre d'une procédure par appel d'offre au prix de 98,06 % par la Citicorp International Bank Limited, l'Algemene Bank Nederland N.V. et Samuel Montagu & Company Limited.

(¹¹) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Sedit S.A. et la Banque de Paris et des Pays-Bas (Suisse) S.A.; offert en souscription publique à 99½ %.

(¹²) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Nomura Securities Co. Ltd., S.G. Warburg and Co. Ltd., l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., The Bank of Tokyo (Holland) N.V., la Banque Nationale de Paris, le Crédit Commercial de France, le Crédit Lyonnais, le Crédit Suisse First Boston Limited,

Daiwa Europe N.V., The Development Bank of Singapore Limited, la Dresdner Bank AG, Robert Fleming & Co. Limited, IBJ International Limited, Kleinwort, Benson Limited, Kredietbank International Group, Manufacturers Hanover Limited, Merrill Lynch International & Co., The Nikko Securities Co. (Europe) Ltd., Nippon European Bank S.A., Salomon Brothers International, la Société Générale, la Société Générale de Banque S.A., Sumitomo Finance International, Yamaichi International (Europe) Limited; offert en souscription publique au prix de 99¼ %.

(¹³) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Lehman Brothers Kuhn Loeb Incorporated, The First Boston Corporation, Merrill Lynch White Weld Capital Markets Group, Salomon Brothers et Lazard Frères & Co.; offert en souscription publique au prix de 99,60 % pour la tranche à 8 ans et celle à 20 ans.

(¹⁴) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Société Générale de Banque S.A., la Banque Bruxelles Lambert S.A., la Kredietbank N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas Belgique S.A. et la Banque Degroof S.C.S.; offert en souscription publique au prix de 99,75 %.

(¹⁵) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., l'Algemene Bank Nederland N.V., Bank Mees & Hope NV, Pierson, Heldring & Pierson N.V., la Nederlandsche Middenstandsbank N.V., la Coöperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. et la Bank der Bondsspaarbanken; offert en souscription publique au prix de 99 %.

(¹⁶) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Berliner Handels- und Bank AG, Morgan Grenfell & Co. Limited, Baring Brothers and Co. Limited, Robert Fleming & Co. Limited, Hambros Bank Limited, Hill Samuel & Co. Limited, Kleinwort, Benson Limited, Lazard Frères & Co. Limited, Samuel Montagu & Co. Limited, N.M. Rothschild & Sons Limited, J. Henry Schroder Wagg & Co. Limited et S.G. Warburg & Co. Limited; offert en souscription publique au pair.

(¹⁷) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de The Nomura Securities Co., Ltd., Yamaichi Securities Company Limited, The Nikko Securities Co. Ltd., Daiwa Securities Co. Ltd.; offert en souscription publique à 99,35 %.

(¹⁸) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Kleinwort, Benson Limited, la Barclays Bank International Limited, Baring Brothers & Co., Limited, la County Bank Limited, Hambros Bank Limited, Hill Samuel & Co. Limited, la Lloyds Bank International Limited, Samuel Montagu & Co. Limited, Morgan Grenfell & Co. Limited, S.G. Warburg & Co. Limited, Williams Glyn & Co., l'Algemene Bank Nederland N.V., la Chemical Bank International Limited et Goldman Sachs International Corp., IBJ International Limited, Manufacturers Limited et la Norddeutsche Landesbank Girozentrale; offert en souscription publique au prix de 99¼ %.

(¹⁹) Pris ferme par un syndicat bancaire composé du Crédit Lyonnais, la Société Générale, la Banque Nationale de Paris, la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse Nationale de Crédit Agricole; offert en souscription publique au pair.

(²⁰) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Creditanstalt-Bankverein, la Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen AG, l'Österreichische Länderbank AG, la Bank der österreichischen Postsparkasse AG, la Bank für Arbeit und Wirtschaft AG, la Bank für Kärnten AG, la Bank für Oberösterreich und Salzburg, la Bank für Tirol und Vorarlberg AG, Die Erste Österreichische Spar-Casse, la Genossenschaftliche Zentralbank AG, l'Österreichische Volksbanken-AG, l'Österreichisches Credit-Institut AG, Schoeller & Co. Bank-AG, la Zentralsparkasse und Kommerzbank, l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., la Banque Bruxelles Lambert S.A., le Crédit Lyonnais, la Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank, Dillon Read Overseas Corp., la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, la Manufacturers Hanover Ltd., Orion Bank Ltd., la Swiss Bank Corporation (Overseas) Ltd., et S.G. Warburg & Co. Ltd.; offert en souscription publique au prix de 99,5 %.

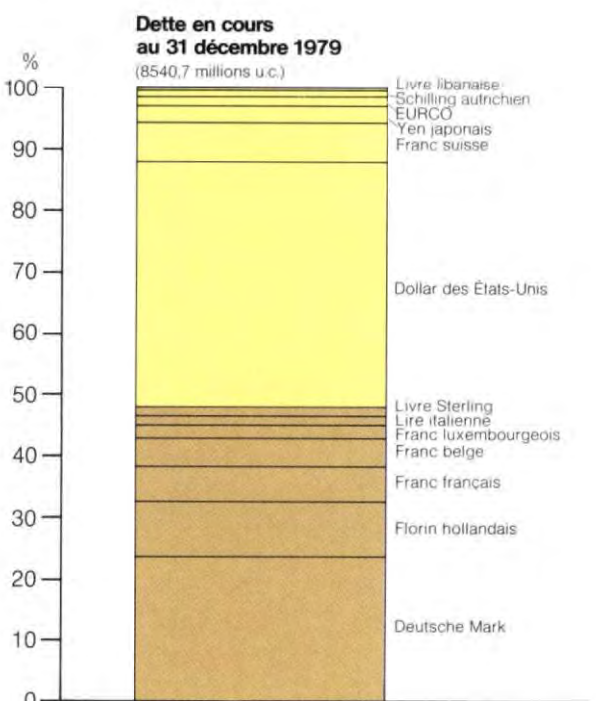
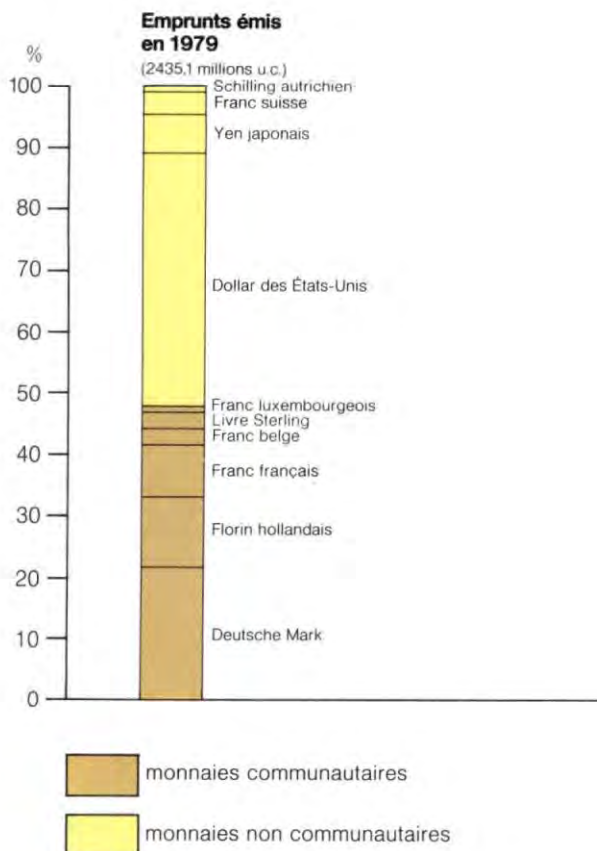
869,8 millions en 1978) ont représenté près de la moitié des appels de la Banque aux marchés des capitaux.

Le mouvement ascendant des taux d'intérêt des titres libellés en Deutsche Mark, du moins pendant la première partie de l'année, a suscité pour ceux-ci un vif intérêt et a permis à la Banque de collecter des ressources dans cette monnaie pour un montant important (534 millions en 12 opérations d'emprunts). Le florin et le franc français ont représenté après le Deutsche Mark les deux monnaies des pays membres les plus empruntées en 1979: un rendement relativement élevé des titres et l'accueil favorable réservé par les investisseurs aux emprunts de la Banque ont permis d'accroître la part du florin dans le montant total de ses émissions (276,4 millions); l'utilisation plus importante des placements

privés en franc français a rendu possible l'élargissement de l'accès à ce marché (205,1 millions). Les autres recours de la Banque en monnaies des pays membres ont été effectués en francs belges, livres sterling et francs luxembourgeois (145,3 millions).

La part du dollar des États-Unis, en légère diminution par rapport à 1978, a néanmoins représenté un peu plus de 40 % du total des fonds collectés par la Banque (1 006,7 millions contre 861,8 millions en 1978). Comme par le passé, ces émissions ont été effectuées sur le marché international, le marché intérieur américain des émissions étrangères et le marché japonais. Le marché américain a été sollicité pour 550,2 millions contre 440,5 millions en 1979 sous forme de trois émissions publiques au lieu de deux l'année précédente. Sur le marché international, la Banque s'est procuré 456,5 millions sous la forme

Emprunts de la Banque: répartition selon les monnaies



d'émissions publiques ou par la voie d'emprunts privés.

La Banque est revenue sur le marché du yen pour un montant total de 148,9 millions, en réalisant une émission publique sur le marché intérieur japonais, une émission en euroyen et deux placements privés.

Le marché du franc suisse a procuré à la Banque 92,3 millions essentiellement sous forme d'émissions publiques.

En fin d'année, la Banque est retournée sur le marché du schilling autrichien pour 27,9 millions.

Le tableau 8 page 62 reprend les caractéristiques des emprunts conclus durant l'exercice. Déduction faite des remboursements et compte tenu des ajus-

tements de change, l'encours net des emprunts de la Banque atteignait, au 31 décembre 1979, 8 540,7 millions dont 166,9 millions encore à recevoir ⁽¹⁾.

Les taux d'intérêt de la Banque sont déterminés en fonction des coûts auxquels celle-ci peut se procurer les fonds pour les durées considérées et reflètent donc l'évolution des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux; hausse modérée pour le florin, le Deutsche Mark et le yen; hausse assez forte pour le franc belge, le franc français, le franc suisse; relative stabilité pour le dollar des États-Unis pendant le premier semestre suivie d'une forte augmentation au second; mouvements irréguliers suivis d'un fort relèvement pendant le dernier trimestre pour la livre sterling.

⁽¹⁾ Cf. annexe C des états financiers page 74.

Résultats de gestion

Le montant des intérêts et commissions sur prêts perçus en 1979 a atteint 701,2 millions, alors que les intérêts et charges sur emprunts se sont élevés à 618,3 millions, contre respectivement 560,8 millions et 473,8 millions en 1978.

L'accroissement du montant des disponibilités gérées par la Banque dans un climat généralisé de hausse des taux d'intérêt à court terme a permis d'augmenter fortement le revenu des placements: ceux-ci atteignent 99,1 millions contre 57,7 millions en 1978.

Par contre, la moins-value sur le portefeuille de la Banque consécutive à la détérioration de l'ensemble des marchés financiers en fin d'année, a accru le montant des frais financiers (9,4 millions contre 2,7 millions en 1978).

Les dépenses et charges administratives sont passées de 25,7 millions en 1978 à 27,5 millions en 1979.

Après imputation de l'annuité d'amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement s'élevant à 17,5 millions contre 16,4 millions en 1978, l'excédent de gestion — qui

provient essentiellement de la mise en œuvre des fonds propres de la Banque — s'établit à 139,5 millions contre 111,2 millions en 1978.

L'augmentation appréciable de ces résultats en 1979 est attribuable notamment aux taux exceptionnellement élevés qui ont prévalu sur les marchés et auxquels ont été rémunérés les placements des disponibilités de la Banque.

Le Conseil d'Administration a recommandé au Conseil des Gouverneurs d'ajouter à la provision pour variation du taux de conversion de l'unité de compte 0,5 million représentant la plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1979 augmenté du montant de la réintégration de la provision pour dépenses et charges administratives de 2 millions, soit 141,5 millions, à raison de 15 millions à la provision pour construction pour la porter à 60 millions, à raison de 40 millions à la réserve statutaire, et pour le solde à la réserve supplémentaire.

Au 31 décembre 1979, le bilan atteignait 12 215 millions contre 9 645 millions au 31 décembre 1978, soit une progression de 26,6 %.



En 1979, 160,1 millions d'u.c. ont été accordés par la Banque en faveur d'aménagements agricoles en Italie (irrigation) et en Irlande (drainage); en outre, 45 millions d'u.c. ont été prêtés pour l'irrigation en Grèce.

Administration de la Banque

Des modifications sont intervenues dans la composition du Conseil d'Administration: MM. Ugo MOSCA, Norman JORDAN-MOSS et Hans-Herbert WEBER, administrateurs, ont donné leur démission. Le Conseil les remercie pour leur précieuse collaboration à l'activité de la Banque.

Pour les remplacer, le Conseil des Gouverneurs a nommé, pour la période restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs, en 1979 M. Tommaso PADOA-SCHIOPPA et en 1980 M. David HANCOCK et M. Waldemar MÜLLER-ENDERS, précédemment suppléant, qui a été remplacé dans cette fonction par M. Winfried HECK.

Lors de l'assemblée annuelle du 18 juin 1979, le Conseil des Gouverneurs a, comme chaque année, procédé au renouvellement partiel du Comité de Vérification: le mandat de M. Jørgen BREDSDORFF, président sortant, a été renouvelé en qualité de membre du Comité pour les exercices 1979, 1980 et 1981 et la présidence est revenue à M. Corneille BRÜCK jusqu'à l'approbation, à l'assemblée annuelle de 1980, du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 1979.

A la Direction de l'Administration générale, M. Henri LENAERT, directeur et secrétaire général, a été remplacé au 1^{er} février 1980 par M. Eugenio GREPPI, qui était secrétaire général adjoint depuis le 1^{er} février 1978. M. Lenaert a été nommé conseiller spécial du Comité de Direction.

M. Nicolaas van den HOUTEN, directeur de la Direction des Affaires Juridiques de janvier 1962 à avril 1979 et qui depuis lors était conseiller spécial du Comité de Direction, a pris sa retraite en novembre 1979; le titre de directeur honoraire lui a été conféré.

La Banque évoque avec émotion le souvenir de M. Michael KONSTAM, conseiller à la Direction des Affaires Juridiques, décédé subitement le 5 novembre 1979.

Au 31 décembre 1979, les services comptaient 437 personnes contre 399 au 31 décembre 1978.

Le Conseil d'Administration exprime ses remerciements au personnel de la Banque pour l'importance et la qualité du travail qu'il a accompli avec compétence et dévouement au cours de l'année 1979.

Luxembourg, le 5 mai 1980

Le Président du Conseil d'Administration

Yves Le Portz

Bilan au 31 décembre 1979

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Actif	31. 12. 1979	31. 12. 1978
A verser par les États membres en compte capital (Annexe A)	354 375 000	392 343 750
Caisse et Banques		
A vue ou à un an au plus	792 372 263	415 490 898
A plus d'un an	756 713	527 158
	793 128 976	416 018 056
Portefeuille (Note B)		
A un an au plus	108 946 028	43 516 626
A plus d'un an	217 497 719	208 314 272
	326 443 747	251 830 898
Produits d'emprunts à recevoir	166 921 779	213 027 608
Créances sur États membres pour ajustement du capital (Annexe D)	2 034 195	36 494 391
Prêts en cours (Annexe B)		
Versé	8 830 496 800	7 088 024 327
A verser	1 058 352 852	778 366 598
	9 888 849 652	7 866 390 925
Garanties		
Créances au titre de prêts sur mandat	106 838 997	114 504 441
Créances au titre de prêts accordés par des tiers	(138 532 369)	(162 200 904)
Créances au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque	(191 687 528)	(209 630 496)
Terrains et immeubles (Note C)	38 914 810	24 659 952
Intérêts et commissions à recevoir	182 389 718	140 058 229
À recevoir au titre de bonifications d'intérêts versées d'avance dans le cadre du SME (Note H)	63 873 731	—
Frais d'émission à amortir	108 630 811	95 497 047
Primes de remboursement à amortir	1 610 207	2 130 341
	110 241 018	97 627 388
Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note D)	132 434 793	77 662 275
Divers (Note G)	48 370 062	14 435 484
	12 214 816 478	9 645 053 397

Passif

	31. 12. 1979	31. 12. 1978
Capital (Annexe A)		
Souscrit	7 087 500 000	7 087 500 000
Non appelé	6 176 250 000	6 176 250 000
	<i>12,85% de</i> 911 250 000	911 250 000
Réserve statutaire (Note N)	230 000 000	200 000 000
Réserve supplémentaire (Note N)	355 486 789	274 260 330
Provisions (Note N)		
Pour variation du taux de conversion de l'unité de compte	12 666 836	18 385 047
Pour construction	45 000 000	45 000 000
	57 666 836	63 385 047
Fonds de pension du personnel (Note E)	21 569 935	18 251 664
Dettes envers États membres pour ajustement du capital (Annexe D)	1 815 795	24 454 840
Emprunts (Annexe C)		
Obligations et bons de caisse	6 957 589 205	5 704 796 029
Autres emprunts à moyen et long terme	1 583 118 943	1 003 074 902
	8 540 708 148	6 707 870 931
Primes de remboursement sur obligations	6 351 451	7 276 394
	8 547 059 599	6 715 147 325
Créditeurs divers (Note F)	52 553 872	50 423 301
Montants à verser sur prêts en cours	1 058 352 852	778 366 598
Garanties		
Sur prêts sur mandat	106 838 997	114 504 441
Sur prêts accordés par des tiers	(138 532 369)	(162 200 904)
Sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque	(191 687 528)	(209 630 496)
Bonifications d'intérêts reçues d'avance (Note H)	255 567 836	61 886 390
Bonifications d'intérêts reçues d'avance pour compte de tiers (Note H)	8 350 477	—
	263 918 313	61 886 390
Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	303 412 099	221 293 406
Coupons et obligations échus — non encore payés (Note D)	132 434 793	77 662 275
Divers (Note G)	30 464 340	28 659 532
Solde du compte de profits et pertes (Note N)	141 992 258	105 508 248
	<u>12 214 816 478</u>	<u>9 645 053 397</u>

Comptes d'ordre

Section spéciale

Fonds en gestion fiduciaire

— pour le compte des États membres	335 593 228	325 748 680
— pour le compte des Communautés Européennes	681 052 411	309 241 284
Titres reçus en garantie de prêts sur mandat	31 454 647	31 891 274
Titres reçus en dépôt	104 283 261	108 941 956

Compte de profits et pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 1979

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Revenus	1979	1978
Intérêts et commissions sur prêts	701 235 061	560 836 589
Intérêts et commissions sur placements	99 082 358	57 731 562
Commissions de gestion (Note I)	4 397 294	3 953 565
Produits financiers et autres recettes (Note M)	8 762 088	6 990 075
Différences de change (Note J)	—	636 956
	813 476 801	630 148 747
Dépenses		
Dépenses et charges administratives (Note L)	27 543 719	25 691 055
Intérêts et charges sur emprunts	618 260 310	473 755 816
Amortissements sur frais d'émission et sur primes de remboursement	17 523 479	16 351 976
Frais financiers (Note M)	9 361 562	2 663 438
Amortissements sur achats nets installations et matériel	300 022	460 003
Différences de change (Note J)	1 037 351	—
	674 026 443	518 922 288
Excédent de gestion	139 450 358	111 226 459
Plus-value ou moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des statuts (Note K)	+ 541 900	— 5 718 211
Réintégration de la provision pour dépenses administratives non utilisée	+ 2 000 000	—
Solde (Note N)	141 992 258	105 508 248

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

71

Tableau de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos le 31 décembre 1979

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

	1979	1978
Origine des fonds		
Les liquidités proviennent de:		
Excédent de gestion net	141 992 258	105 508 248
À ajouter:		
Postes n'affectant pas les liquidités		
Amortissements sur achats nets, installations et matériel	300 022	460 003
Amortissements sur frais d'émission et primes de remboursement	17 523 479	16 351 976
Augmentation des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	82 118 693	45 795 347
Augmentation des intérêts et commissions à recevoir	— 42 331 489	— 27 346 824
	199 602 963	140 768 750
Autres origines:		
Produits d'emprunts	2 482 703 572	1 710 546 503
Remboursements des prêts	512 116 985	470 876 136
Capital versé par les États membres	37 968 750	37 968 750
Versement net au titre d'ajustement du capital des États membres	11 821 151	6 668 597
Augmentation des postes Créditeurs divers, Divers, Fonds de pension du personnel et Bonifications d'intérêts nettes	145 411 842	51 631 219
Ajustements de change sur prêts	208 978 436	237 971 391
Total	3 598 603 699	2 656 431 346
Emploi des fonds		
Les liquidités ont été employées pour:		
Prêts versés nets	2 463 567 894	1 956 210 773
Remboursements d'emprunts	377 970 514	243 741 474
Frais d'émission d'emprunts	30 137 109	35 933 570
Terrains et immeubles	14 554 880	13 867 143
Augmentation (diminution) du poste Divers débit	33 934 578	— 7 287 055
Ajustements de change sur emprunts	226 714 955	324 584 405
Augmentation des postes Caisse et Banques et Portefeuille	451 723 769	89 381 036
Total	3 598 603 699	2 656 431 346

Annexe A — État des souscriptions au capital

Au 31 décembre 1979

En milliers d'unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Pays membres	Capital souscrit (1)	Capital non appelé (2)	Capital appelé		
			versé au 31. 12. 1979	A verser (1)	Total
Allemagne	1 575 000	1 372 500	123 750	78 750	202 500
France	1 575 000	1 372 500	123 750	78 750	202 500
Royaume Uni	1 575 000	1 372 500	123 750	78 750	202 500
Italie	1 260 000	1 098 000	99 000	63 000	162 000
Belgique	414 750	361 425	32 587,5	20 737,5	53 325
Pays-Bas	414 750	361 425	32 587,5	20 737,5	53 325
Danemark	210 000	183 000	16 500	10 500	27 000
Irlande	52 500	45 750	4 125	2 625	6 750
Luxembourg	10 500	9 150	825	525	1 350
Total	7 087 500	6 176 250	556 875	354 375	911 250

(1) Par décision du Conseil des Gouverneurs du 19 juin 1978, le capital souscrit de la Banque a été porté de u.c. 3.543 750 000 à u.c. 7 087 500 000.

Les États membres verseront dans leur monnaie respective 10% de l'augmentation — soit la contre-valeur au total d'u.c. 354 375 000 en huit tranches égales d'u.c. 44 296 875 le 30 avril et le 31 octobre des années 1980 à 1983 (1980 u.c. 88 593 750 — 1981 à 1983 u.c. 265 781 250).

(2) Le Conseil d'Administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Annexe B — Décomposition des prêts en cours

Au 31 décembre 1979

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Pays ou Territoires où les projets d'investissements sont localisés (1) (2)	Nombre	Montant versé	Montant à verser	Total (3)	%
1. Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés:					
Allemagne	48	425 246 935	1 204 544	426 451 479	4,31
France	111	1 538 097 524	78 075 372	1 616 172 896	16,34
Royaume-Uni	135	2 215 200 139	17 005 614	2 232 205 753	22,57
Italie	292	3 138 287 188	313 586 282	3 451 873 470	34,91
Belgique	12	208 775 771	—	208 775 771	2,11
Pays-Bas	8	68 023 658	—	68 023 658	0,69
Danemark	36	184 497 197	1 464 305	185 961 502	1,88
Irlande	44	517 030 075	35 140 901	552 170 976	5,58
Luxembourg	2	3 494 363	—	3 494 363	0,04
Prêts assimilés **	6	117 510 324	—	117 510 324	1,19
Sous-total	694	8 416 163 174	446 477 018	8 862 640 192	89,62
2. Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté					
Pays du bassin méditerranéen (y inclus le Portugal)					
Egypte	3	—	65 000 000	65 000 000	0,66
Grèce	22	92 507 018	97 311 928	189 818 946	1,92
Jordanie	2	587 795	10 405 000	10 992 795	0,11
Liban	3	9 949 996	10 000 000	19 949 996	0,20
Malte	1	2 985 425	—	2 985 425	0,03
Maroc	1	—	26 000 000	26 000 000	0,26
Portugal	15	109 503 048	108 279 564	217 782 612	2,20
Syrie	1	—	15 700 000	15 700 000	0,16
Tunisie	2	—	24 000 000	24 000 000	0,24
Turquie	5	25 217 848	34 776 000	59 993 848	0,61
Yougoslavie	2	23 420 447	25 000 000	48 420 447	0,49
Pays ACP/PTOM					
Barbade	2	—	5 500 000	5 500 000	0,06
Cameroun	11	13 494 525	23 399 538	36 894 063	0,37
Congo	1	1 441 627	—	1 441 627	0,01
Côte d'Ivoire	14	50 835 817	24 360 878	75 196 695	0,76
Iles Fidji	1	824 574	11 656 034	12 480 608	0,13
Gabon	2	2 671 542	—	2 671 542	0,03
Ghana	2	1 152 625	14 727 120	15 879 745	0,16
Haute-Volta	1	182 291	—	182 291	—
Kénya	7	25 603 755	17 957 756	43 561 511	0,44
Libéria	2	3 965 735	3 421 873	7 387 608	0,08
Malawi	2	6 360 222	2 892 000	9 252 222	0,10
Ile Maurice	3	3 591 248	2 723 558	6 314 806	0,06
Mauritanie	1	—	25 000 000	25 000 000	0,25
Niger	2	741 682	5 253 960	5 995 642	0,06
Nigéria	1	2 010 881	22 950 000	24 960 881	0,25
Nouvelle-Calédonie	2	4 586 994	—	4 586 994	0,05
Papouasie-Nouvelle Guinée	1	1 769 283	5 200 000	6 969 283	0,07
Sénégal	1	1 106 319	—	1 106 319	0,01
Swaziland	1	4 114 666	5 793 793	9 908 459	0,10
Tanzanie	1	—	5 000 000	5 000 000	0,05
Togo	3	13 158 368	8 661 839	21 820 207	0,22
Trinité et Tobago	1	4 052 855	901 000	4 953 855	0,05
Zaire	2	8 497 040	7 503 993	16 001 033	0,16
Zambie	1	—	2 500 000	2 500 000	0,03
Sous-total	122	414 333 626	611 875 834	1 026 209 460	10,38
Total général	816	8 830 496 800	1 058 352 852	9 888 849 652	100,00

(1) Monnaies remboursables sur prêts en cours:

Monnaie:	Montant:
Monnaies des États membres	4 698 819 391
Option de la Banque entre les monnaies des États membres fondateurs de la Communauté	4 127 500
Autres monnaies	4 127 549 909
Partie versée sur prêts en cours	8 830 496 800
A ajouter: partie non versée sur prêts en cours	1 058 352 852
	<u>9 888 849 652</u>

Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par celles-ci

1 045 289 855

Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances)

363 095 314

Prêts garantis par des sociétés (autres que des institutions financières) sous contrôle majoritaire d'États membres ou d'institutions publiques dans la Communauté

223 636 753

Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles

77 422 606

Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé

147 872 230

Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés

156 540 349

8 862 640 192

(2) Ventilation des prêts en cours suivant les garanties principales dont ils sont assortis au 31 décembre 1979 *:

A. Prêts pour les investissements dans la Communauté (et prêts assimilés **)

Prêts accordés aux États membres ou bénéficiant de leur garantie

6 848 783 085

B. Prêts pour des projets à l'extérieur de la Communauté

1. Prêts accordés en application de la première Convention de Yaoundé

Prêts accordés aux États EAMA signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	10 051 463	
Prêts bénéficiant de la garantie d'une institution publique, d'une société ou d'une banque des États membres	1 930 067	11 981 530

2. Prêts, accordés en application de la seconde Convention de Yaoundé

Prêts accordés aux États EAMMA signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	61 601 297	
Prêts bénéficiant d'autres garanties	4 098 553	65 699 850 ***

3. Prêts accordés en application de la Convention de Lomé

Prêts accordés aux États ACP signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	264 884 010	
Prêts bénéficiant d'autres garanties	3 000 000	267 884 010 ****

4. Prêts accordés en application des accords financiers de la CEE avec des Pays du Bassin Méditerranéen (y inclus le Portugal)

Prêts bénéficiant de la garantie des six États membres fondateurs de la BEI	90 281 809	
Prêts bénéficiant de la garantie de la CEE	137 054 758	
Prêts accordés aux pays du bassin Méditerranéen signataires de ces accords ou bénéficiant de leur garantie ou de leur contre-garantie	453 307 503 *****	680 644 070
		9 888 849 652

* Pour une partie des prêts, il y a cumul entre plusieurs types de garanties ou de sûretés.

** Prêts assimilés à des prêts dans la Communauté; opérations effectuées en vertu de l'article 18.1 al 2, des statuts et concernant des investissements sur le plateau continental de Norvège et en Autriche.

*** Le montant des cautionnements donnés par les six États membres fondateurs de la BEI pour la couverture de tout risque découlant de ces engagements financiers atteint u.c. 24 430 695.

**** Le montant des cautionnements donnés par les États membres pour la couverture de tout risque découlant de ces engagements financiers atteint u.c. 81 778 500.

***** Le montant du cautionnement global donné par la CEE pour la couverture de tout risque découlant de ces engagements financiers atteint u.c. 341 775 000 à fin 1979 compare à u.c. 81 000 000 à fin 1978.

En cas de mise en jeu de ces cautionnements, les obligations des garants seront définies sur la base des taux de conversion entre l'unité de compte et les monnaies versées aux emprunteurs appliqués aux dates des versements.

(3) Montant originel des prêts sur la base des parités appliquées au jour de la signature

à déduire:		12 729 217 617
ajustements de change	461 133 435	
résiliations et annulations	87 581 246	
remboursement du principal à la Banque	2 099 965 756	
participations sur prêts attribuées à des tiers	191 687 528	2 840 367 965
Prêts en cours		9 888 849 652

L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque qui, en vertu de l'article 18, alinéa 5 des statuts, ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit, s'établissant au 31. 12. 1979 à:

prêts	9 888 849 652
garanties:	
au titre de prêts sur mandat	106 838 997
au titre de prêts accordés par des tiers	138 532 369
au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque	191 687 528
Total des garanties	437 058 894
Total	10 325 908 546

Annexe C — État de la dette consolidée

Au 31 décembre 1979

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Payable en	Dette en cours au 31. 12. 1978	Opérations de l'exercice		Ajustements de change	Dette en cours au 31 décembre 1979		
		Emprunts	Remboursements		Montant (2)	Taux d'intérêts (moyens pondérés)	Echéances
EURCO (1)	89 781 106	—	—	75 161 —	89 705 945	8,13	1980/1989
DM	1 555 678 683	534 046 875	107 526 298	14 899 557 +	1 997 098 817	7,17	1980/1999
FF	286 432 381	205 083 828	21 297 557	4 164 +	470 222 816	10,17	1980/1996
£	72 563 138	62 094 073	3 390 643	2 833 700 +	134 100 268	10,64	1980/1992
Lit	143 352 806	—	14 147 909	1 932 107 —	127 272 790	6,72	1980/1988
FB	340 031 219	61 857 456	12 096 564	5 376 675 —	384 415 436	8,27	1980/1993
Hfl	546 386 667	276 374 784	45 172 372	4 921 476 —	772 667 603	8,22	1980/2004
Flux	171 280 291	21 344 634	22 162 049	2 840 890 —	167 621 986	7,79	1980/1991
\$US	2 804 155 773	1 006 726 400	123 676 783	165 009 045 —	3 522 196 345	9,12	1980/1999
FS	516 067 654	92 285 678	26 925 268	15 676 899 —	565 751 165	5,90	1980/1994
£Lib	9 305 091	—	734 014	1 053 723 —	7 517 354	7,13	1980/1985
Yen	131 793 980	148 856 203	—	48 426 203 —	232 223 980	7,77	1980/1994
Sch.Aut.	41 042 142	27 927 812	—	943 689 +	69 913 643	7,92	1981/1989
Total	6 707 870 931	2 436 597 743	377 129 457	226 631 069 —	8 540 708 148		
Primes de remboursement	7 276 394	—	841 057	83 886 —	6 351 451		
Total général	6 715 147 325	2 436 597 743	377 970 514	226 714 955 —	8 547 059 599		

(1) L'Eurco est composé invariablement par la somme de montants fixés de toutes les monnaies des États membres de la Communauté Économique Européenne, à savoir: 1 Euro = 0,9 DM + 1,2 FF + 0,075 £ + 80 Lit + 0,35 Hfl + 4,5 Fb + 0,2 Dkr + 0,005 Eirf + 0,5 Flux.

(2) Le tableau suivant indique les montants totaux requis en capital pour le remboursement des emprunts pendant les cinq ans suivant la date de cet état:

Période	1980	1981	1982	1983	1984
Montant en u.c.	604 152 158*	569 246 621	738 884 401	682 983 084	825 872 501

* Un montant nominal d'u.c. 79 360 542 figurant à l'actif sous la rubrique portefeuille obligations propres, sera utilisé en 1980 pour couvrir une partie de ces remboursements contractuels.

Annexe D — Créances sur les États membres et dettes envers ces États pour ajustement du capital

Au 31 décembre 1979

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A de l'annexe E ci-dessous conduit à un ajustement des montants versés par les États membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants:

Créances sur:		Dettes envers:	
l'Allemagne	118 045	la France	1 121 390
l'Italie	884 142	le Royaume-Uni	505 021
la Belgique	57 642	les Pays-Bas	189 384
Le Danemark	957 547		<u>1 815 795</u>
l'Irlande	15 335		
le Luxembourg	1 484		
	<u>2 034 195</u>		

Conformément à la décision du Conseil des Gouverneurs du 30 décembre 1977, le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué le 31 octobre de chaque année à partir de 1980 dans la mesure où la différence, entre le taux de conversion comptable et le taux de conversion retenu pour déterminer l'ajustement, excédera 1,5 %. Lorsque la différence est inférieure à 1,5 % vers le haut ou vers le bas, les montants à ajuster seront reportés à nouveau dans les comptes d'ajustement non productifs d'intérêt.

Annexe E — Notes sur les états financiers

Au 31 décembre 1979 — en unités de compte

Note A — Résumé des principes comptables essentiels

- Unité de compte retenue pour l'établissement des états financiers et conversion des monnaies.

La Banque utilise l'unité de compte comme unité de mesure des comptes de capital des États membres et comme base commune pour la présentation de ses états financiers.

Conformément à l'article 4(1) des statuts de la Banque Européenne d'Investissement, la valeur de l'unité de compte est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales des États membres:

DM	0,828	Hfl	0,286
£	0,0885	FB	3,66
FF	1,15	Flux	0,14
Lit	109,0	DKr	0,217
		£irl	0,00759

Cette définition de l'unité de compte est identique à celle de l'unité de compte européenne.

Les taux de conversion entre les monnaies des États membres et l'unité de compte européenne, établis sur la base des taux du marché, sont publiés journellement dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans au 31 décembre 1979 et 1978 sont les suivants:

1 unité de compte =	1979	1978
Deutsche Mark	2,49057	2,50868
Francs français	5,79312	5,75538
Livre Sterling	0,646904	0,675274
Lires italiennes	1 157,19	1 140,06
Francs belges	40,3181	39,6543
Florins hollandais	2,74085	2,71453
Couronnes danoises	7,71697	6,99113
Livre irlandaise	0,670579	0,675274
Francs luxembourgeois	40,3181	39,6543
Dollar des États-Unis	1,43839	1,37688
Francs suisses	2,29783	2,22839
Livres libanaises	4,68915	4,13752
Yens japonais	344,495	265,566
Schillings autrichiens	17,8792	18,2739
Francs CFA	289,656	287,769

Les profits ou pertes résultant de la conversion des actifs et passifs de la Banque en unités de compte sont crédités ou débités au compte de profits et pertes. Sont exclus de cette évaluation les montants à recevoir ou à payer par les États membres résultant des ajustements relatifs au capital versé conformément à l'article 7 des Statuts.

2. Portefeuille

Les bons de trésor nationaux, les bons de caisse et les obligations sont évalués à leur valeur d'achat limitée éventuellement au nominal ou à la valeur boursière.

3. Terrains et immeubles

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat. Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

4. Frais d'émission et primes de remboursement

Les frais d'émission et primes de remboursement sont amortis sur toute la durée de l'emprunt et basés sur les montants en cours.

5. Bonifications d'intérêts reçues d'avance

Certains prêts sont assortis de bonifications d'intérêts qui sont versées d'avance. Ces bonifications sont imputées au compte de profits et pertes aux échéances des intérêts auxquels elles s'appliquent.

6. Fonds de pension

La Banque a constitué un fonds de pension pour son personnel. Toutes les contributions versées par la Banque et par son personnel sont investies dans les actifs de la Banque. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les 3 ans.

7. Imposition

Selon les conditions définies dans le Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés Européennes, annexe de l'article 28 du traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés Européennes, il est stipulé que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

Note B — Portefeuille

Le portefeuille comprend:	1979	1978
des bons du trésor nationaux, des bons de caisse et des obligations à leur valeur d'achat limitée éventuellement au nominal ou à la valeur boursière (valeur boursière)		
1978: 201 308 710		
1979: 196 244 527)	194 157 931	195 070 617
des obligations propres à leur valeur de rachat	98 216 046	53 176 226
des effets bancaires à leur valeur nominale	34 069 770	3 584 055
	<u>326 443 747</u>	<u>251 830 898</u>
La répartition, selon les échéances, est la suivante:		
à 3 mois au plus	64 689 447	18 975 913
à plus de 3 mois et à 6 mois au plus	19 533 320	5 939 730
à plus de 6 mois et à 12 mois au plus	24 723 261	18 600 983
à plus de 12 mois	<u>217 497 719</u>	<u>208 314 272</u>
	<u>326 443 747</u>	<u>251 830 898</u>

Note C — Terrains et immeubles

Ce poste comprend la valeur d'achat du terrain et les dépenses depuis 1976 pour la construction d'un nouveau bâtiment de la Banque à Luxembourg, soit 38 914 810.

Note D — Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Cette rubrique, qui trouve sa contre-partie au passif dans le poste «Coupons et obligations échus — non encore payés», représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

Note E — Fonds de pension du personnel

Les charges du régime de pension du personnel, y compris les intérêts supportés par la Banque, pour l'exercice clos le 31 décembre 1979 étaient de 3 281 467 (2 887 901 en 1978).

Note F — Créditeurs divers

Cette rubrique comprend:	1979	1978
le montant des devises à livrer (opérations de swap)	31 420 845	—
les emprunts bancaires à très court terme	7 462 530	40 589 228
le compte spécial de la Communauté Économique Européenne pour prêts à des conditions spéciales et divers montants y afférents à régulariser	12 185 409	7 458 946
les montants à régulariser ou à payer	<u>1 485 088</u>	<u>2 375 127</u>
	<u>52 553 872</u>	<u>50 423 301</u>

Note G — Comptes divers

Ces comptes comptabilisent:	1979	1978
a) à l'actif du bilan		
le montant des devises à recevoir (opérations de swap)	31 318 132	—
les comptes de débiteurs divers	<u>17 051 930</u>	<u>14 435 484</u>
	<u>48 370 062</u>	<u>14 435 484</u>

b) au passif du bilan

les dépenses à régler, autres charges administratives prévues ou à règlement différé à la clôture de l'exercice et divers	30 464 340	28 659 532
	<u>30 464 340</u>	<u>28 659 532</u>

Note H — Bonifications d'intérêts reçues d'avance

a) Cette rubrique qui représentait jusqu'en 1978 les montants des bonifications d'intérêts relatives aux prêts accordés pour des investissements à l'extérieur de la Communauté, comprend pour la première fois cette année, les bonifications d'intérêts mises à la disposition de la Banque dans le cadre du Système Monétaire Européen conformément au règlement (CEE) No. 1736/79 du Conseil des Communautés Européennes du 3 août 1979.

Une partie des montants reçus dans le cadre du SME ont fait l'objet d'une avance à long terme. Ces montants trouvent leur contre-partie dans la rubrique «A recevoir au titre de bonifications d'intérêts versées d'avance dans le cadre du SME».

b) «Les bonifications d'intérêts reçues d'avance pour compte de tiers» représentent les montants reçus à titre de bonifications d'intérêts sur les prêts accordés sur ressources de la CEE dans le cadre de la décision du Conseil des Communautés Européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (Nouvel Instrument Communautaire).

Note I — Commissions de gestion

Ce poste représente la rémunération pour la gestion des prêts sur mandat pour compte et risque des États membres ou des Communautés Européennes.

Note J — Différences de change

Les différences de change de 1 037 351 en 1979 (profits de 636 956 en 1978) représentent les pertes nettes de change résultant des opérations financières de l'exercice comptabilisées aux taux de conversion en vigueur à la date de ces opérations.

Note K — Plus-value ou moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des Statuts

L'application des taux de conversion retenus pour l'établissement du bilan (voir note A) au 31 décembre 1979 fait apparaître une plus-value nette des avoirs de la Banque de 541 900 (en 1978 moins-value de 5 718 211). Sont exclus de la base d'évaluation de cette plus-value, les avoirs exprimés en monnaie nationale de chacun des États membres correspondant à la quote-part de capital versé par chacun des États membres en sa monnaie nationale, qui doit faire l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des Statuts (voir annexe D).

Note L — Dépenses et charges administratives

Frais du personnel:	1979	1978
Traitements et émoluments	18 902 557	17 587 188
Dépenses sociales	3 971 586	3 804 697
Autres frais du personnel	<u>1 040 656</u>	<u>605 566</u>
	23 914 799	21 997 451
Frais généraux	<u>3 628 920</u>	<u>3 693 604</u>
Total	<u>27 543 719</u>	<u>25 691 055</u>

L'effectif du personnel employé par la Banque était de 437 au 31 décembre 1979 (399 au 31 décembre 1978).

Note M — Produits financiers et autres recettes, frais financiers

	1979	1978
a) Produits financiers et autres recettes comprennent:		
profits comptables sur opérations du portefeuille	6 277 474	6 270 195
diminution de la moins-value non réalisée sur le portefeuille	2 448 344	695 896
autres recettes	36 270	23 984
	<u>8 762 088</u>	<u>6 990 075</u>
b) Frais financiers comprennent:		
pertes comptables sur opérations du portefeuille	1 481 545	605 507
augmentation de la moins-value non réalisée sur le portefeuille	7 787 069	1 949 386
autres frais	92 948	108 545
	<u>9 361 562</u>	<u>2 663 438</u>

Note N — Réserves et provisions et affectation de l'excédent de gestion

Le Conseil des Gouverneurs a décidé le 18 juin 1979 de prélever de la provision pour variation du taux de conversion de l'unité de compte un montant de 5 718 211 représentant la moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1978 comme suit:

30 000 000 à la réserve statutaire
81 226 459 à la réserve supplémentaire

État des mouvements des comptes de réserves et de provisions pour l'exercice clos le 31 décembre 1979

	Situation des comptes au 31. 12. 1978	Affectation du solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1978	Situation des comptes au 31. 12. 1979
Réserve statutaire	200 000 000	30 000 000	230 000 000
Réserve supplémentaire	274 260 330	81 226 459	355 486 789
Provision pour variation du taux de conversion de l'unité de compte	18 385 047	— 5 718 211	12 666 836
Provision pour construction	45 000 000	—	45 000 000
	<u>537 645 377</u>	<u>105 508 248</u>	<u>643 153 625</u>

Le Comité de Direction a décidé de proposer au Conseil d'Administration de recommander au Conseil des Gouverneurs d'augmenter la provision pour variation du taux de conversion de l'unité de compte d'un montant de 541 900 représentant la plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1979 et le montant de la provision pour dépenses administratives réintégrée aux résultats, soit au total de 141 450 358, aux réserves et provisions.

Rapport de Messieurs Price Waterhouse & Co.

Monsieur le Président
Banque Européenne d'Investissement
Luxembourg

Nous avons examiné les états financiers aux 31 décembre 1979 et 1978 de la Banque Européenne d'Investissement. Nos examens ont été effectués selon les normes de révision généralement admises et ont donc comporté tels sondages de la comptabilité et telles autres opérations de contrôle que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. A notre avis, les états financiers ci-annexés aux 31 décembre 1979 et 1978 constituent une présentation fidèle et régulière de la situation financière de la Banque Européenne d'Investissement aux dites dates, des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière des exercices 1979 et 1978, selon les principes comptables généralement admis appliqués sur une base constante.

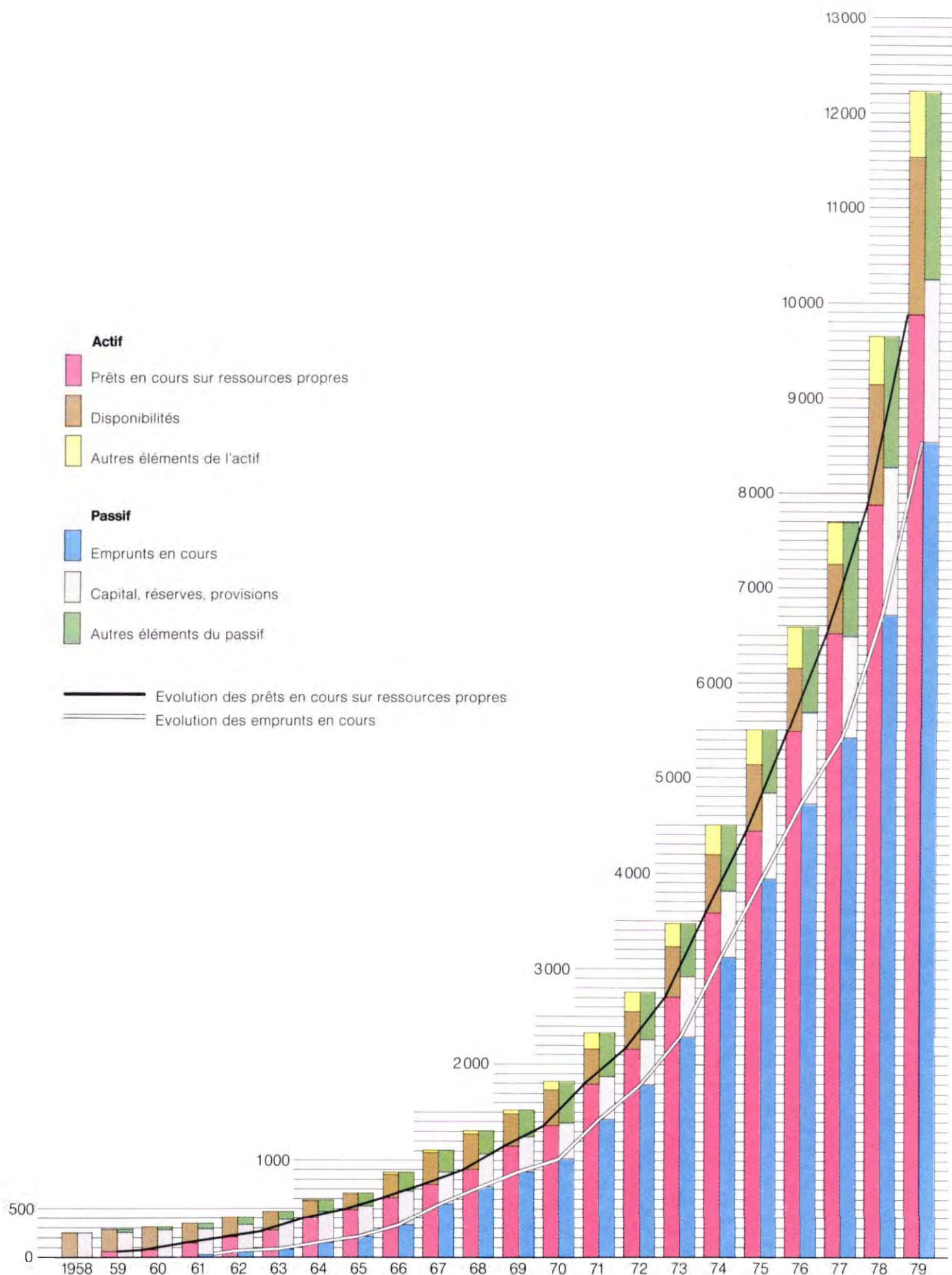
Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants:

Bilan	
Compte de profits et pertes	
Situation de la section spéciale	
Tableau de l'évolution de la situation financière	
État des souscriptions au capital	Annexe A
Décomposition des prêts en cours	Annexe B
État de la dette consolidée	Annexe C
Créance sur et dettes envers États membres pour ajustement du capital	Annexe D
Notes sur les états financiers	Annexe E

Luxembourg, le 25 février 1980

PRICE WATERHOUSE & Co.

Bilan de la Banque au 31 décembre de chaque année
(millions u.c.)



Déclaration du Comité de Vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque Européenne d'Investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,
- ayant pris connaissance des rapports établis par MM. Price Waterhouse & Co., en date du 25 février 1980,

vu le rapport annuel 1979 ainsi que le bilan de la Banque au 31 décembre 1979 et le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'Administration en sa séance du 5 mai 1980,

vu les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur,

certifie par la présente:

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1979 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que le bilan et le compte des profits et pertes sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 13 mai 1980

Le Comité de Vérification

C. BRÜCK P. McDONNELL J. BREDSDORFF

Financements accordés de 1958 à 1979

Depuis sa création, en 1958, la Banque Européenne d'Investissement a accordé un montant total de financements de 13 765 millions aux prix courants, soit quelque 20 milliards aux prix de l'année 1979. Les prêts sur ressources propres et les garanties ont atteint 12 820,3 millions aux prix courants, soit 93,1 % de l'ensemble et les divers financements sur les ressources des États membres ou de la Communauté, 944,7 millions. Le coût global des investissements auxquels la BEI a ainsi apporté son concours financier à long terme, à raison de 23 % en moyenne, atteint environ 87 milliards aux prix de 1979.

Les financements accordés pour des projets dans la Communauté se chiffrent à 11 931,5 millions (environ 17,3 milliards aux prix de 1979), soit 86,7 % du total. Ils ont contribué à un montant total d'investissement ⁽¹⁾ d'environ 71 milliards aux prix de 1979 ⁽²⁾ devant permettre la création directe de plus de 200 000 emplois permanents et la stabilisation de quelque 86 000 autres. Les investissements financés, surtout dans le secteur de l'énergie et des infrastructures, ont créé un nombre d'emplois beaucoup plus important, mais non évalué, du fait d'activités de production dont ils favorisent indirectement le développement et d'effets temporaires directs et indirects qu'ils exercent durant leur construction.

Les concours accordés depuis 1963 à l'extérieur de la Communauté ont atteint 1 833,5 millions dont près des deux tiers sur les ressources propres de la Banque.

L'évolution des montants annuels ressort du graphique de la page 20 et du tableau 9 ci-dessous.

La répartition des montants accordés, jusqu'en 1979 inclus, par objectif de politique économique, selon la localisation des projets et par secteur, est donnée par les tableaux aux pages 24, 40 et 81.

L'activité de la Banque depuis sa création a été présentée de façon détaillée dans une brochure publiée en 1978 à l'occasion de son 20^e anniversaire ⁽³⁾. Le texte qui suit se borne à en rappeler l'évolution dans les pays membres depuis l'élargissement de la Communauté en 1973 et à résumer les interventions au titre des accords de coopération financière avec des pays tiers.

(1) Il s'agit du total des investissements fixes de tous les projets auxquels la Banque a apporté son concours. Ce total a été établi à partir des données qui servaient de base aux plans de financement des promoteurs à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'Administration de la Banque.

(2) Les évaluations à prix constants ont été faites sur la base des indices nationaux de prix dérivés de la formation brute de capital fixe corrigés par l'indice de variation des taux de conversion des monnaies nationales en unités de compte.

(3) Cette publication peut être obtenue sur simple demande.

Tableau 9: **Financements accordés par la Banque de 1959 à 1979**

Montants annuels selon l'origine des ressources (cf. graphique de la page 20)

(en millions u.c.)

Années	Total des financements	Prêts sur ressources propres dans la Communauté	Prêts sur mandat et garanties dans la Communauté	Prêts sur ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts	Prêts sur ressources propres à l'extérieur de la Communauté	Opérations sur ressources de la section spéciale à l'extérieur de la Communauté
1959	34,1	34,1	—	—	—	—
1960	25,5	25,5	—	—	—	—
1961	86,5	86,5	—	—	—	—
1962	66,4	66,4	—	—	—	—
1963	71,2	56,2	—	—	15,0	—
1964	120,4	112,4	—	—	8,0	—
1965	109,1	88,1	—	—	16,0	5,0
1966	197,0	104,2	—	—	31,2	61,6
1967	212,6	148,2	—	—	20,0	44,4
1968	214,0	172,5	—	—	12,4	29,1
1969	321,8	247,9	—	—	15,5	58,4
1970	354,4	282,6	56,0	—	2,2	13,6
1971	502,2	432,1	36,9	—	22,5	10,7
1972	526,8	488,7	17,2	—	12,8	8,1
1973	815,8	696,8	—	—	10,9	108,1
1974	996,4	849,7	—	—	61,0	85,7
1975	1 006,5	917,5	—	—	48,9	40,1
1976	1 273,3	967,9	118,1	—	142,4	44,9
1977	1 571,5	1 401,3	—	—	152,0	18,2
1978	2 188,3	1 966,5	—	—	173,9	47,8
1979	3 071,1	2 281,2	—	277,0	420,9	92,0
Total ⁽¹⁾	13 765,0	11 426,3	228,2	277,0	1 165,8	667,7

(1) Cf. note 1 tableau 2 page 24

Tableau 10: **Financements sur ressources propres ⁽¹⁾ dans la Communauté de 1958 à 1979 ⁽²⁾**

Répartition par secteur

Secteurs	Nombre		Montant (millions u.c.)		% du total
	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	
Energie, communications et autres infrastructures	423	3	8 562,8	4,4	73,5
Energie	183	—	3 861,9	—	33,1
Production	132	—	2 786,6	—	23,9
Energie nucléaire	47	—	1 428,7	—	12,3
Centrales thermiques	24	—	396,1	—	3,4
Centrales hydro-électriques	22	—	502,9	—	4,3
Centrales géothermiques et de production de chaleur	2	—	40,5	—	0,4
Exploitation d'hydrocarbures	33	—	390,1	—	3,3
Extraction de combustibles solides	4	—	28,3	—	0,2
Transport	51	—	1 075,3	—	9,2
Lignes d'électricité	16	—	370,2	—	3,2
Gazoducs et oléoducs	35	—	705,1	—	6,0
Communications	155	3	3 209,8	4,4	27,5
Transports	98	3	1 572,0	4,4	13,5
Chemins de fer	16	—	288,1	—	2,5
Routes et ouvrages d'art	53	—	941,3	—	8,1
Transports maritimes et fluviaux	22	3	247,1	4,4	2,1
Transports aériens	6	—	90,6	—	0,8
Autres	1	—	4,9	—	—
Télécommunications	57	—	1 637,8	—	14,0
Infrastructures hydrauliques	81	—	1 464,7	—	12,6
Aménagements agricoles	17	—	419,9	—	3,6
Eau (captage, distribution, épuration)	64	—	1 044,8	—	9,0
Logements et autres bâtiments	3	—	18,9	—	0,2
Prêt global	1	—	7,5 ⁽³⁾	—	0,1
Industrie, Agriculture et Services	1 684	1 243	3 091,7	518,7	26,5
Industrie	1 530	1 162	2 815,0	498,8	24,1
Industries extractives	30	27	20,9	14,5	0,2
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	106	48	770,9	31,2	6,6
Matériaux de construction	114	85	139,4	42,2	1,2
Industrie du bois	95	92	41,3	26,3	0,4
Verre et céramique	42	28	69,2	13,1	0,6
Industrie chimique	142	64	514,3	30,3	4,4
Ouvrages en métaux et mécanique	307	259	285,5	94,4	2,4
Automobiles, matériel de transport	53	29	372,0	15,2	3,2
Construction électrique, électronique	84	64	108,1	28,9	0,9
Produits alimentaires	246	201	236,1	87,9	2,0
Textiles et cuirs	99	87	50,0	35,9	0,4
Pâte à papier, papier	75	66	65,4	33,9	0,6
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	93	75	104,4	31,9	0,9
Autres industries	31	27	15,8	9,7	0,1
Bâtiments — génie civil	10	10	3,3	3,3	—
Lotissements et bâtiments industriels	3	—	18,4	—	0,2
Agriculture, forêts, pêche	68	66	42,3	14,0	0,4
Services	20	15	20,7	5,9	0,2
Tourisme	9	7	11,3	3,3	0,1
Recherche-Développement	2	—	4,4	—	—
Autres services	9	8	5,0	2,6	—
Prêts globaux (part non affectée)	66	—	213,7 ⁽⁴⁾	—	1,8
Total général	2 107	1 246	11 654,5	523,1	100,0

⁽¹⁾ Pour les prêts accordés en 1979 sur les ressources du NIC cf. tableau 3 page 39.⁽²⁾ Cf. note 1 du tableau 2 page 24.⁽³⁾ Solde restant à affecter.⁽⁴⁾ Dont annulations: 31,5 millions; ajustements de change: 15 millions; solde restant à affecter: 117,2 millions.

Financements dans la Communauté (1973—1979)

De 1973, année de l'élargissement, à fin 1979, la BEI a accordé dans la Communauté un montant de prêts sur ses ressources propres et de garanties de 9 199 millions aux prix courants auxquels s'ajoutent 277 millions accordés en 1979 sur ressources du NIC. Le montant total des financements consentis depuis 1973 (9 476 millions) représente près des quatre cinquièmes des concours dans les pays membres depuis 1958. Les informations relatives aux prêts sur

ressources du NIC et aux bonifications d'intérêt instaurées dans le cadre du SME, figurent dans le chapitre consacré à l'exercice 1979. Dans ce qui suit, l'activité de la Banque depuis 1973 est présentée dans son ensemble y compris les prêts sur les ressources des NIC qui sont comptabilisés dans la section spéciale (cf. tableau 11 ci-dessous).

Répartition par objectif de politique économique

Au cours des sept dernières années le montant de l'ensemble des prêts pour les projets d'intérêt

Répartition par objectif de politique économique (1973 à 1979)

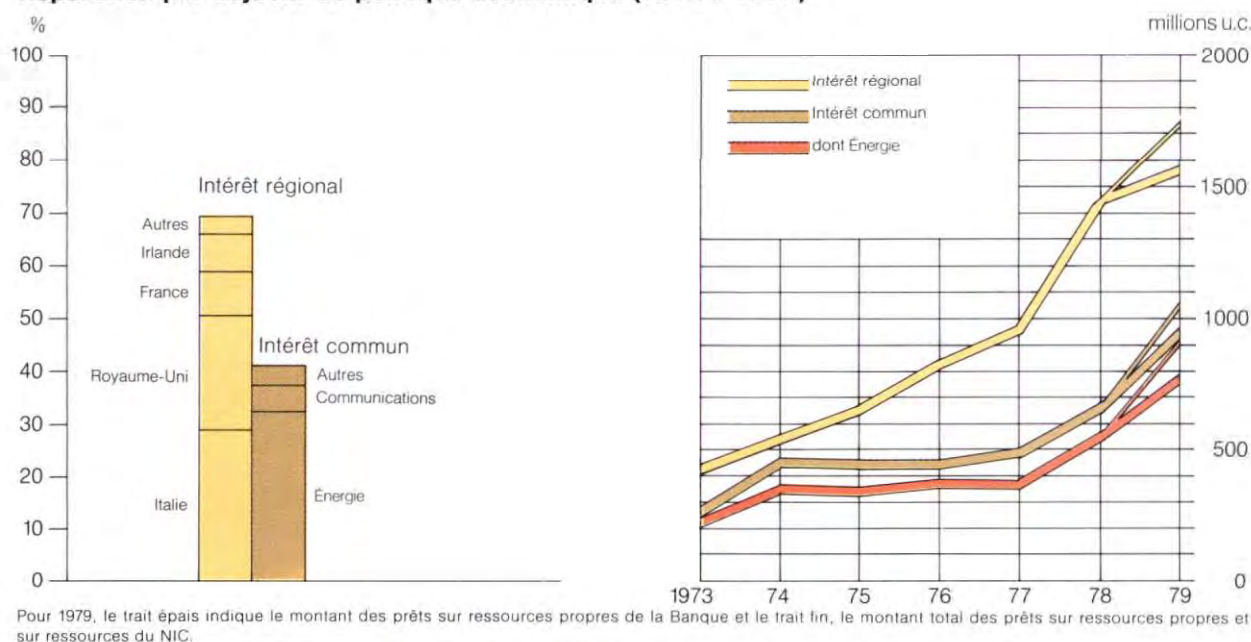


Tableau 11: Financements accordés dans la Communauté de 1973 à 1979

Répartition résumée selon la localisation, les objectifs économiques, les secteurs et l'origine des ressources

	sur ressources propres de la Banque	sur ressources du NIC (millions u.c.)	(millions u.c.)	Total %
Total des financements	9 199,0	277,0	9 476,0	100,0
Répartition selon la localisation du projet d'investissement.				
Belgique	165,4	—	165,4	1,7
Danemark	207,8	—	207,8	2,2
Allemagne	533,2	—	533,2	5,6
France	1 460,7	—	1 460,7	15,4
Irlande	614,1	86,7	700,8	7,4
Italie	3 377,5	85,0	3 462,5	36,5
Luxembourg	—	—	—	—
Pays-Bas	62,3	—	62,3	0,7
Royaume-Uni	2 628,1	105,3	2 733,4	28,9
Hors-Communauté (*)	149,9	—	149,9	1,6
Répartition résumée selon les objectifs économiques				
Développement régional	6 448,6	152,2	6 600,8	69,6
Modernisation et conversion d'entreprises	151,4	—	151,4	1,6
Intérêt commun européen	3 671,5	124,8	3 796,3	40,1
dont: Objectifs énergétiques	2 954,3	124,8	3 079,1	32,5
— à déduire pour tenir compte des doubles emplois dans le cas de financements justifiés simultanément par référence à plusieurs objectifs	— 1 072,5	—	— 1 072,5	— 11,3
Répartition résumée par secteur				
Énergie, communications et autres infrastructures	7 114,8	277,0	7 391,8	78,0
Énergie	3 436,7	149,5	3 586,2	37,9
Communications	2 325,1	37,4	2 362,5	24,9
Infrastructures hydrauliques	1 342,9	90,1	1 433,0	15,1
Autres	10,1	—	10,1	0,1
Industrie, Agriculture, Services	2 084,2	—	2 084,2	22,0

(*) Opérations intéressant directement la Communauté effectuées en vertu de l'article 18, paragraphe 1, alinéa 2 des statuts de la Banque aux termes duquel le Conseil des Gouverneurs peut autoriser le financement d'investissements hors de la Communauté.

régional a quadruplé, progressant en moyenne d'environ 14,5 % par an aux prix de 1979. Ils représentent environ 70 % des concours de la Banque dans la Communauté.

Les financements de projets d'intérêt commun concernent à raison de 80 % des investissements contribuant à améliorer l'approvisionnement en énergie de la Communauté, principalement par le développement de ses ressources internes. Les infrastructures de communications intra-communautaires ont également bénéficié de montants importants.

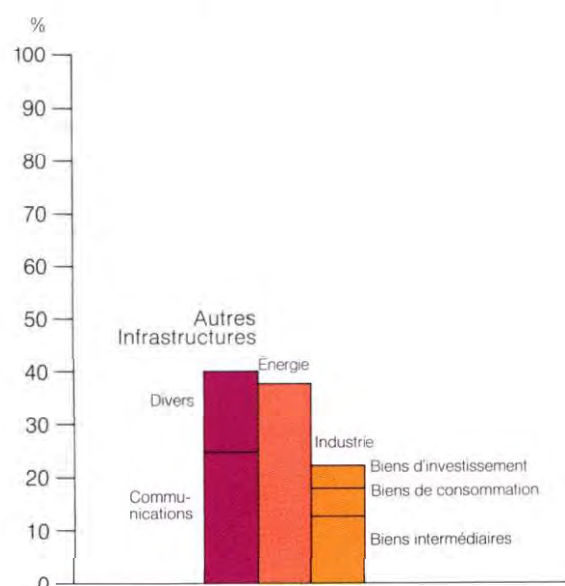
Répartition par secteur

La rapide augmentation des concours accordés depuis 1973, résulte essentiellement d'investissements de coût unitaire élevé dans les secteurs de

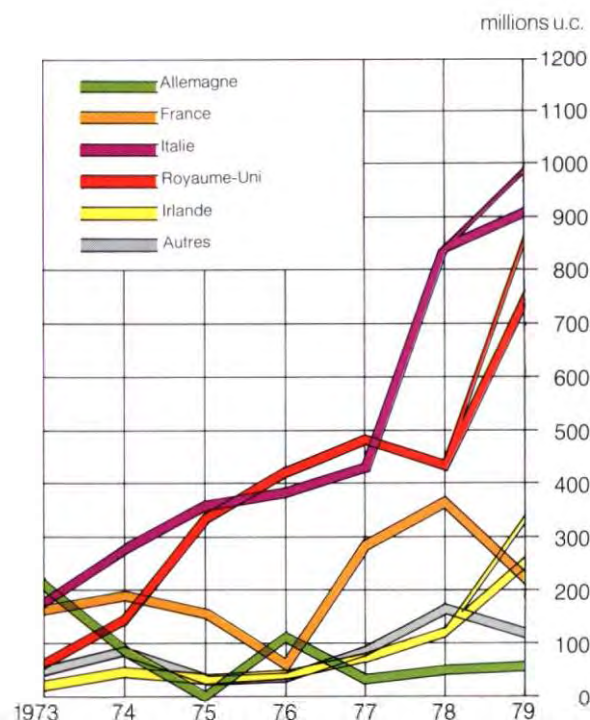
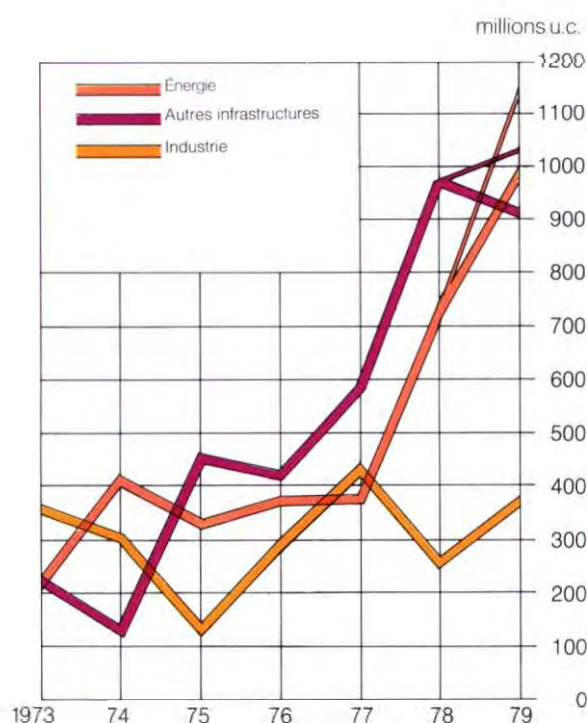
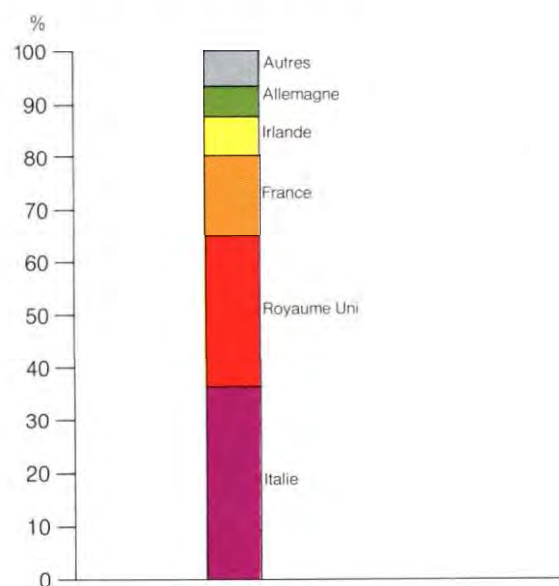
l'énergie, des transports, des télécommunications et des aménagements hydrauliques.

Les financements en faveur de projets dans l'industrie, l'agriculture et les services atteignent 2 084,2 millions soit 22 % des concours dans la Communauté depuis 1973. Ils comprennent 171 financements, la plupart pour des projets dans les industries de base et, de plus en plus, dans celles de l'automobile, de la mécanique et des produits alimentaires, ainsi que 55 prêts globaux d'un montant total de 642,3 millions qui ont permis l'affectation de 1 129 crédits (467,4 millions) en faveur d'investissements de petite ou moyenne dimension. Ceux-ci relèvent de secteurs divers à intensité de main d'œuvre très supérieure à celle des projets de grande dimension (30 000 unités de compte par emploi créé au lieu de 94 000 unités de compte).

Répartition par secteur (1973 à 1979)



Répartition selon la localisation du projet d'investissement (1973 à 1979)



Pour 1979, le trait épais indique le montant des prêts sur ressources propres de la Banque et le trait fin, le montant total des prêts sur ressources propres et sur ressources du NIC.

Répartition selon la localisation du projet d'investissement

Près des trois quarts des projets financés dans la Communauté sont localisés dans les pays où les problèmes régionaux sont les plus graves, Italie, Royaume-Uni et Irlande (cf. tableau 4 page 40). Les prêts dans le seul Mezzogiorno italien ont atteint près de 30 % des financements dans les pays membres. Au Royaume-Uni, des projets dans le secteur de l'énergie, liés en partie à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures de la mer du Nord, de grands travaux d'aménagement des eaux et la restructuration de la sidérurgie ont contribué au niveau élevé des financements. En France, des concours importants ont été consentis pour des projets énergétiques et des infrastructures de communications.

Financements à l'extérieur de la Communauté

La Banque a apporté depuis 1963 son concours à la mise en œuvre de la politique de coopération économique et financière que mène la Communauté avec un nombre croissant de pays en application des différents conventions, protocoles financiers et décisions concernant, d'une part, dans le bassin méditerranéen, la Grèce, le Portugal, la Turquie, la Yougoslavie, les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), du Machrek (Égypte, Jordanie, Liban, Syrie) Chypre, Malte, Israël et, d'autre part, les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

De 1963 à 1979, les financements accordés ont atteint un montant total de 1 833,5 millions dont 1 165,8 sur les ressources propres de la Banque ⁽¹⁾ et 667,7 sur des ressources budgétaires des États membres ou de la Communauté, en partie par l'intermédiaire du Fonds européen de développement (FED) ⁽²⁾ (cf. tableaux pages 50, 54 et 87).

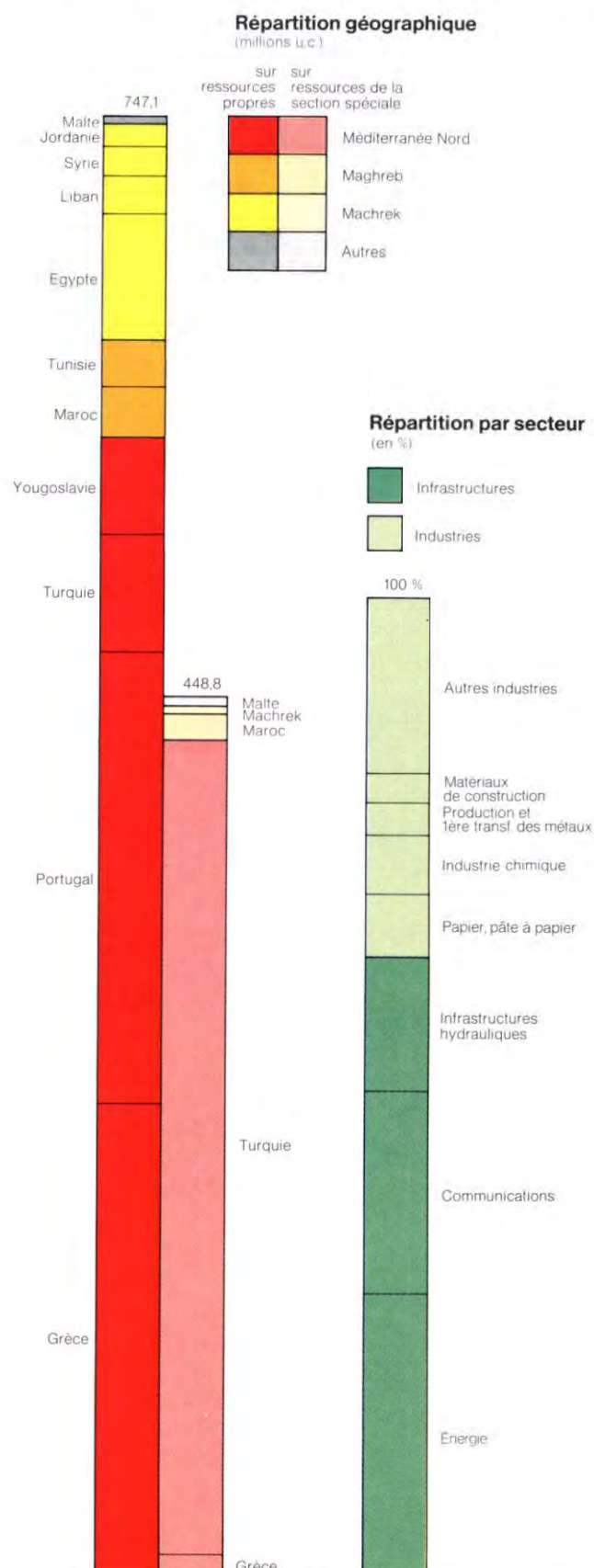
Bassin méditerranéen

Les financements dans les pays du bassin méditerranéen, y compris au Portugal, ont atteint, de 1963 à 1979, un montant total de 1 195,9 millions soit 65 % des financements de la Banque à l'extérieur de la Communauté, dont 747,1 millions sur ses ressources propres (voir tableau 5 page 50).

Durant cette période la Banque a consenti plus des quatre cinquièmes de ces montants en faveur de projets situés dans la partie nord du bassin méditerranéen et principalement dans deux pays dans

lesquels elle intervient depuis 1963: la Grèce (250,4 millions dont 240,4 millions sur ses ressources propres) et la Turquie (477 millions dont 61 millions sur ressources propres). Elle a en outre accordé sur ses ressources propres 231 millions de prêts au Portugal et 50 millions de prêts en Yougoslavie.

Financements dans le bassin méditerranéen (1963 à 1979)



(1) Assortis en partie de bonifications d'intérêt.

(2) Prêts à conditions spéciales et opérations de capitaux à risques effectués sur mandat et pour compte des États membres ou de la Communauté Économique Européenne (Fonds européen de développement) et comptabilisés dans la section spéciale de la Banque (cf. page 71).

L'activité de la Banque est devenue effective au Liban en 1978 et dans d'autres pays du bassin méditerranéen en 1979. L'ensemble des prêts dans ces pays a atteint 164,7 millions sur les ressources propres de la Banque et 22,8 millions sur ressources budgétaires (voir tableau 5 page 50).

Les concours de la Banque ont contribué au financement d'équipements énergétiques (341,9 millions, principalement des centrales électriques classiques et hydroélectriques), d'infrastructures de transports (248,7 millions) et d'aménagements agricoles (164,3 millions). Les projets industriels ont fait l'objet de prêts d'un montant total de 441 millions, soit près de 37 % des financements dans ces pays. Pour environ la moitié (195,9 millions), ces concours ont été accordés pour de grands projets dans les secteurs de la chimie, de la pâte à papier, de la sidérurgie et de la construction. Un montant comparable (198,2 millions) a été octroyé sous forme de prêts globaux à divers instituts de financement de Grèce, du Portugal, de Turquie, de Tunisie, d'Égypte et de Jordanie. Sur ces divers prêts globaux, 169 crédits ont été affectés à des initiatives industrielles et touristiques de petite ou moyenne dimension pour un montant total de 110,6 millions.

Afrique, Caraïbes, Pacifique

Depuis 1964 la Banque est intervenue dans un nombre croissant de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre des deux conventions de Yaoundé, de la première convention de Lomé et des décisions concernant les pays et territoires d'outre-mer (PTOM).

Au total, ces financements ont atteint 637,6 millions soit 35 % des financements de la Banque à l'extérieur de la Communauté. Les prêts sur ressources propres ont atteint 418,7 millions et, au titre des deux conventions de Yaoundé, les prêts à conditions spéciales sur les ressources du FED, 139,5 millions. La Banque a, en outre, effectué des opérations de capitaux à risques pour un montant total de 79,4 millions, également sur les ressources du FED. La répartition de ces montants par pays et par convention figure dans les tableaux 6 et 14 pages 54 et 80.

La mise en œuvre de la coopération financière avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et dans les pays et territoires d'outre-mer (États ACP et PTOM), prévue pour cinq années par la première convention de Lomé et la décision du Conseil du 29 juin 1976, a donné lieu, depuis l'entrée en vigueur de la convention, le 1^{er} avril 1976, à l'octroi par la BEI de concours financiers d'un montant total de 349,5 millions. Les prêts sur les ressources de la Banque ont atteint 272,6 millions et les concours sous forme de capitaux à risques, sur les ressources du FED, 76,9 millions. Des projets industriels, miniers ou d'infrastructures énergétiques (335 millions) et des investissements touristiques (14,5 millions) ont bénéficié de ces financements. Les concours en faveur de complexes agro-industriels ont atteint 77,3 millions et ceux pour des industries diverses 49,8 millions; 29,2 millions ont été accordés pour des investissements miniers, 45,3 millions pour l'industrie des matériaux de construction et la chimie, et 78,9 millions dans le secteur de l'énergie. Le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension a été, en outre, facilité par l'octroi à des banques de développement, de dix-neuf concours globaux d'un montant total de 69 millions (63,5 millions sur les ressources propres de la Banque et 5,5 millions sur capitaux à risques). Une cinquantaine de crédits ont été affectés sur ces divers concours pour un montant total de 24,9 millions, dont près d'un tiers en faveur d'industries alimentaires.

Financements dans les États ACP-PTOM (1964 à 1979)

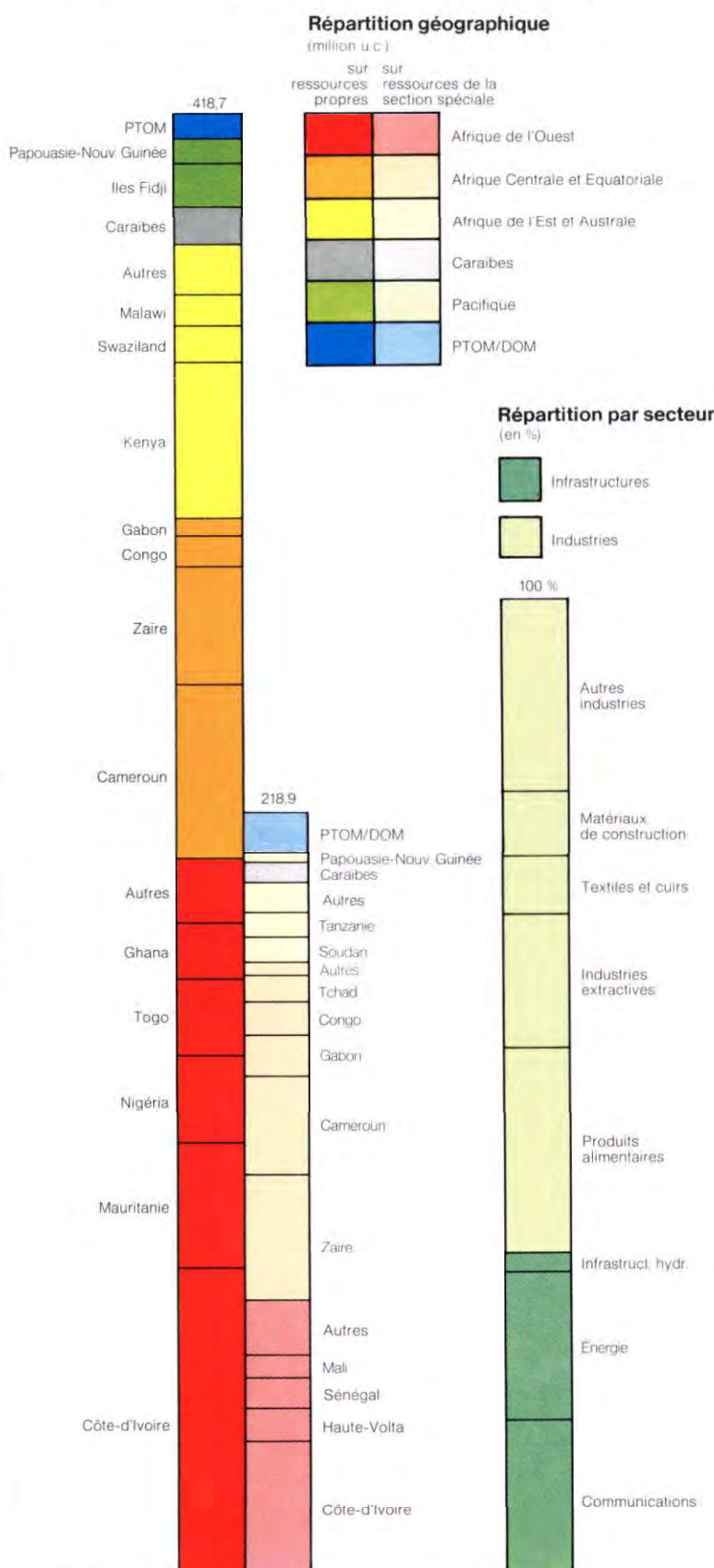


Tableau 12: **Financements accordés de 1963 à 1979 ⁽¹⁾ dans le bassin méditerranéen ⁽²⁾**

Répartition par secteur

Secteurs	Nombre		Montant (millions u.c.)		% du total
	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	
Énergie, Communications et autres infrastructures	50		754,9		63,1
Énergie	18		341,9		28,6
Production	14		283,3		23,7
Centrales thermiques	7		157,0		13,1
Centrales hydro-électriques	7		126,3		10,6
Transport	4		58,6		4,9
Lignes d'électricité	4		58,6		4,9
Communications	21		248,7		20,8
Transports	21		248,7		20,8
Chemins de fer	4		50,8		4,3
Routes et ouvrages d'art	8		81,2		6,8
Transports maritimes et fluviaux	7		97,0		8,1
Transports aériens	2		19,7		1,6
Infrastructures hydrauliques	11		164,3		13,7
Aménagements agricoles	11		164,3		13,7
Industrie, agriculture et services	247	169	441,0	110,6	36,9
Industrie	210	157	325,4	102,5	27,2
Industries extractives	2	2	1,8	1,8	0,1
Prod. et 1 ^{ère} transformation des métaux	14	6	37,8	3,3	3,2
Matériaux de construction	19	11	36,3	12,4	3,0
Industrie du bois	12	10	8,8	7,0	0,7
Verre et céramique	10	8	12,8	9,5	1,1
Industrie chimique	31	18	71,8	7,9	6,0
Ouvrages en métaux et mécanique	34	34	18,5	18,5	1,6
Automobiles, matériel de transport	4	4	4,3	4,3	0,4
Construction électrique, électronique	11	9	9,3	4,1	0,8
Produits alimentaires	33	33	18,2	18,2	1,5
Textiles et cuirs	16	9	12,2	7,1	1,0
Pâte à papier, papier	11	3	77,6	3,9	6,5
Transf. du caoutchouc et mat. plastiques	9	8	3,3	2,8	0,3
Autres industries	1	1	0,4	0,4	—
Bâtiments, génie civil	1	1	1,3	1,3	0,1
Lotissements et bâtiments industriels	2	—	11,0	—	0,9
Agriculture, forêts	2	—	20,0	—	1,7
Services	12	12	8,1	8,1	0,7
Tourisme	2	2	5,0	5,0	0,4
Autres services	10	10	3,1	3,1	0,3
Prêts globaux (part non affectée)	23	—	87,5 ⁽³⁾	—	7,3
Total général	297	169	1195,9 ⁽²⁾	110,6	100,0

(1) Cf. note 1 du tableau 2 page 24.

(2) Prêts ordinaires sur les ressources propres de la BEI (747,1 millions) et opérations à conditions spéciales sur ressources budgétaires des États membres et de la Communauté comptabilisées hors bilan dans la section spéciale de la Banque (448,8 millions).

(3) Le montant restant à affecter s'élève en fait à 88,7 millions, compte tenu de la différence, d'une part entre le montant initial du prêt global accordé en Grèce à la Banque Nationale d'Investissement pour le Développement Industriel (US \$ 10 millions, soit 7,7 millions) et, d'autre part, le montant total des 18 affectations de crédits accordés sur ce prêt global, soit 8,9 millions, des modifications des taux de conversion du \$ US en unités de compte étant intervenues entre la date de signature du prêt global et celle des affectations de crédits.

Tableau 13: **Financements accordés de 1964 à 1979 ⁽¹⁾ dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) et les départements d'outre-mer (DOM) ⁽²⁾**

Répartition par secteur

Secteurs	Nombre		Montant (millions u.c.)		% du total
	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	Total	dont affectations de crédits sur prêts globaux	
Énergie, communications et autres infrastructures	44		212,5		33,3
Énergie	14		97,2		15,2
Production	10		65,2		10,2
Centrales thermiques	4		9,7		1,5
Centrales hydro-électriques	6		55,5		8,7
Transport	4		32,0		5,0
Lignes d'électricité	4		32,0		5,0
Communications	26		103,2		16,2
Transports	25		102,4		16,1
Chemins de fer	7		43,7		6,9
Routes et ouvrages d'art	8		38,7		6,1
Transports maritimes	9		15,6		2,4
Transports aériens	1		4,4		0,7
Télécommunications	1		0,8		0,1
Infrastructures hydrauliques	4		12,1		1,9
Aménagements agricoles	2		5,3		0,8
Eau (captage, distribution, épuration)	2		6,8		1,1
Industrie, agriculture et services	175	53	425,1	24,9	66,7
Industrie	134	52	350,0	24,4	54,9
Industries extractives	13	6	84,4	2,6	13,2
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	8	3	17,8	1,9	2,8
Matériaux de construction	14	3	42,9	2,0	6,7
Industrie du bois	6	5	4,6	1,4	0,7
Verre et céramique	1	1	0,7	0,7	0,1
Industrie chimique	8	2	16,8	1,2	2,6
Ouvrages en métaux, mécanique	3	2	1,2	0,7	0,2
Automobiles, matériel de transport	3	2	2,7	1,3	0,4
Produits alimentaires	45	12	132,2	7,6	20,8
Textiles et cuirs	25	9	39,4	2,3	6,2
Pâte à papier, papier	4	4	1,8	1,8	0,3
Transf. du caoutchouc et mat. plastiques	4	3	5,5	0,9	0,9
Agriculture	2	—	9,3	—	1,5
Services	20	1	21,7	0,5	3,4
Tourisme	8	1	17,6	0,5	2,8
Etudes et assistance technique	12	—	4,1	—	0,6
Prêts globaux (part non affectée)	15	—	42,6 ⁽³⁾	—	6,7
Banques de développement	4	—	1,5	—	0,2
Total général	219	53	637,6	24,9	100,0

(1) Cf. note 1 du tableau 2, page 24.

(2) Prêts ordinaires sur les ressources de la BEI (418,7 millions u.c.) et opérations à conditions spéciales sur les ressources des États membres par l'intermédiaire du Fonds européen de développement, comptabilisées hors bilan dans la section spéciale de la Banque (218,9 millions u.c.).

(3) Différence entre le montant des 15 prêts globaux accordés (67,5 millions u.c.) et le montant des affectations de crédits (24,9 millions u.c.) décidées sur ces prêts globaux.

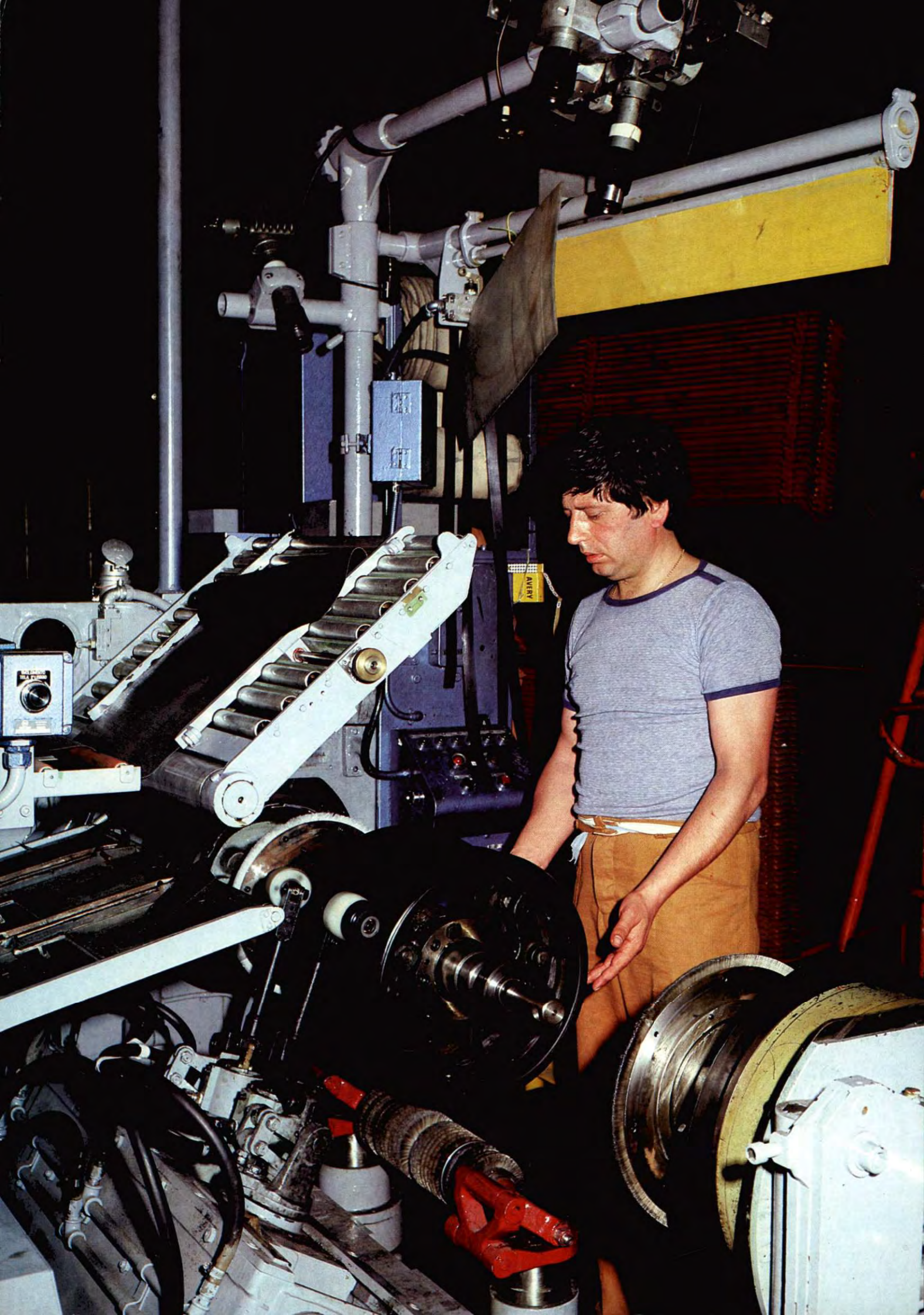


Tableau 14: **Financements accordés de 1964 à 1979 dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) et les départements d'outre-mer (DOM)**

Répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources

(millions u.c.)

	Opérations ordinaires sur ressources propres					Opérations sur ressources de la section spéciale (1)					Total des financements			
	Conventions de Yaoundé		Convention de Lomé		Montant total	Conventions de Yaoundé (2)		Convention de Lomé (3)		Montant total	Nombre	Montant	dont Yaoundé	dont Lomé
	Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant	Nombre	Montant					
États ACP	33	139,1	42	272,6	411,7	35	129,7	46	76,9	206,6	156	618,3	268,8	349,5
AFRIQUE	33	139,1	37	242,6	381,7	34	127,8	42	70,7	198,5	146	580,2	266,9	313,3
<i>Afrique de l'Ouest</i>	<i>15</i>	<i>72,5</i>	<i>17</i>	<i>133,1</i>	<i>205,6</i>	<i>16</i>	<i>53,2</i>	<i>19</i>	<i>26,1</i>	<i>79,3</i>	<i>67</i>	<i>284,9</i>	<i>125,7</i>	<i>159,2</i>
Bénin	—	—	—	—	—	1	3,3	—	—	3,3	1	3,3	3,3	—
Cap Vert	—	—	—	—	—	—	—	1	0,1	0,1	1	0,1	—	0,1
Côte-d'Ivoire	10	51,2	7	37,4	88,6	10	35,6	4	3,0	38,6	31	127,2	86,8	40,4
Gambie	—	—	—	—	—	—	—	1	2,3	2,3	1	2,3	—	2,3
Ghana	—	—	2	16,0	16,0	—	—	1	2,0	2,0	3	18,0	—	18,0
Haute-Volta	1	0,5	—	—	0,5	1	5,0	2	4,5	9,5	4	10,0	5,5	4,5
Libéria	—	—	2	7,4	7,4	—	—	1	0,3	0,3	3	7,7	—	7,7
Mali	—	—	—	—	—	—	—	2	6,1	6,1	2	6,1	—	6,1
Mauritanie	1	11,0	1	25,0	36,0	1	2,8	—	—	2,8	3	38,8	13,8	25,0
Niger	—	—	2	6,0	6,0	—	—	1	0,9	0,9	3	6,9	—	6,9
Nigéria	—	—	1	25,0	25,0	—	—	—	—	—	1	25,0	—	25,0
Sénégal	2	3,9	—	—	3,9	3	6,5	3	1,7	8,2	8	12,1	10,4	1,7
Togo	1	5,9	2	16,3	22,2	—	—	3	5,2	5,2	6	27,4	5,9	21,5
<i>Afrique Centrale et Équatoriale</i>	<i>17</i>	<i>64,9</i>	<i>6</i>	<i>32,6</i>	<i>97,5</i>	<i>17</i>	<i>72,7</i>	<i>10</i>	<i>23,9</i>	<i>96,6</i>	<i>50</i>	<i>194,1</i>	<i>137,6</i>	<i>56,5</i>
Burundi	—	—	—	—	—	—	—	1	0,5	0,5	1	0,5	—	0,5
Cameroun	9	17,3	6	32,6	49,9	6	23,9	2	4,6	28,5	23	78,4	41,2	37,2
Congo	1	9,0	—	—	9,0	3	6,7	1	3,1	9,8	5	18,8	15,7	3,1
Gabon	4	4,4	—	—	4,4	3	10,3	—	—	10,3	7	14,7	14,7	—
Rwanda	—	—	—	—	—	—	—	1	3,0	3,0	1	3,0	—	3,0
Tchad	—	—	—	—	—	1	1,2	1	7,5	8,7	2	8,7	1,2	7,5
Zaire	3	34,2	—	—	34,2	4	30,6	4	5,2	35,8	11	70,0	64,8	5,2
<i>Afrique de l'Est et Australe</i>	<i>1</i>	<i>1,7</i>	<i>14</i>	<i>76,9</i>	<i>78,6</i>	<i>1</i>	<i>1,9</i>	<i>13</i>	<i>20,7</i>	<i>22,6</i>	<i>29</i>	<i>101,2</i>	<i>3,6</i>	<i>97,6</i>
Djibouti	—	—	—	—	—	—	—	1	1,0	1,0	1	1,0	—	1,0
Kenya	—	—	7	44,9	44,9	—	—	2	1,2	1,2	9	46,1	—	46,1
Madagascar	—	—	—	—	—	1	1,9	2	2,3	4,2	3	4,2	1,9	2,3
Malawi	—	—	2	9,5	9,5	—	—	1	1,0	1,0	3	10,5	—	10,5
Maurice	1	1,7	2	5,0	6,7	—	—	—	—	—	3	6,7	1,7	5,0
Seychelles	—	—	—	—	—	—	—	1	0,6	0,6	1	0,6	—	0,6
Soudan	—	—	—	—	—	—	—	1	6,5	6,5	1	6,5	—	6,5
Swaziland	—	—	1	10,0	10,0	—	—	1	0,1	0,1	2	10,1	—	10,1
Tanzania	—	—	1	5,0	5,0	—	—	2	7,4	7,4	3	12,4	—	12,4
Zambie	—	—	1	2,5	2,5	—	—	2	0,6	0,6	3	3,1	—	3,1
CARAÏBES	—	—	3	10,5	10,5	1	1,9	3	4,3	6,2	7	16,7	1,9	14,8
Caraïbes (prêts multi-régionaux)	—	—	1	3,0	3,0	—	—	1	1,0	1,0	2	4,0	—	4,0
Barbade	—	—	1	2,5	2,5	—	—	—	—	—	1	2,5	—	2,5
Guyane	—	—	—	—	—	—	—	1	3,2	3,2	1	3,2	—	3,2
Jamaïque	—	—	—	—	—	—	—	1	0,1	0,1	1	0,1	—	0,1
Surinam	—	—	—	—	—	1	1,9	—	—	1,9	1	1,9	1,9	—
Trinité et Tobago	—	—	1	5,0	5,0	—	—	—	—	—	1	5,0	—	5,0
PACIFIQUE	—	—	2	19,5	19,5	—	—	1	1,9	1,9	3	21,4	—	21,4
Fidji	—	—	1	12,5	12,5	—	—	—	—	—	1	12,5	—	12,5
Papouasie-Nouvelle Guinée	—	—	1	7,0	7,0	—	—	1	1,9	1,9	2	8,9	—	8,9
PTOM	2	7,0	—	—	7,0	3	7,8	—	—	7,8	5	14,8	14,8	—
Antilles Néerlandaises	—	—	—	—	—	1	4,4	—	—	4,4	1	4,4	4,4	—
Nouvelle-Calédonie	2	7,0	—	—	7,0	2	3,4	—	—	3,4	4	10,4	10,4	—
DOM	—	—	—	—	—	5	4,5	—	—	4,5	5	4,5	4,5	—
Guadeloupe	—	—	—	—	—	1	0,7	—	—	0,7	1	0,7	0,7	—
Guyane française	—	—	—	—	—	1	0,4	—	—	0,4	1	0,4	0,4	—
Martinique	—	—	—	—	—	1	0,6	—	—	0,6	1	0,6	0,6	—
La Réunion	—	—	—	—	—	2	2,8	—	—	2,8	2	2,8	2,8	—
Total général	35	146,1	42	272,6	418,7	43	142,0	46	76,9	218,9	166	637,6 (4)	288,1	349,5

(1) Opérations à conditions spéciales sur les ressources des États membres par l'intermédiaire du Fonds européen de développement comptabilisées hors bilan dans la section spéciale de la Banque.

(2) Prêts à conditions spéciales et contributions à la formation de capitaux à risques.

(3) Concours sous forme de capitaux à risques.

(4) Cf. note 1 du tableau 2 page 24.

Tableau 15: **Prêts globaux dans la Communauté de 1968 à 1979** ⁽¹⁾
Répartition par institut intermédiaire

Instituts intermediaires	Prêts globaux			Affectations de crédits (1969—1979)	
	Année	Nombre	Montant (millions u. c.)	Nombre	Montant (millions u. c.)
Italie					
Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale (ISVEIMER)	1979	1	52,8	34	14,4
	1968-1978	5	79,5	141	74,8
Mediocredito Centrale	1979	1	17,6	29	9,2
Istituto Mobiliare Italiano (IMI)	1979	1	17,5	—	—
	1972-1978	3	73,0	100	62,8
Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia (IRFIS)	1979	1	8,8	—	—
	1970-1978	3	25,3	45	24,0
Banca Centrale di Credito Popolare	1979	1	4,4	4	3,4
Banca Nazionale del Lavoro «Sezione Speciale» per il Credito Industriale (BNL)	1974-1977	2	39,8	76	33,6
Credito Industriale Sardo (CIS)	1969-1977	5	34,3	54	25,8
Cassa per il Mezzogiorno	1978	1	14,1	47	7,9
Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità (ICIPU)	1976-1977	2	5,9	10	5,9
Mediocredito per le Piccole e Media Imprese del Friuli Venezia-Giulia	1976	1	5,2	11	5,0
Total Italie		27	378,2	551	266,8
Irlande					
Industrial Credit Company Ltd (ICC)	1979	2	22,6	65	8,1
	1974-1978	3	15,9	125	11,2
Agricultural Credit Corporation Ltd (ACC)	1979	1	3,7	—	—
	1974-1978	2	8,4	18	5,5
Total Irlande		8	50,6	208	24,8
France					
Caisse d'Aide à l'Equipement des Collectivités Locales (CAECL)	1979	1	12,0	3	4,4
Credit National	1973-1974	2	51,3	77	39,7
Caisse Centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel (CCCHCI)	1973	1	18,0	56	18,1 ⁽²⁾
Crédit Naval	1974	1	9,0	—	—
Société Lorraine de Développement et d'Expansion (LORDEX)	1972-1975	2	6,3	8	3,7
Société Alsacienne de Développement et d'Expansion (SADE)	1970	1	6,3	24	6,3
Société de Développement Régional de l'Ouest (SODERO)	1971-1974	2	5,6	2	0,8
Société de Développement Régional de la Bretagne (SDR Bretagne)	1974	1	3,6	3	1,7
Total France		11	112,0	173	74,8
Danemark					
État Danois	1979	1	3,6	8	1,9
	1975-1978	7	23,9	68	23,8
Finanzieringsinstituttet for Industri og Håndværk A/S (FIH)	1975-1977	3	4,4	6	4,5 ⁽²⁾
Total Danemark		11	31,9	82	30,1
Belgique					
Société Nationale de Crédit à l'Industrie (SNCI)	1979	1	6,2	11	6,2
	1976	1	17,9	24	18,2 ⁽²⁾
Total Belgique		2	24,1	35	24,4
Royaume-Uni					
Gouvernement (contrat de mandat)	1977-1978	2	75,6	83	58,6
Industrial and Commercial Finance Corporation Ltd (ICFC)	1973-1974	2	25,8	26	7,6
Total Royaume-Uni		4	101,4	109	66,2
Allemagne					
Industriekreditbank AG (IKB)	1970-1973	2	30,6	79	30,0
Bayerische Vereinsbank	1974	1	9,9	—	—
Landesbank und Girozentrale Schleswig-Holstein	1972	1	5,7	9	6,0 ⁽²⁾
Total Allemagne		4	46,2	88	36,0
Sous-total	1979	11	149,1	418	135,8
Sous-total	1968-1978	56	595,2	828	387,3 ⁽³⁾
Total général		67	744,3 ⁽⁴⁾	1 246	523,1

(1) Cf. note 1 du tableau 2 page 24.

(2) Les différences entre le montant initial du prêt global et la somme des affectations décidées s'expliquent par le fait — le prêt global et les crédits affectés étant libellés en monnaie nationale — que les conversions en unités de compte ont été effectuées aux taux en vigueur aux dates, d'une part, de la signature du prêt global et, d'autre part, des décisions d'affectation et que ces taux de conversion ont parfois subi dans l'intervalle des modifications.

(3) Après annulation en 1979 de 8 affectations (2,7 millions) accordées au cours des années précédentes.

(4) Dont : solde restant à affecter : 124,7 millions — annulations : 81,5 millions — ajustements de change : 15,0 millions.

Tableau 16: **Affectations de crédits sur prêts globaux dans la Communauté en 1979 et de 1969 à 1979**
Répartition par région et par secteur

RÉGIONS	Régions/Secteurs	1979			1969-1979		
		Nombre	Montant (millions u.c.)	%	Nombre	Montant (millions u.c.)	%
RÉGIONS	Belgique	11	6,2	4,6	35	24,4	4,7
	Antwerpen	3	1,8	1,3	4	2,7	0,5
	Hainaut	1	0,3	0,2	6	3,5	0,7
	Liège	2	1,2	0,9	9	6,7	1,3
	Limburg	2	0,7	0,5	3	1,1	0,2
	Namur	—	—	—	1	0,8	0,1
	Oost-Vlaanderen	3	2,2	1,6	5	5,6	1,1
	West-Vlaanderen	—	—	—	7	4,0	0,8
	Danemark	21	5,5	4,0	82	30,1	5,7
	Ost for Storebaelt (Copenhague exclus)	4	1,0	0,7	9	5,4	1,0
	Vest for Storebaelt	17	4,5	3,3	73	24,7	4,7
	Allemagne	—	—	—	88	36,0	6,9
	Baden-Württemberg	—	—	—	2	0,5	0,1
	Bayern	—	—	—	16	4,3	0,8
	Hessen	—	—	—	15	6,0	1,1
	Niedersachsen	—	—	—	19	6,8	1,3
	Nordrhein-Westfalen	—	—	—	18	8,7	1,7
	Rheinland-Pfalz	—	—	—	8	2,9	0,6
	Schleswig-Holstein	—	—	—	10	6,8	1,3
	France	3	4,4	3,3	173	74,8	14,3
	Alsace	—	—	—	27	8,3	1,6
	Aquitaine	1	1,7	1,3	10	5,5	1,1
	Auvergne	—	—	—	4	3,2	0,6
	Basse-Normandie	1	2,2	1,6	3	2,8	0,5
	Bourgogne	—	—	—	3	2,3	0,4
	Bretagne	—	—	—	28	11,5	2,2
	Centre	—	—	—	2	0,7	0,1
	Champagne-Ardennes	—	—	—	2	0,5	0,1
	Franche-Comté	—	—	—	2	0,4	0,1
	Languedoc-Roussillon	—	—	—	2	0,6	0,1
	Limousin	—	—	—	7	2,2	0,4
	Lorraine	—	—	—	24	13,3	2,6
	Midi-Pyrénées	—	—	—	18	7,9	1,5
	Nord-Pas-de-Calais	1	0,5	0,4	7	3,0	0,6
	Pays de la Loire	—	—	—	20	7,4	1,4
	Picardie	—	—	—	2	1,1	0,2
	Poitou-Charentes	—	—	—	5	1,6	0,3
	Rhône-Alpes	—	—	—	7	2,5	0,5
	Irlande	183	20,6	15,2	208	24,8	4,7
	Italie	128	48,8	35,9	551	266,8	51,1
	Abruzzi	21	6,7	4,9	68	30,3	5,8
	Basilicata	8	3,1	2,3	13	6,3	1,2
	Calabria	7	0,7	0,5	27	7,9	1,5
	Campania	17	6,4	4,7	96	50,6	9,7
	Friuli-Venezia Giulia	7	1,0	0,7	18	6,0	1,1
	Lazio	15	8,3	6,1	99	58,0	11,1
	Marche	4	2,2	1,6	16	10,5	2,0
	Molise	3	1,7	1,3	11	6,6	1,3
	Puglia	8	2,5	1,9	69	27,4	5,4
	Sardegna	10	5,4	4,0	58	27,0	5,2
	Sicilia	5	0,7	0,5	51	25,3	4,8
	Toscana	7	1,4	1,0	9	2,2	0,4
	Trentino-Alto Adige	12	5,3	3,9	12	5,3	1,0
	Umbria	4	3,4	2,5	4	3,4	0,6
	Royaume-Uni	72	50,3	37,0	109	66,2	12,6
	Scotland	13	8,3	6,1	29	13,1	2,5
	Northern	28	19,6	14,4	38	25,8	4,9
	North-West	1	0,4	0,3	3	1,9	0,4
	South-West	9	8,3	6,1	9	8,3	1,6
	Yorkshire and Humberside	4	4,8	3,5	4	4,8	0,9
	Wales	17	8,9	6,6	25	12,0	2,3
	Northern Ireland	—	—	—	1	0,3	—
	Total	418	135,8	100,0	1 246	523,1	100,0
SECTEURS	Infrastructures	3	4,4	3,3	3	4,4	0,9
	Agriculture	29	2,8	2,1	61	11,4	2,2
	Pêche	1	0,2	0,1	5	2,6	0,5
	Industries extractives	10	5,9	4,4	27	14,5	2,8
	Prod. et 1 ^{ère} transformation des métaux	7	2,8	2,0	48	31,2	5,9
	Matériaux de construction	24	10,7	7,9	85	42,2	8,0
	Industrie du bois	38	8,5	6,2	92	26,3	5,0
	Verre et céramique	11	4,7	3,4	28	13,1	2,5
	Industrie chimique	25	13,8	10,2	64	30,3	5,9
	Ouvrages en métaux, mécanique	97	22,0	16,2	259	94,4	18,0
	Automobiles, matériel de transport	5	2,7	2,0	29	15,2	2,9
	Construction électrique, électronique	16	1,8	1,3	64	28,9	5,5
	Produits alimentaires	55	19,9	14,6	201	87,9	16,8
	Textiles et cuirs	26	9,8	7,2	87	35,9	6,9
	Pâte à papier, papier	29	12,7	9,3	66	33,9	6,5
	Transf. du caoutchouc et mat. plastiques	26	7,4	5,5	75	31,9	6,1
	Autres industries	7	2,5	1,9	27	9,7	1,9
	Bâtiment et génie civil	2	0,6	0,4	10	3,3	0,6
	Tourisme	3	1,6	1,2	7	3,4	0,6
	Autres services	4	1,0	0,8	8	2,6	0,5
	Total	418	135,8	100,0	1 246	523,1	100,0

Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Boîte postale 2005 — Luxembourg
Tél. 43 50 11 — Télex 35 30 bankeu lu
Télécopieur 20 422

ou à ses bureaux extérieurs

Département Italie
Via Sardegna, 38 — I-00187 Rome
Tél. 48 36 51 — Télex 611130 bankeu i
Télécopieur 47 458 77

Bureau de Représentation à Bruxelles
Rue de la Loi, 227 — B-1040 Bruxelles
Tél. 735 21 38 — Télex 21721 bankeu b

Bureau de Liaison pour le Royaume-Uni
23, Queen Anne's Gate, Westminster, GB-London SW1H 9BU
Tél. 222 29 33 — Télex 919159 bankeu g

qui tiennent également à disposition les publications suivantes:

Statuts et autres dispositions régissant la BEI
1978, 32 p.; (DA, DE, EN, FR, IT, NL)

Rapports annuels
depuis 1958
(DE, EN, FR, IT, NL, à partir de 1972 en danois)

BEI-Informations
Publication périodique
8 p.; (DA, DE, EN, FR, IT, NL)

Banque Européenne d'Investissement 1958-1978
1978; 84 p.; (DA, DE, EN, FR, IT, NL)

**Prêts et garanties dans les pays membres
de la Communauté Économique Européenne**
1980, 24 p.; (DA, DE, EN, FR, IT, NL)

**Modalités de financement dans le cadre de la deuxième convention
de Lomé**
1980; 24 p.; (DA, DE, EN, FR, IT, NL)

Financements hors Communauté: pays du bassin méditerranéen
1978; 12 p. (DA, DE, EN, FR, IT, NL)

Banque Européenne d'Investissement: données de base (dépliant)
1980 (DA, DE, EN, FR, IT, NL)

La Banque Européenne d'Investissement présente ses remerciements
aux promoteurs d'investissements qui ont bien voulu autoriser les
prises de vues illustrant ce rapport. Deux photos proviennent de
l'agence aaa photo de Paris.

Imprimé par: Saarbrücker Zeitung, Verlag und Druckerei GmbH,
Saarbrücken

Den europæiske Investeringsbank

Europäische Investitionsbank

European Investment Bank

Banque Européenne d'Investissement

Banca Europea per gli Investimenti

Europese Investeringsbank